GEO HISTOIRE

JUIN-JUILLET 2021 N° 57

LES DERNIERS SECRETS DE STALINE

Un jeune espion au service du tsar ?

Purges : l'ordre 00447

Comment il a étouffé un rapport sur la Shoah

L'extermination par la faim

Les coulisses de l'alliance avec Hitler

Tous les artistes mis au pas

ACTUALITÉ : À QUAND LA Rrenaissance DE BAMIYAN ?

BEL. 7,50 C. – CH 13 CHF – CAN. 14 CAD – D. TIC. : ESP. 8 C. – GR. 8 C. – LUX. 7,80 C. – ITA. 8 C. – Port. cont. 8 C. – DOM Avion : 7,50 C. Bateau : 7,50 C. – Maroc. 85 DH. – Tunisie. 15 TND. – Zone CFA. Avion : 8.000 XAF. – Bateau : 6.000 XAF. – Zone CFP Bateau : 1100 XPF.

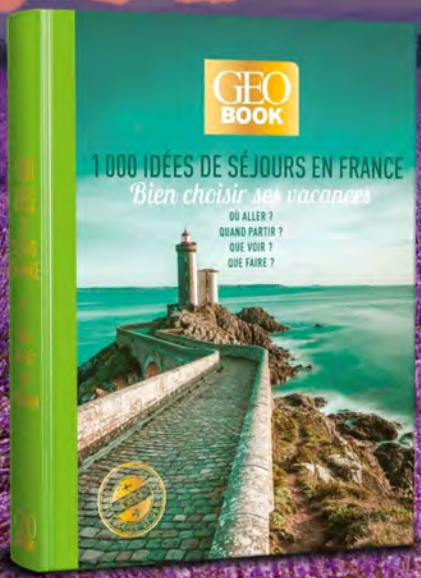
PM PRISMA MEDIA CPPAP

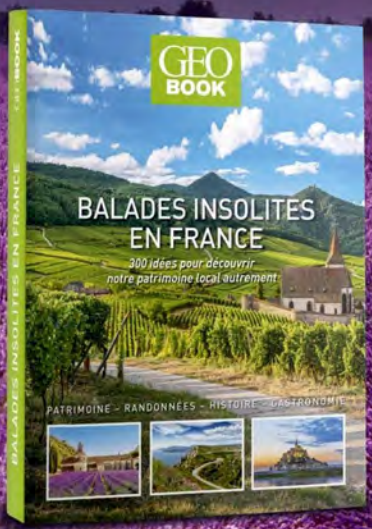
L 15170 - 57 - F: 7,50 € - RD

GEO BOOK

LA FRANCE SANS DÉTOUR !

Des livres indispensables pour choisir et préparer son séjour




GEO BOOK
BALADES INSOLITES EN FRANCE
300 idées pour découvrir notre patrimoine local autrement
PATRIMOINE - RANDONNÉES - HISTOIRE - GASTRONOMIE

Dans la même collection

DISPONIBLES EN LIBRAIRIES ET SUR **WWW.PRISMASHOP.FR**

Cliquez sur Clé prismashop et saisissez le code **GEOBOOK**

ÉDITO

UNE INSOUTENABLE MÉMOIRE

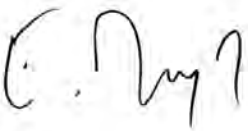
L'image m'est restée, c'était à Bordjomi, une ville thermale en Géorgie. Au fond de la salle du restaurant, vide et kitsch, trônait une statue de Staline, un peu grotesque, regardant, voyeur, un trio de naïades dénudées. Clin d'œil au dictateur qui possédait une villa à proximité. A Gori aussi, dans sa ville natale, ou à Volgograd, théâtre de la sanglante bataille de Stalingrad, on peut aujourd'hui acheter des babioles à l'effigie du moustachu. Ces objets, plus ou moins drôles, apparaissent obscènes lorsqu'on se penche sur les années Staline. Leurs chiffres d'abord. Un million de soldats russes et 700 000 Allemands morts, blessés ou disparus sur un périmètre de 50 kilomètres à Stalingrad. Deux millions de citoyens décédés dans l'archipel du goulag. Un mort par mètre pour construire l'autoroute de la Kolyma. Cinq millions lors de l'Holodomor, l'extermination par la faim. Et derrière la froideur de ces arrondis comptables, à chaque fois, un homme, une femme, un enfant, une vie. Et des images, insoutenables. Celles, par exemple, de ces paysans d'Ukraine contraints à manger l'écorce des arbres ou à mourir gelés dans la rue. L'Histoire passe, la nausée reste.

Pourquoi revenir aujourd'hui sur ces années noires ? D'abord parce que des travaux continuent d'être publiés, exhumant les détails des agissements du «petit père des peuples», sa personnalité, ses décisions, ses alliances, ses folies. Ensuite parce que, bientôt soixante-dix ans après sa mort, son héritage commence à s'enfoncer dans les oubliettes des horreurs. Moscou a, certes, créé en 2018 un musée du Goulag. Mais un sondage (*) effectué en 2019 dit que 41 % des Russes ont du «respect» envers Staline, et 52 % estiment son rôle dans l'histoire du pays «positif». Des statues à son effigie sont érigées. Et autour d'un discours officiel épousant la nostalgie d'une Russie puissante, la face sombre du dictateur est repoussée dans l'ombre, au profit de celle du libérateur.

Le moment est donc venu de se replonger dans cette période de l'Histoire, inouïe dans son atrocité. Et ceux parmi vous que la litanie des crimes lasserait peuvent délaisser un instant le travail des historiens et lire ce roman satirique, le plus éclairant écrit sur les régimes totalitaires, en particulier sur le stalinisme : *La Ferme des animaux*, de George Orwell. Dans le livre, des cochons veulent libérer du joug des hommes les animaux d'une ferme où ils vivent. Ils rallient à leur cause leurs frères de labeur, ânes, chevaux, moutons... Petit à petit, les cochons sauveurs prennent le pouvoir, leurs bonnes intentions se muent en diktats, ils définissent le juste et le bien, le mal et l'ennemi. Ils finissent par exploiter, puis tuer ceux qui ne pensent pas comme l'exigent les règles du régime qu'ils ont institué, l'Animalisme. A la fin, ces maîtres-cochons invitent leurs anciens maîtres-hommes, des fermiers, et festoient avec eux. A l'extérieur, les bêtes soumises (le peuple) regardent la scène et Orwell conclut de cette phrase terrifiante : «Dehors, les yeux des animaux allaient du cochon à l'homme et de l'homme au cochon, et de nouveau du cochon à l'homme ; mais déjà, il était impossible de distinguer l'un de l'autre.» ■

(*) Sondage effectué par Levada-Center, un institut de recherche russe privé (https://www.levada.ru/en/2019/04/19/dynamic-of-stalin-s-perception/).

ÉRIC MEYER, RÉDACTEUR EN CHEF



36

Staline avec Khrouchtchev, à sa droite, en 1935. Ce dernier, qui succédera au dictateur, participa activement aux Grandes Purges.

Rue des Archives/Tallandier

SOMMAIRE

6 PANORAMA
Ces photos que Staline a cachées
Passé encombrant, vie familiale, compagnons de route ou opposants «gommés». Le dictateur a tout fait pour effacer ou réécrire l'Histoire.

22 CHRONOLOGIE
Staline et le stalinisme : les grandes dates
De sa naissance en Géorgie en 1878 à sa mort à Moscou en 1953, vie et destin du «tsar rouge».

24 LA JEUNESSE
Iossif Djougachvili, un agent double au service du tsar ?
De 1902 à 1912, ce jeune révolutionnaire, qui allait devenir Joseph Staline, aurait été un espion à la solde de l'Empire russe.

30 LES CRIMES DE MASSE
«Holodomor», l'extermination par la faim
De 1932 à 1933, l'Ukraine fut victime d'une famine qui causa la mort de 5 millions d'habitants. Derrière cette tragédie, la volonté implacable d'un homme : Staline.

36 LES PURGES
L'ordre 00447, le code de la terreur
Derrière ces cinq chiffres se cachait une effroyable répression. De 1937 à 1938, plus de 800 000 Soviétiques furent condamnés à mort ou envoyés au goulag.

48 LE RENSEIGNEMENT
Soudoplatov, le maître-espion
Il fut l'instigateur de l'assassinat de Trotski et l'organisateur du renseignement soviétique durant la Seconde Guerre mondiale.

50 L'ALLIANCE
Hitler-Staline : les coulisses d'un accord secret
Ennemi juré du Führer, le tsar rouge a conclu un pacte de non-agression en 1939. Mais un protocole prévoyait aussi un partage de l'Europe entre les deux pays.

56 LE MASSACRE
Katyn, un crime de masse longtemps tabou
Au printemps 1940, des milliers d'officiers polonais furent assassinés par la police soviétique.

62 LA FAMILLE
Iakov ou la malédiction du fils aîné
Le dictateur n'aura jamais épargné ses proches ou sa famille. Un exemple parmi d'autres : son premier fils, fait prisonnier par les Allemands et pour lequel Staline se montra indifférent

64 LA CULTURE
L'art mis au pas
Durant la période stalinienne, nombre d'artistes furent soumis à une censure impitoyable. Il fallait que leurs œuvres contribuent à bâtir la société communiste.

78 L'ENTOURAGE
Mais qu'a-t-il fait de ses chefs de guerre ?
Staline nomma 38 maréchaux. Si tous ont connu la gloire militaire, plusieurs ont été ensuite désavoués. Portrait de huit d'entre eux.

84 L'ANTISÉMITISME
Comment Staline a étouffé la Shoah : l'histoire du *Livre noir*
Ce fut le premier ouvrage d'importance sur le génocide nazi. Un livre qui fut d'abord soutenu par Staline. Puis, soudain, au sortir de la guerre, interdit.

94 L'INFLUENCE
PCF : sous la tutelle de Moscou
A partir des années 1920, le Parti communiste français appliqua avec zèle les consignes staliniennes venues de Moscou.

102 LE SOUVENIR
Volgograd, la guerre pour mémoire
L'ancienne Stalingrad, théâtre d'une terrible bataille en 1942, fascine la Russie de Poutine.

Marche à Voronezh (URSS), en hommage à Staline, au lendemain de sa mort, en 1953.

112 L'ENTRETIEN
«Sans la détermination de Staline, l'Armée rouge aurait sans doute perdu la guerre»
Rencontre avec l'historien britannique Geoffrey Roberts.

118 DÉCRYPTAGE
Les six biographies indispensables
La vie de Staline passée au crible.

L'ACTU DE L'HISTOIRE

120 ARCHÉOLOGIE
A quand la renaissance de Bamiyan, en Afghanistan ?
Le site des bouddhas détruits par les talibans fait aujourd'hui l'objet d'une restauration complexe.

132 À LIRE, À VOIR
Exposition, essai, biographie, BD... La sélection de la rédaction.

ET SUR GEO.FR...

Pour en savoir plus sur Staline, sur le rôle de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale et sur la Guerre froide, découvrez notre dossier spécial «histoire et géographie», utile pour – entre autres – préparer le bac ! **www.geo.fr/evenement/bac-histoire-geographie.**

En couverture
Abonnement

PEFC

akg-images

CES PHOTOS QUE STALINE A CACHÉES

Passé encombrant, vie familiale, compagnons de route ou opposants «gommés»... Le dictateur a tout fait pour effacer ou réécrire l'Histoire. Avec la déclassification des archives soviétiques à partir des années 1990, le passé de «l'homme de fer» ressurgit dans toute sa vérité.

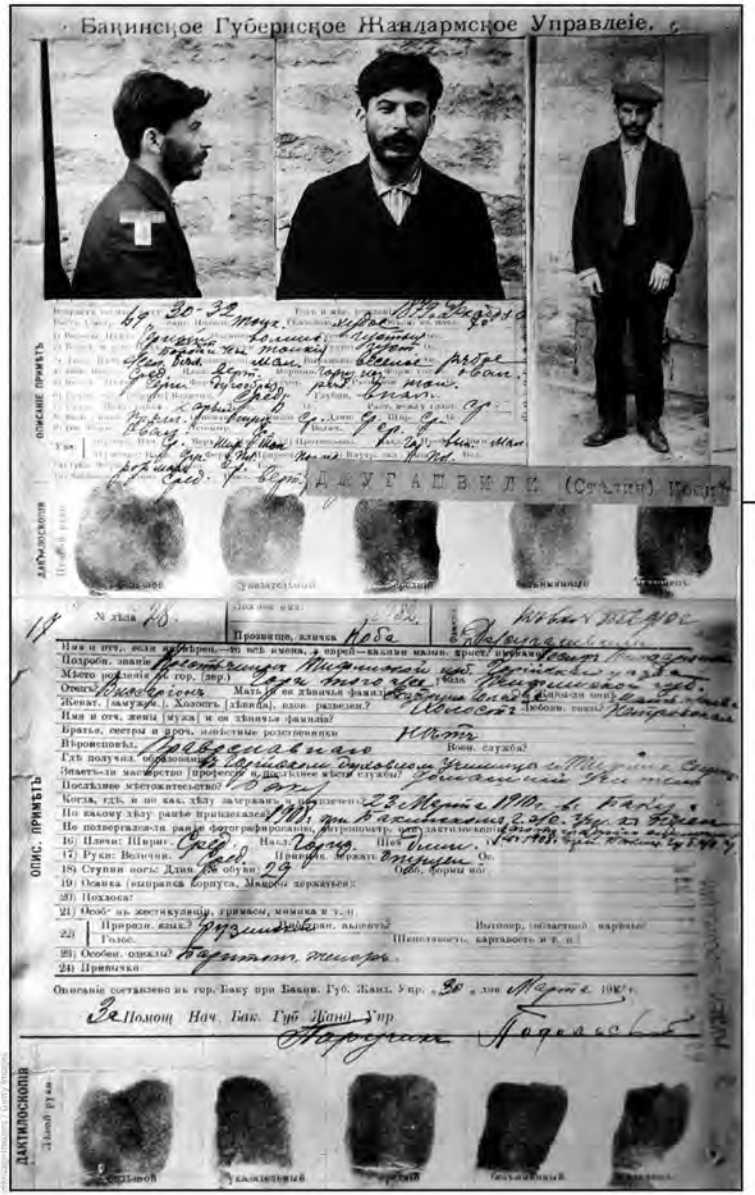
Staline et des dignitaires du régime assistent au défilé de l'armée soviétique sur la place Rouge, le 1er mai 1925. Les visages de quatre d'entre eux ont été effacés sur le négatif...

Roger-Viollet - Bridgeman Images

1900

UN VOYOU SURNOMMÉ KOBA

Né à Gori en 1878, Iossif Vissarionovitch Djougachvili a toujours voulu dissimuler son passé de Géorgien russifié comme sa vie de petit gangster, impliqué plusieurs fois dans des braquages de banque, qu'il fera passer ensuite pour de l'action révolutionnaire. Il se fait alors appeler «Koba», du nom d'un héros géorgien.



1910

UN PASSÉ CRIMINEL

A partir de 1902, le jeune activiste fut plusieurs fois arrêté pour des braquages ou pour son action révolutionnaire contre le régime du tsar. Une fois Staline arrivé au pouvoir, les traces de ce passé compromettant, et notamment les photos d'identité judiciaire, furent scellées dans les archives du Kremlin. Le peuple russe ne les découvrit qu'après sa mort en 1953.

akg-images

1913

UN EXIL EMBARRASSANT

Avant la Révolution d'octobre, le parcours de Staline fut chaotique. Déporté sept fois en Sibérie, il vécut loin de son épouse, Ekaterina Svanidzé, emportée par la tuberculose en 1907, et de son fils Iakov, confié à sa tante. On voit ici le futur dirigeant (au deuxième rang, troisième à partir de la gauche) aux côtés d'autres déportés politiques. Il était alors connu pour ses frasques et sa vie dissolue.

1920

LA RÉVOLUTION RÉÉCRITE

Une fois parvenu au pouvoir, Staline prendra soin de remodeler un événement au cours duquel il n'eut qu'un rôle secondaire, contrairement à Lev Kamenev et Léon Trotski. Ces derniers sont ici en contrebas de l'estrade où Lénine harangue

page de gauche : SNA / akg-images ; page de droite : Universal Images Group / Sovfoto / akg-images

les troupes s'apprêtant à partir combattre l'armée polonaise, le 5 mai 1920. Dès les années 1930, l'image sera retouchée : Kamenev, expulsé du Comité central en 1927, en disparaît, tout comme Trotsky, exilé sur une île en Turquie.

1930

KIROV, LE RIVAL ÉCARTÉ

Dès qu'un ancien camarade d'armes de Staline était jugé indésirable, il était éliminé physiquement mais aussi symboliquement. A l'image de Sergueï Kirov (ici marchant à gauche du leader communiste), très populaire au sein du Comité central, dont les photos ne seront plus diffusées en URSS après son assassinat en 1936. Sa mort servira de prétexte à Staline pour lancer les Grandes Purges et les procès de Moscou visant à épurer le parti des «ennemis du peuple».

ВЫСТАВКА
30

Getty Images

1935

UNE VIE PRIVÉE SOIGNEUSEMENT DISSIMULÉE

Dans les années 1930, Staline s'était construit l'image quasi mystique d'un dirigeant entièrement dédié à son peuple. Pas étonnant que ses rares photos de famille n'aient jamais été publiées dans la presse soviétique. Celle-ci le représente avec les enfants de son second mariage, Vassily, 14 ans, et Svetlana, 9 ans.

1937

UN VISAGE MÉTAMORPHOSÉ

A l'âge de 7 ans, Staline contracta la variole qui laissa sa peau abimée, et dont les séquelles s'accentueront au fil des années. Son visage fut retouché dans les images de propagande afin de le rajeunir. D'autres affections du dirigeant furent cachées, notamment sa myasthénie : heurté par un fiacre dans son enfance, il avait des difficultés à contrôler son bras gauche.

SNA / akg-images (x2)

1937

IEJOV, LE BOURREAU ÉLIMINÉ

Ironie de l'Histoire : Nikolaï Iejov, chef du NKVD, âme damnée de Staline et organisateur des Grandes Purges, fut lui-même «purgé» en décembre 1938 et fusillé en 1940. Le «nabot sanguinaire» disparut ensuite de cette photo de promenade sur la Volga. Bien avant le numérique, le matériel nécessaire à la retouche photographique incluait le scalpel, la gouache, l'encre de Chine et l'aérographe.

Big Image

Alamy / Heinrich

1939

DERRIÈRE LE PACTE, L'OMBRE DU GRAND ORCHESTRATEUR

Le 23 août 1939, le monde apprend avec stupeur la signature au Kremlin d'un pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS. Sur cette photo, Staline est derrière son ministre Molotov qui signe l'accord avec Ribbentrop. Après la rupture avec les nazis, en 1941, le «tsar rouge» veillera à faire disparaître ce cliché.

Arthur Grimm / akg-images (dpa) / Getty Images

1941

BARBAROSSA : LA PROPAGANDE À L'ÉPREUVE DES FAITS

Face à une Wehrmacht plus moderne et mieux organisée, l'Armée rouge connaît une série de défaites lorsque Hitler brise le pacte de non-agression et ouvre le front de l'Est en juin 1941. Le peuple russe ne verra pas les photographies de milliers de prisonniers soviétiques mais les images édifiantes de soldats volontaires et disciplinés.

Arthur Bonilla private collection

PAR MARINE JEANNIN

18 DÉCEMBRE 1878
Naissance à Gori
Iossif Vissarionovitch Djougachvili grandit dans une famille ouvrière orthodoxe dans l'actuelle Géorgie. Victime d'un accident de fiacre dans son enfance, il en gardera une atrophie permanente du bras gauche.

1894
Au séminaire de Tbilissi
Destiné par sa mère à la prêtrise orthodoxe, il intègre l'établissement religieux avant d'être renvoyé cinq ans plus tard pour ses idées jugées révolutionnaires.

6 AVRIL 1902
L'arrestation et l'emprisonnement
Il est incarcéré durant un an et demi, puis envoyé en exil à Ouda, dans la province d'Irkoutsk, jusqu'à son évasion en 1904. Il intègre la faction bolchévique du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) mais ne participe pas à la révolution de 1905.

1905
La rencontre avec Lénine
Celui qui se fait surnommer Koba, en hommage à un héros populaire géorgien, représente l'union caucasienne à la première conférence bolchévique à Tampere, en Finlande. Il y fait la connaissance de Lénine, alors en exil.

16 JUILLET 1906
Le mariage avec Ekaterina Svanidzé
Cette couturière lui donnera un fils, Iakov Djougachvili, le 18 mars 1907. Mais la paternité ne freine pas ses activités révolutionnaires : pour financer le POSDR, Koba se lance dans une série de braquages.

26 JUIN 1907
Le casse de la banque de Tbilissi
Ce coup d'éclat rapporte des milliers roubles au POSDR mais fait 40 morts et 5 blessés. Koba est le grand organisateur du braquage mais se met à dos une partie des communistes horrifiés par le bain de sang. Persona non grata à Tbilissi, il s'installe à Bakou.

22 NOVEMBRE 1907
La mort d'Ekaterina
«Avec elle sont morts mes derniers sentiments tendres envers les hommes», confie Koba à un ami après le décès de son épouse, emportée par le typhus. Il se remariera en 1919 avec Nadejda Alliloueva, de 23 ans sa cadette. Cette dernière se suicidera en 1932.

1912
A la tête de la *Pravda*
Lénine choisit Koba pour diriger le journal du parti bolchévique. Il fait désormais office de mentor pour le jeune révolutionnaire qui prend, en 1913, le nom de Staline. Il conservera ce pseudonyme, dérivé du mot «acier» en russe, jusqu'à sa mort.

25-26 OCTOBRE 1917
La révolution bolchévique
Lénine et Trotski provoquent un soulèvement armé à Petrograd et dissolvent le gouvernement provisoire du réformiste Kerenski. La contre-offensive, dans laquelle Staline n'a qu'un rôle secondaire, plonge le pays dans la guerre civile, mais celle-ci accroît la concentration des pouvoirs entre les mains du Parti communiste.

3 AVRIL 1922
Nommé Secrétaire général du Comité central
Lénine s'oppose à la nomination de Staline, inquiet désormais du centralisme sans concession dont il fait preuve lors des débats.

DÉCEMBRE 1922
La proclamation de l'Union soviétique
Deux visions s'entrechoquent. Celle de Lénine, opposé au «chauvinisme grand-russien» et qui souhaite voir l'émergence de républiques égales et non dominées par la Russie. Et celle de Staline, qui souhaite la

fusion de la Russie et des quatorze autres républiques (Ukraine, Biélorussie...). C'est ce dernier qui l'emportera.

1923-1925
Conflit interne au Comité central

Lénine et Trotski s'opposent à la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline. Le père de la Révolution russe, diminué par une congestion cérébrale, meurt le 21 janvier 1924, laissant le champ libre à Staline.

1929
Le maître absolu du parti et de l'URSS

Les oppositions successives de Zinoviev et Kamenev en 1925, qui s'allient à Trotski en 1926, ne parviennent pas à stopper l'ascension de Staline et de son culte de la personnalité, qui connaît son apogée le 21 décembre 1929 avec la célébration grandiose de ses 50 ans.

1929-1933
La collectivisation forcée et totale

Le 7 novembre 1929, la *Pravda* annonce «le Grand Tournant» de la collectivisation des terres, des bêtes et des outils.

1930
Vers la «dékoulakisation»

Le 5 janvier 1930, le Comité central ordonne «la liquidation des koulaks en tant que classe». Le Parti envoie 27 000 hommes dans les campagnes pour forcer les paysans à intégrer les kolkhozes (exploitations agricoles collectives). Les familles «classées koulaks» sont envoyées dans des camps, notamment en Sibérie. Dix millions de personnes auraient été tuées ou déportées pour avoir résisté à la collectivisation.

1929-1931
L'épuration du parti

En trois ans, plus de 250 000 adhérents sont exclus, accusés d'être «droitiers» ou «trotskystes». En 1930, Joseph Staline réorganise son appareil central en évinçant les révolutionnaires de 1917 et en plaçant ses fidèles aux postes-clés.

1932-1933
Les grandes famines

L'URSS et l'Ukraine sont ravagées par le typhus, puis par la famine orchestrée par Moscou. En Ukraine, 6 millions de paysans meurent de faim au cours de la terrible «Holodomor».

1er DÉCEMBRE 1934
L'assassinat de Serguei Kirov

Le premier secrétaire du PC à Leningrad est abattu par un militant communiste. Staline promulgue alors un décret instaurant une justice expéditive dans toute l'URSS. Débute alors la première vague de terreur au sein du parti. Une quinzaine de responsables bolchéviques de Leningrad sont fusillés, parmi lesquels Zinoviev et Kamenev.

19 AOÛT 1936-13 MARS 1938
Les Grandes Purges

A Moscou, Staline organise des procès-spectacles orchestrés par le chef suprême du NKVD, Nikolaï Iejov. 680 000 personnes sont exécutées au cours de ces purges qui décapitent l'Armée rouge, privée de plus de 70 généraux expérimentés.

1937-1938
La répression généralisée

1,37 million d'«ennemis du peuple» sont arrêtés, et près de 700 000 d'entre eux sont fusillés. Staline interrompt la terreur de masse en novembre 1938, et remplace Iejov par Beria.

23 AOÛT 1939
Le pacte de non-agression germano-soviétique

L'Europe de l'Est est divisée en deux zones par un protocole secret, qui octroie notamment à l'URSS les pays baltes et les territoires conquis en 1920 par la Pologne. Les Soviétiques fournissent des matières premières pour soutenir l'effort de guerre nazi.

AUTOMNE 1939
La campagne de Pologne

L'Allemagne envahit la Pologne le 1er septembre par le nord, le sud et l'ouest, suivie, deux semaines plus tard, par l'Armée rouge qui occupe l'est du pays. L'URSS envahit ensuite la Finlande, puis prend le contrôle des pays baltes en août 1940.

22 JUIN 1941
L'attaque de la Wehrmacht

Hitler rompt son accord avec Staline. L'armée allemande pénètre de façon fulgurante en URSS : les Soviétiques disposent de davantage de matériel, mais ils sont inexpérimentés et affaiblis par les Grandes Purges. Staline rejoint les Alliés dans la guerre contre les pays de l'Axe.

17 JUILLET 1942 AU 2 FÉVRIER 1943
La bataille de Stalingrad

L'Armée rouge parvient à repousser l'ennemi au prix de lourdes pertes : 400 000 morts du côté allemand, le double du côté soviétique. Cette défaite allemande marque l'un des tournants de la Seconde Guerre mondiale. L'Armée rouge reconquiert les territoires pris par les nazis.

MARS 1944
La contre-offensive soviétique

L'Armée rouge libère l'URSS, puis entre en Pologne, en juillet, où elle installe un gouvernement fantoche. Elle chasse ensuite l'armée allemande de la Prusse orientale, puis s'attaque à Berlin qui tombe le 1er mai. Le 8 mai 1945, l'Allemagne capitule sans conditions. Staline acquiert une stature internationale.

4-11 FÉVRIER 1945
Le sommet de Yalta

Staline, Churchill et Roosevelt, devenus les trois arbitres de la planète, se rencontrent en Crimée pour décider du sort de l'Allemagne vaincue, de la répartition du nouvel échiquier mondial et de la future Organisation des Nations unies.

1946
L'Europe divisée par le rideau de fer

A la peur du nazisme succède celle du communisme, à mesure que Staline ordonne la reconstruction d'une URSS exsangue grâce au pillage des démocraties populaires, tout en faisant planer la menace atomique. A l'Ouest, les alliances se constituent autour des Etats-Unis contre les Soviétiques.

1946-1948
Jdanov ou le contrôle des esprits

Andreï Jdanov, fidèle de Staline, orchestre une campagne contre le «cosmopolitisme» dans le cadre d'un nationalisme russe exacerbé par la propagande. Les artistes sont contrôlés ou brimés, les sciences «bourgeoises», comme la psychanalyse et la physique quantique, sont censurées.

21 DÉCEMBRE 1949
Les 70 ans du tsar rouge

Son anniversaire fait l'objet de cérémonies grandioses. Mais sa paranoïa, elle aussi, ne cesse de croître. Au cours de ses dernières années au pouvoir, Staline réorganise l'appareil d'Etat et réintroduit, en 1950, la peine de mort abolie en 1947.

13 JANVIER 1953
Le «complot des blouses blanches»

Des médecins, en majorité juifs, sont accusés d'avoir tué des hauts dignitaires et de préparer de nouveaux meurtres sur ordre des Etats-Unis. Le 28 février 1953, Staline réunit au Kremlin un présidium de 25 membres au sujet de ce complot et lance une nouvelle purge.

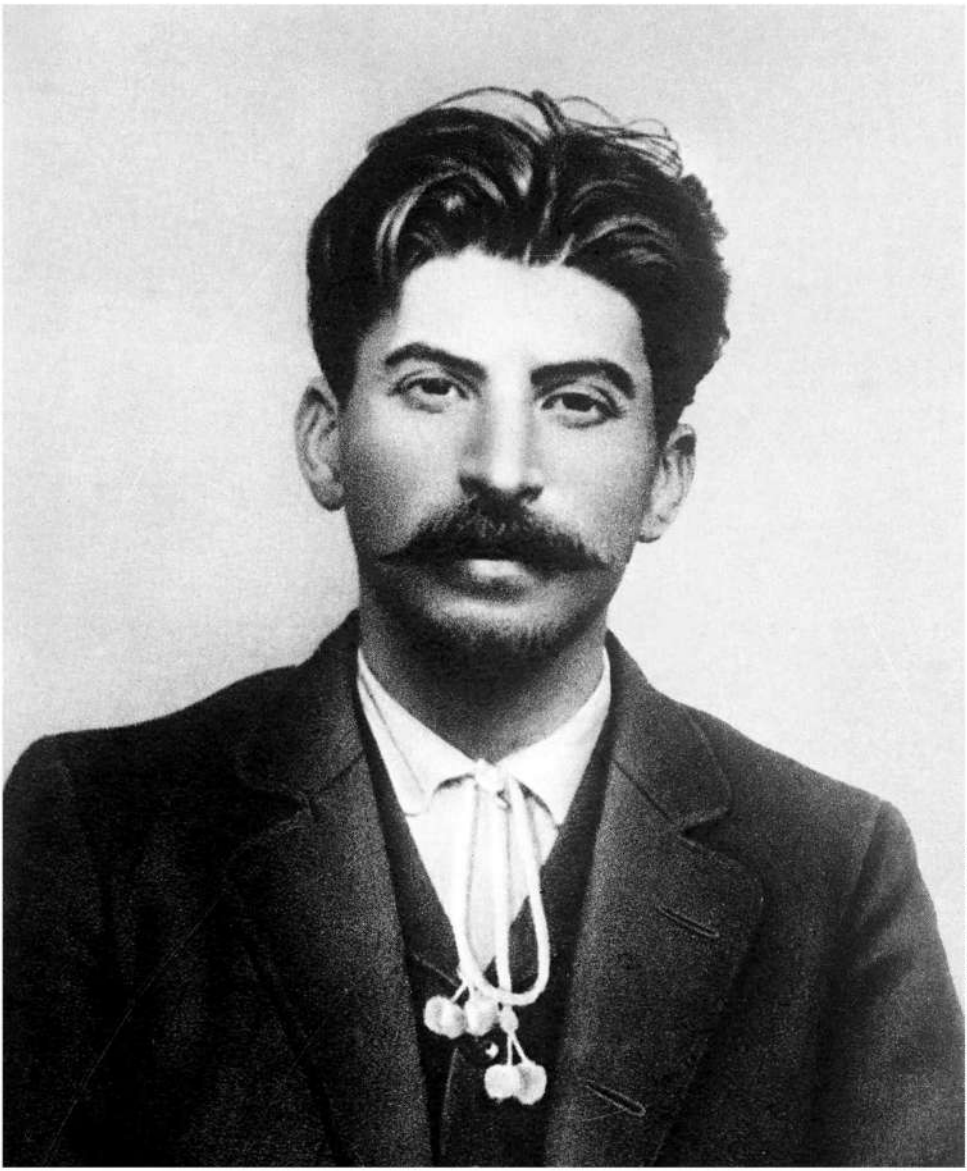
5 MARS 1953
Mort à Moscou

Staline succombe à un accident vasculaire cérébral à l'âge de 74 ans. Des funérailles d'Etat lui sont consacrées du 6 au 9 mars 1953 à Moscou, et son corps est inhumé près de celui de Lénine.

IOSSIF DJOUGACHVILI

Le jeune révolutionnaire qui allait devenir Staline a-t-il été, entre 1902 et 1912, un espion à la solde de la police secrète de l'Empire russe ? Ce qui expliquerait pourquoi il aurait fait supprimer ensuite ceux qui connaissaient ce passé compromettant… La question divise encore les historiens.

UN AGENT DOUBLE AU SERVICE DU TSAR ?



En 1913, Staline a alors 35 ans. Ce Géorgien est alors connu de l'Okhrana, la police du tsar Nicolas II, pour ses braquages et activités révolutionnaires.

page de gauche: Wikimedia Commons - page de droite : SNA / akg-images

Voici une rare photo de Staline prise en 1910, peut-être à Saint-Pétersbourg. Il a mené entre 1908 et 1912 une vie clandestine. Cette zone d'ombre interroge.

Cette lettre du chef de la police de l'Okhrana, datée du 13 mars 1913, fait état du parcours de son informateur, le futur Staline. L'authenticité de ce document, conservé à Stanford, aux Etats-Unis, fait débat.

On croyait tout savoir de la paranoïa et de la politique de terreur instaurées par Staline. Les historiens se sont longuement penchés sur les Grandes Purges, les goulags de Sibérie ou encore l'assassinat de Trotski, en 1940. Beaucoup moins sur l'énigmatique première pièce de ce jeu de massacre. De 1902 à 1912, le jeune Staline aurait été, selon différentes sources, un agent double : un bolchévique au service de la police secrète de la Russie tsariste, l'Okhrana. «La rumeur est ancienne, mais de nouvelles preuves s'accumulent au fil du temps», écrit l'historien britannique Simon Sebag-Montefiore, auteur du *Jeune Staline* (éd. Calmann-Lévy, 2008)

Que sait-on de la jeunesse du Vojd, le «petit père des peuples» ? Pas grand-chose, en réalité. Né dans un village de Géorgie en 1878, Iossif Vissarionovitch

Djougachvili, surnommé «Sosso» pendant son enfance, puis «Koba» («l'homme de fer», en russe) et enfin Staline (de «stal», acier), est un séminariste de 20 ans quand il adhère, en 1898, au Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). Quatre ans plus tard, ce jeune homme issu d'un milieu ouvrier est arrêté et emprisonné dans les prisons géorgiennes de Batoumi et Koutaïssi pour des larcins. En 1903, exilé en Sibérie où il est assigné à résidence pour trois ans, il s'évade pour Saint-Pétersbourg avant d'adhérer à la faction bolchévique du POSDR. «Il ne participe pas à des actions révolutionnaires, mais se contente d'haranguer la foule, juché sur les réverbères de la ville», explique Jean-Jacques Marie, spécialiste de l'URSS et auteur de *La Guerre des Russes blancs*, 1917-1920 (éd. Tallandier, 2017). Et d'ajouter : «Il publie aussi d'obscurs articles dans des journaux de propagande marxiste, écrivant sur "les puissantes vagues de l'océan du courroux prolétarien".»

Arrêté à Bakou en 1908, le braqueur de banques s'évade de nouveau

En 1907, il participe à une série de braquages de banques pour financer le Parti communiste de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924). Le Géorgien rapporte environ 340 000 roubles au POSDR, soit l'équivalent actuel de 3,5 millions d'euros. Mais les billets, dont les numéros sont enregistrés par la police, s'avèrent en partie inutilisables. Arrêté à Bakou, dans l'actuel Azerbaïdjan, en avril 1908, il s'évade de nouveau et revient à Saint-Pétersbourg quatre ans plus tard. Que s'est-il passé pendant cette période ? Nul ne le sait... Devenu un nouveau membre du Comité central du Parti, il est une fois de plus intercepté par la police tsariste et assigné à résidence à Krasnoïarsk, en Sibérie, où il aurait eu un fils avec une villageoise de 13 ans. Durant ce second exil sibérien, la révolution russe de février 1917 éclate, emportant avec elle le tsarisme et Nicolas II Romanov (1868-1918). Les nombreuses évasions de Joseph Staline, opérées sans difficulté, et la zone d'ombre entre 1908 à 1912, alimentent les soupçons d'un homme ayant eu une double vie.

Le jeune Staline agent de la police secrète tsariste au sein du mouvement bolchévique ? En Occident, la rumeur est lancée au milieu des années 1960 par l'Américain Edward Ellis Smith, ancien membre de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou et autoproclamé «spécialiste des services secrets». Ne cachant pas son passé d'agent de la CIA, Smith prétend tirer ses sources des archives de l'Okhrana, dont une partie fut envoyée en 1924 à Washington par l'ambassadeur de Russie à Paris. Paru en 1967, l'ouvrage de Smith, *Le Jeune Staline*, connut un succès retentissant. Il se termine ainsi : «L'Okhrana, après deux décennies d'efforts patients, l'a emporté sur les révolutionnaires en mettant au pouvoir un des siens : Staline.»

L'historien britannique Sebag-Montefiore n'adhère pas à cette théorie de l'espion au service du tsar : «Cette histoire est partie de deux hommes du NKVD, la police soviétique des années 1930, qui ont cherché les preuves d'une telle trahison. Ils voulaient les utiliser contre Staline au cas où ce dernier se retournerait contre eux.» Et de marteler : «Il est significatif qu'aucun d'entre eux ne trouva le moindre indice probant.» Que penser alors des affirmations de l'agent Smith ? En 2007, un ouvrage d'un ex-agent de la CIA, Tennent H. Bagley, intitulé *Spy Wars* (non traduit) jeta le discrédit sur son collègue. Selon lui, Smith était une «taupe» du KGB qui avança cette théorie dans le but de briser ses liens avec l'Union soviétique. C'est pourtant un faisceau de questions pour le moins troublantes que pose Smith. Comment expliquer la facilité avec laquelle, en 1903, Staline put fuir l'hiver sibérien seul, affublé d'un simple manteau et d'un chapeau, comme il le racontera plus tard ? Par quel miracle a-t-il pu se rendre à différents congrès marxistes, en Russie comme à l'étranger, alors qu'il était supposé être traqué par l'Okhrana ? Autre fait étrange : comment cet homme, réputé pour sa ruse et sa prévoyance, a-t-il pu maintes fois être arrêté par la police du tsar dès •••

DE L'EMPIRE TSARISTE À L'URSS, L'OMNIPRÉSENCE DE LA POLICE POLITIQUE

OKHRANA
C'est la police secrète des tsars créée en 1881 par l'empereur Alexandre III pour faire face à la recrudescence d'attentats politiques et la menace bolchévique. Elle fut dissoute après la révolution de 1917.

TCHÉKA
Sous l'autorité du communiste Félix Dzerjinski, cette police politique fut instaurée le 20 décembre 1917 afin d'espionner les «ennemis du nouveau régime révolutionnaire».

GPU
Nouveau nom de la Tchéka en 1922. Cet acronyme, signifiant Direction politique d'Etat, fut la première police secrète de l'Union soviétique.

NKVD
En 1934, la GPU fut absorbée par ce Commissariat du peuple contrôlant la population et les élites pour maintenir l'autorité du maître du Kremlin. Le NKVD fut responsable des Grandes Purges.

MGB
Après la Seconde Guerre mondiale, le NKVD se transforma en ministère de la Sécurité d'Etat.

KGB
Un an après la mort de Staline, le ministère se transforma en un service de renseignement politique. Ennemi des services secrets occidentaux (CIA, MI6,...) durant la Guerre froide, le KGB éliminait tout dissident politique accusé de «subversion idéologique». Il cessa d'exister en 1991, après la chute du bloc soviétique. Son successeur fut le FSB, Service de sécurité de la Fédération de Russie, toujours en activité dans le pays de Poutine.

Ici, un cliché méconnu de membres de la police tsariste. Ces derniers, accompagnés de soldats, s'apprêtent à disperser des ouvriers venus manifester sur une place de Saint-Pétersbourg, en 1905.

RIA Novosti / akg-images

••• qu'il envoyait des articles de propagande aux militants ? Ses condamnations interrogent aussi. Ecrire des tracts révolutionnaires aboutissait normalement à une exécution. Ce ne fut jamais le cas pour Staline. Tout en repoussant la thèse de Smith, Simon Sebag-Montefiore admet que l'Okhrana se montra «étrangement brouillonne au sujet de son cas». Ainsi, lors de son arrestation à Bakou, en 1908, le chef de la police de la ville ne découvrit la véritable identité de Staline que six mois après son évasion !

Le futur maître du Kremlin était-il protégé par les tsaristes ? «Les manipulations auxquelles a été soumis le récit de ses jeunes années, comme les longs silences qu'ils comportent, sont suspects», admet Sebag-Montefiore. L'historien britannique souligne la difficulté, voire l'impossibilité, d'une recherche de la vérité sur la jeunesse nébuleuse du dictateur. «En plus de la destruction d'archives et l'élimination de témoins, quantité de faux documents ont été produits de façon à pouvoir discréditer à l'avance la découverte de dossiers authentiques», résume-t-il. Staline lui-même s'ingéniait à semer le doute sur son passé. Lorsqu'il corrigea sa biographie officielle, dans les années 1930, il reconnut huit arrestations, sept exils et six évasions. Mais lorsqu'il se replongea une dernière fois dans l'ouvrage, en 1947, il réduisit le nombre à sept arrestations, six exils et cinq évasions. Une façon de faire mentir les sources les plus fiables...

En 2001, une nouvelle pierre vient s'ajouter à l'édifice de la jeunesse trouble du Vojd. A Londres paraît une biographie écrite par Roman Brackman, sous le titre *The Secret File of Joseph Stalin : A Hidden Life*. Né à Moscou en 1931, l'auteur, un ancien révolutionnaire, fut déporté dans un goulag en 1949 pour avoir tenté de fuir l'URSS. Evadé de Sibérie, Brackman se réfugia aux Etats-Unis en 1962, où il obtint un doctorat d'histoire à l'université de New York. Le sujet de sa thèse ? Le double jeu de Staline qui aurait, dès 1902, joué les informateurs sous les ordres du capitaine Lavrov, un officier de l'Okhrana. L'ouvrage donne des noms et des dates précises. Jusqu'en 1912, date de l'adoubement de Staline par Lénine et son entrée dans l'équipe dirigeante du Parti, le Géorgien aurait dénoncé nombre de ses camarades.

Roman Brackman fait aussi état d'un dossier signé par le colonel Eremine, responsable de l'Okhrana, établi à propos de Djougashvili, nom géorgien du tyran. Fin février 1917, en pleine révolution, le quartier général de l'Okhrana, à Moscou, fut investi par les bolchéviques qui saccagèrent les lieux . Au milieu des archives reposaient les dossiers personnels des agents. Celui de Staline aurait mystérieusement disparu lors de la dissolution de la police secrète... pour refaire surface quelques années plus tard. En juillet 1926, Félix Dzerjinski, chef de

DÉTENU PAR LA POLICE, IL FUT À CHAQUE FOIS RELÂCHÉ POUR D'OBSCURES RAISONS

la Tchéka, la police politique du tout nouvel Etat bolchévique, serait tombé dessus. Quelques jours après, le haut fonctionnaire s'effondra en plein milieu d'un discours, empoisonné. Cette découverte lui a-t-elle coûté la vie ? Roman Brackman avance qu'après Félix Dzerjinski, Staline aurait, tout au long de sa carrière, fait éliminer les personnes ayant eu connaissance de son encombrant passé. Parmi les victimes, le brillant maréchal Toukhatchevski, exécuté lors des Grandes Purges dans l'Armée rouge, de 1937 à 1938.

Convaincante à première vue, la théorie de Roman Brackman se heurte au scepticisme de certains historiens. Jean-Jacques Marie, par exemple, pense que le document de l'Okhrana, aujourd'hui aux Etats-Unis après avoir été subtilisé par un espion américain durant la Guerre froide, fut réalisé par un faussaire. «Les preuves d'un Staline agent de l'Okhrana réapparaissent à intervalles réguliers. Celles apportées par Brackman sont déroutantes de précision, mais la version qu'il avance ne repose que sur des dires recueillis par lui-même», analyse-t-il. Alors, qui croire ?

Aujourd'hui encore, le débat est ouvert chez les historiens. Pour les uns, Staline ayant été un personnage sans scrupule, il aurait pu trahir les siens dès le début de sa carrière politique. Pour les autres, il est impensable qu'il ait pu renier son idéal communiste. Pourtant, d'autres leaders bolchéviques l'ont fait. «Moyennant une grosse somme d'argent, l'Okhrana engageait régulièrement des révolutionnaires comme espions», concède Simon Sebag-Montefiore. Ainsi, la police tsariste s'était-elle adjoint les services de Roman Malinovski (1876-1918). En 1906, sous le nom de code «Ernest», ce député marxiste, qui siégeait au Parlement, la Douma, devint informateur à la pièce (*stuchnik*) payé de 20 à 50 roubles le rapport. Il fit l'objet de plusieurs fausses arrestations et fut chaque fois relâché pour «manque de preuves». En réalité, il avait dénoncé plus de 80 membres révolutionnaires et faisait relire les discours écrits par Lénine à la police tsariste ! Eveillant quelques soupçons, l'Okhrana le garda en prison deux mois, en 1909, puis l'exila en Sibérie. Un parcours semblable à celui qu'aurait emprunté Staline... Mais le dénouement fut différent. Démasqué en 1917, au moment où les archives de l'Okhrana tombèrent entre les mains des bolchéviques, Malinovski fut exécuté un an plus tard.

En juillet 1926, Félix Dzerjinski chef de la Tchéka, la police politique de l'Union soviétique, meurt empoisonné. Selon certains historiens, il était au courant du passé d'agent double de Staline.

«On ne peut pas prouver que Staline a fait partie de ces espions, mais on peut dire qu'il a hérité du mode opératoire de l'Okhrana qui avait instillé le soupçon et la paranoïa chez les révolutionnaires», conclut Simon Sebag-Montefiore. Selon Roman Brackman, si Lénine a recommandé en 1924, dans une des lettres de son *Testament*, de barrer l'ascension politique de Staline, c'est parce qu'il était au courant du passé trouble de ce dernier. Là encore, impossible de le prouver mais il est certain que le père de la Révolution de 1917 avait saisi l'ambition sans limites de son camarade. Ne lui avait-il pas dit, au début des années 1920, «vous êtes le membre le plus cruel du Parti» ? Espion ou pas, Staline n'eut de cesse de le démontrer pendant presque trente ans. ■

JEAN-FRANÇOIS PAILLARD

Lanks Collection / Getty Images

DE 1932 À 1933, «HOLODOMOR», LA RÉPUBLIQUE D'UKRAINE FUT VICTIME D'UNE TERRIBLE FAMINE QUI L'EXTERMINATION CAUSA LA MORT D'ENVIRON 5 MILLIONS PAR D'HABITANTS. DERRIÈRE CETTE TRAGÉDIE, LA FAIM LA VOLONTÉ IMPLACABLE D'UN HOMME : STALINE.

Affamée depuis plusieurs mois, cette famille de paysans de Dniepropetrovsk, en Ukraine, se laissa mourir devant sa ferme.

Elle était la vitrine de la jeune Union soviétique à la charnière des années 1920-1930. Riche de ses terres à céréales, réputée pour l'abondance de ses fruits et légumes, la république d'Ukraine était en plein essor industriel. A cette époque, elle représentait 22,5% de l'exploitation agricole de l'URSS et 18 % de sa production industrielle. Le Kremlin fit bâtir sur le Dniepr, fleuve traversant la région, une centrale hydraulique qui multiplia par six la production d'électricité du pays et accéléra le développement du Donbass, grand bassin minier et métallurgique. Grâce à la NEP, la Nouvelle Politique économique instaurée en 1921 par Lénine, la population ukrainienne, pour l'essentiel constituée de paysans, bénéficiait d'un retour à la propriété privée lui permettant une relative aisance. Son identité nationale était, du reste, conservée. Dans les écoles et les universités, les cours se donnaient en ukrainien. Ainsi, après la Grande Guerre et la révolution russe opposant l'Armée Rouge aux «Blanc» pro-tsaristes, de 1917 à 1921, les 35 millions d'Ukrainiens s'imaginaient un grand avenir. Mais une tragédie allait s'abattre sur eux : une famine. Sa spécificité ? Elle fut causée par la volonté d'un seul homme, Joseph Staline. De 1932 à 1933, le maître du Kremlin instaura l'Holodomor, mot ukrainien signifiant «l'extermination par la faim». Contrairement à l'holocauste, ce terme n'est pas rentré dans les mémoires. Et pourtant, lorsque le juriste polonais Raphael Lemkin (1900-1959) utilisa pour la première fois le mot génocide, lors du procès de Nuremberg en 1945, il avait en tête cet exemple ukrainien autant que les camps de la mort du Troisième Reich.

GRENIER À BLÉ DE L'URSS, L'UKRAINE S'OPPOSA À LA COLLECTIVISATION DES TERRES

En 1921, quand Lénine avait institué la NEP, il s'agissait de réintroduire un peu de capitalisme pour sauver une révolution communiste en plein marasme économique. Cette politique fut couronnée de succès. Mais lorsque Staline prit les rênes de l'URSS, en 1924, il ferma la parenthèse en procédant à une nationalisation. Il craignait que la persistance d'une économie de marché, même limitée, ne mette en péril l'édification du socialisme. Il redoutait, en outre, que les libertés octroyées aux minorités, notamment les Ukrainiens, ne favorisent la résurgence des nationalistes. Surtout, il s'était fixé un but dont rien ne le fera dévier : l'industrialisation à marche forcée de l'URSS. Ce «Grand Tournant», annoncé fin 1929, déclencha l'Holodomor. Pour s'industrialiser, la Russie avait besoin de machines-outils qu'elle devait se procurer à l'étranger. Staline décida que l'exportation massive des céréales d'Ukraine financerait leur acquisition. Dès 1930, le pouvoir préleva brutalement 30 % des grains, puis 41 % l'année suivante !

Pour faciliter les réquisitions, et augmenter les rendements de production, le «petit père des peuples» décréta la collectivisation de l'agriculture, l'abandon de la propriété privée au profit des sovkhozes et kolkhozes, fermes d'Etat et coopératives... Les paysans se rebellèrent en masse. On comptait, en février-mars 1930, plus de cent foyers de révolte sur le sol ukrainien. Du côté des autorités, on dénonça les «ennemis du prolétariat», les «spéculateurs» qui cacheraient des stocks, les «saboteurs» à la solde de l'étranger, sans oublier les koulaks («usuriers» en russe), ces agriculteurs aisés considérés par le régime comme des «exploiteurs» et des «ennemis du peuple».

Toute la classe paysanne, principalement dans les régions de Kharkov et Dniepropetrovsk, fut frappée par une répression de plus en plus impitoyable. Staline lança sur l'Ukraine des «brigades de choc» constituées de komsomols, des membres des Jeunesses Communistes, et des voyous issus du lumpenprolétariat («prolétariat en haillons»). Les fermes furent fouillées puis ravagées. Leurs occupants dépouillés de leurs plus infimes réserves de grains. On confisqua même les semences, rendant impossible la récolte suivante. Dans un climat de terreur, la police politique, la GPU-NKVD, multiplia les arrestations. Les dirigeants communistes locaux, qui cherchaient à protéger la population, furent eux-mêmes expédiés au goulag. L'un d'eux envoya à Staline une lettre pour tenter de l'émouvoir. La réponse du Vojd fut cinglante : «Je te conseille de t'inscrire à l'Union des écrivains. Là, tu pourras écrire tes fables et les imbéciles te liront.»

Le 7 août 1932 fut promulguée l'implacable «loi des épis» : garder sur soi quelques grains de blé ou de seigle devenait passible de peine de mort. Le 22 janvier suivant, une circulaire priva les paysans de leur passeport. Le piège se refermait petit à petit sur la république soviétique. Des barrages de •••

© Sovfoto/UIG/Leemage

Friday, March 31, 1933 THE EVENING

FAMINE RULES RUSSIA

The 5-year Plan Has Killed the Bread Supply

By GARETH JONES

Mr. Jones is one of Mr. Lloyd George's private secretaries. He has just returned from an extensive tour on foot in Soviet Russia. He speaks Russian fluently—and here is the terrible story the peasants told him.

A FEW days ago I stood in a worker's cottage outside Moscow. A father and a son, the father a Russian skilled worker in a Moscow factory, and the son a member of the Young Communist League, stood glaring at one another.

The latter, trembling with excitement, lost control of himself and shouted at his Communist son: "It's horrible now. We workers are starving. Look at Chelyabinsk, where I once worked. Dozens there is carrying away numbers of us workers and the little food there is is requisitioned. That is what you

MR. GARETH JONES.

"The cattle have nearly all died. How can we feed the cattle when we have no fodder to eat ourselves?"

"And your horses?" was the question asked in every village I visited. The horse is now a question of life and death, for without a horse how can one plough? And one cannot plough, how can one sow for the next harvest? And if one cannot sow for the next harvest, then death is the only prospect in the future.

The reply spelled doom for most of the villages. The peasants said: "Most of our horses have died and we have so little food that the remaining ones are scraggy and ill. If it is grass now and if millions are dying in the villages, as they are, for I can visit a single village where many have not died, what will it be like in a month's time? The potatoes left are being eaten

www.garethjones.org

© Sovfoto/UIG/Leemage

Les paysans ukrainiens, en majorité des koulaks, des agriculteurs propriétaires de leurs terres, furent frappés par la répression dès 1930. La plupart furent chassés de chez eux (ci-dessus à Donetsk).

Après s'être rendu illégalement en Ukraine en 1933, le Britannique Gareth Jones fut le seul journaliste à publier des articles sur la situation dans cette république. Il sera assassiné un an plus tard en Mongolie.

Durant l'hiver 1933, rues et trottoirs de la ville de Kharkov étaient jonchés de cadavres. Il était interdit pour les habitants de se procurer le moindre épi de blé sous peine de condamnation à mort.

Des militants du Parti organisaient des rassemblements politiques dans les champs, pour inculquer aux paysans les bienfaits de la collectivisation des terres.

Ce membre des Jeunesses communistes (ci-dessous) montait la garde devant une réserve. Malgré l'effroyable famine dans la région, le maïs stocké partait pour Moscou afin d'être distribué dans toute l'URSS.

Fin 1933, la famine gagna les grandes villes. Dans les gares, comme ici à Kiev, les trains furent pris d'assaut par des habitants désireux de fuir la république exsangue.

••• l'armée bloquèrent les routes. Et durant l'hiver glacial de 1932-1933, la famine, qui menaçait depuis des mois, éclata. Retenus de force dans leur province pillée, des cohortes d'affamés erraient en quête de nourriture. On mangeait les chevaux, les chiens, les chats, les racines des plantes, puis les enfants... Des actes de cannibalisme se multiplièrent et les plus jeunes, les plus vulnérables, en furent les premières victimes. Les personnes affaiblies mouraient de faim et de froid dans leurs maisons ou sur les trottoirs des villes. Beaucoup se suicidèrent. L'Ukraine devint un mouroir à ciel ouvert.

Historiens et démographes s'accordent à dire, après maintes études et controverses, que l'Holodomor a tué près de 5 millions de personnes. Pendant tout ce temps, l'URSS, elle, n'avait jamais cessé d'exporter par millions de tonnes les céréales ukrainiennes... Caché par le régime stalinien, l'Holodomor se déroula en silence, ignoré du reste du monde. Un journaliste britannique de 27 ans, Gareth Jones (1905-1935), avait pourtant donné l'alerte. Après avoir obtenu une interview d'Adolf Hitler, nouveau chancelier du Reich, le reporter avait souhaité rencontrer Staline. En mars 1933, arrivé à Moscou, il apprend, par des informateurs, que l'Ukraine est dans une «situation dramatique». A la façon d'un Tintin ou d'un Rouletabille, il faussa compagnie à ses guides et se rendit sur place. Là, au cours d'un périple cauchemardesque de plusieurs jours – la cinéaste polonaise Agnieszka Holland l'a retracé dans un film sorti en 2019, *L'Ombre de Staline* –, Gareth Jones découvrit l'horreur de la situation. Arrêté, menacé de représailles s'il parlait puis chassé d'URSS, il relata toutefois son expérience dès son retour à Londres. Mais le journaliste se heurta au scepticisme, voire à l'hostilité des milieux officiels. En ce début des années 1930, où l'on redoutait un nouveau conflit mondial, personne ne tenait à indisposer l'Union soviétique.

DES ACTES DE CANNIBALISME SE MULTIPLIÈRENT, LES ENFANTS ÉTANT LES PREMIÈRES VICTIMES

Walter Duranty, le complaisant correspondant du *New York Times* à Moscou, accusa Jones d'affabulation. Le président du Conseil français, Edouard Herriot, fut invité à visiter l'Ukraine du 26 au 31 août 1933. En suivant un itinéraire balisé, il y vit «des récoltes admirables», et savoura «une soupe excellente, digne d'un restaurant lyonnais». Sa délégation s'étonna toutefois, sans poser de questions, de la présence de vêtement usagés qu'ils apercevaient au loin, sur le bord des routes : il s'agissait des cadavres de personnes mortes affamées.

Il fallu attendre quarante ans et la parution de *L'Archipel du Goulag* (1973) d'Alexandre Soljenitsyne, puis l'ouverture de quelques archives soviétiques en 1991, après la chute de l'URSS, pour que l'Holodomor soit enfin admise. Si nul désormais ne la nie plus, un point reste débattu : Staline, en voulant détruire le peuple ukrainien, s'est-il rendu coupable de génocide ? De nombreux historiens répondent par l'affirmative, comme l'américain Robert Conquest, auteur de *La Grande Terreur* (coll. Bouquins, 1995), ou les Français Stéphane Courtois et Nicolas Werth, co-auteurs du *Livre noir du communisme* (éd. Robert Laffont, 1997), ouvrage de référence sur les crimes du stalinisme. «Cette famine préméditée, organisée, systématisée était destinée à éliminer la partie la plus dynamique de la paysannerie. Il faut appeler cela un génocide de classe», explique Nicolas Werth. Et d'ajouter : «L'Holodomor se distingue par la volonté d'éradiquer le nationalisme et de punir des paysans. Elle est aggravée volontairement. Il y a une spécificité.» Pour d'autres historiens comme le Russe Viktor Kondrashin, auteur de *La famine de 1932-1933 : la tragédie des villages soviétiques* (éd. Penza, 2008), la famine n'aurait été qu'une «conséquence accidentelle de la stupidité et de l'incompétence des dirigeants soviétiques».

A ce jour, vingt-quatre pays, parmi lesquels les Etats-Unis, ont reconnu l'Holodomor comme un génocide. L'Union européenne, elle, préfère dénoncer un crime contre l'humanité, tandis que les Nations unies, où la Russie détient un droit de véto, se contentent d'appeler à un «devoir de mémoire» envers les millions de victimes... Et l'Ukraine ? En 2003, avant la Révolution orange, le Parlement ukrainien avait voté une résolution qui assimilait cette famine à un génocide. Depuis 2006, elle est officiellement reconnue comme tel. Au grand dam de la Russie de Vladimir Poutine qui refuse d'associer la situation ukrainienne en 1932-1933 à ce terme. Presque quatre-vingt-dix ans après les faits, les archives à Moscou sont de nouveau scellées et le débat est soumis aux pressions gouvernementales. «Etre historien en Russie est un métier difficile...», souligne Nicolas Werth. ■

PIERRE ANTILOGUS

ORDRE 00447 LE CODE

Derrière ces cinq chiffres se cachait une effroyable répression. De 1937 à 1938,

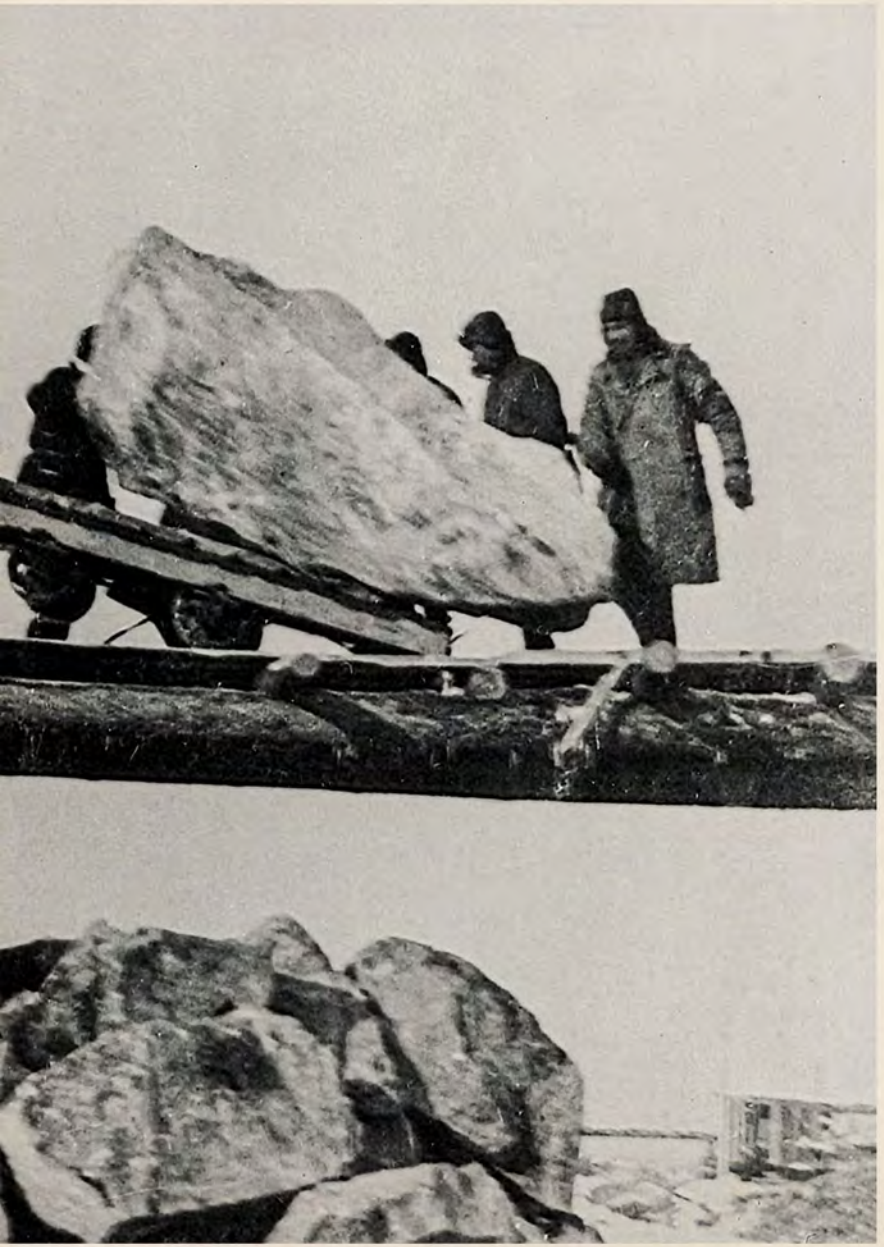
DE LA TERREUR

plus de 800 000 Soviétiques furent condamnés à mort ou envoyés au goulag.

Fondée en 1989 grâce au soutien de l'ancien dissident Andreï Sakharov, l'ONG Memorial collecte des informations sur les victimes des répressions de l'ère soviétique.

Sergey Maximishin / Focus / Cosmos

akg-images



Ici, des forçats dans une carrière au milieu des années 1930. Staline s'intéressait de près aux performances des prisonniers, en particulier sur les sites des grands travaux ou dans les zones d'extraction minière.

Lebrecht / Leemage

Le goulag de Vorkouta, tout au nord de la Russie, rassemblait 15 000 détenus qui exploitaient le charbon. Après la mort de Staline en 1953, une grande révolte y fut durement réprimée par l'Armée rouge.

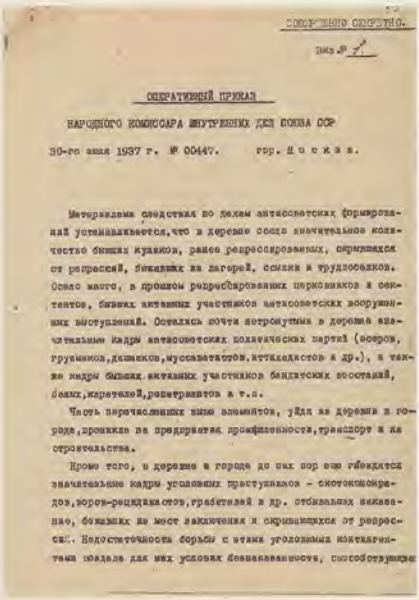
Vdovine n'aurait jamais dû boire autant... Dans la soirée du 16 octobre 1937, ce contrôleur de trains fracassa une bouteille contre un mur d'une gare de la banlieue de Moscou, et le projectile frôla le portrait d'un hiérarque. Le cadre se brisa. Quelques jours plus tard, Vdovine fut arrêté. Aux derniers jours de novembre 1937, il tomba sous les balles d'un peloton d'exécution. Motif de la condamnation ? «Acte terroriste contre un représentant du pouvoir soviétique.» Le même mois, Alexandra Petrovna Nikolevna, marchande de fleurs dans un cimetière de Leningrad était jetée en prison. Son tort ? Avoir osé remarquer publiquement que les enterrements de nuit avaient augmenté. A la mi-décembre, elle fut fusillée aux côtés de 234 autres condamnés. Tous étaient accusés de «propagande contre-révolutionnaire».

Au tournant des années 1937-1938, plus de 800 000 citoyens ordinaires furent arrêtés par le NKVD, la police politique du régime soviétique. Contrairement aux procès spectacles qui exposaient les membres de l'élite au lynchage public, cette déferlante d'exécutions s'abattit sur l'ensemble de la population et fut réalisée dans la plus grande discrétion. Son nom de code ? Ordre opérationnel 00447. «La violence de cette campagne répressive dépassa toutes les violences précédentes par sa soudaineté, son caractère planifié et la diversité des populations touchées», écrit l'historien Nicolas Werth dans *L'ivrogne et la Marchande de fleurs* (éd. Tallandier, 2009). L'opération de masse la plus meurtrière des années staliniennes fut pourtant longtemps ignorée de tous. Staline l'a dissimulée, et même de nos jours Vladimir Poutine s'efforce encore de l'occulter.

Tout commença le 2 juillet 1937. Ce jour-là, Staline en personne adressa aux dirigeants régionaux du Parti une note ultraconfidentielle prévoyant d'entamer une campagne de répression contre les criminels et les anciens koulaks. Le terme, qui désignait à l'origine les paysans aisés, s'appliquait dorénavant à tous ceux qui s'opposaient à la collectivisation forcée. Au début, des années 1930, environ 2,5 millions d'entre eux avaient été déportés dans des régions inhospitalières de Sibérie ou du Kazakhstan après avoir été spoliés de tous leurs biens. Au fil du temps, certains de ces ex-koulaks étaient parvenus à s'échapper, et pouvaient constituer pour le régime un potentiel vivier d'insurrection.

La note de Staline s'accompagnait d'instructions. Tout d'abord, une «troïka» constituée par le secrétaire du Parti régional, le chef du NKVD local et le procureur du territoire concerné, devait être établie dans chaque localité. Sans appel ni défense, les sentences seraient exécutoires. Ensuite, les premières estimations du nombre de suspects devaient être soumises au Comité central... sous les cinq jours. L'ordre avait pris tout le monde par surprise. Pourquoi cet empressement ? La réponse se trouve sans doute dans la conjoncture internationale. En juillet 1937, les républicains espagnols affrontaient depuis de nombreux mois les phalanges franquistes. Staline était convaincu que les faiblesses du camp républicain étaient dues à la présence de traîtres. Dans l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale, il redoutait la formation en URSS d'une «cinquième colonne» d'espions recrutés par les puissances étrangères.

Staline, commente Nicolas Werth, s'est rappelé l'une des grandes leçons politiques léguées par Lénine : la nécessité «prophylactique» d'éliminer tous les «ennemis de l'intérieur» avant le déclenchement des hostilités. A la mi-juillet 1937, une séance de préparation réunit à Moscou tous les directeurs régionaux du NKVD. Seuls les hauts dirigeants du Parti et des services de renseignements, moins de 200 personnes, étaient dans le secret. Tous répondirent à l'appel de Staline. Le 30 juillet 1937, l'ordre opérationnel 00447 était fin prêt. Il portait la signature de Nikolaï Iejov, le chef suprême du NKVD. Sur une quinzaine de pages, le document inventoriait plusieurs «groupes à risque» aux contours flous : «anciens koulaks», «gens du passé» liés de près ou de loin au régime tsariste, sympathisants d'organisations non bolchéviques, membres de sectes ou représentants du clergé, criminels, spéculateurs, voleurs de bétail... Une fois jugés, les condamnés étaient répartis en deux classes. La catégorie 1 regroupait les individus les plus hostiles destinés à être fusillés. La catégorie 2 concernait les éléments moins menaçants qui devaient être envoyés dans des camps de travail pour une durée de huit à dix ans. Seuls ces derniers étaient informés de la sentence infligée. Conformément aux instructions du NKVD, les condamnés à mort, ainsi que leurs proches devaient absolument rester dans l'ignorance du verdict.



СОВЕРШЕННО СЕКРЕТНО.

Экз № 1

ОПЕРАТИВНЫЙ ПРИКАЗ

НАРОДНОГО КОМИССАРА ВНУТРЕННИХ ДЕЛ СОЮЗА ССР

30-го июля 1937 г. № 00447. гор. М о с к в а.

Материалами следствия по делам антисоветских формирований устанавливается, что в деревне сосед значительное количество бывших кулаков, ранее репрессированных, скрывшихся от репрессий, бежавших из лагерей, ссылки и трудпоселков. Всего много, в прошлом репрессированных церковников и сектантов, бывших активных участников антисоветских вооруженных выступлений. Остались почти нетронутыми в деревне значительные кадры антисоветских политических партий (эсеров, грузинов, дашнаков, мусаватистов, муртадистов и др.), а также кадры бывших активных участников бандитских восстаний, банд, карателей, диверсантов и т.п.

Часть перечисленных выше элементов, уйдя из деревни в города, проникла на предприятия промышленности, транспорт и на строительства.

Кроме того, в деревне и городе до них пор еще обнаруживается значительные кадры уголовных преступников - скотоконокрадов, воров-рецидивистов, грабителей и др. отбывших наказание, бежавших из мест заключения и скрывающихся от репрессий. Недостаточность борьбы с этими уголовными контингентами создала для них условия безнаказанности, способствующие

Voici la première page (sur dix-neuf) de l'ordre opérationnel numéro 00447, émis le 30 juillet 1937 par le NKVD, qui faisait alors office de ministère de l'Intérieur.

René Dazy / Bridgeman Images

Des tribunaux populaires étaient chargés de juger les opposants. A partir de 1937 et des purges de masse, les condamnations seront plus expéditives et rendues sans la présence du public.

L'ordre 00447 ne s'embarrassait d'aucune circonvolution. Là où les exterminateurs du IIIe Reich parlaient d'«évacuation» pour le transfert vers les camps ou de «traitement spécial» pour l'envoi dans les chambres à gaz, Iejov ne dissimulait rien de ses intentions génocidaires. «Il faut écraser cette bande d'éléments antisoviétiques sans le moindre ménagement et mettre fin une fois pour toutes à leur action odieuse et dérangeante», ordonnait-il. L'expression «une fois pour toutes» traduisait la terrifiante utopie d'une nation homogène, définitivement «nettoyée» de ses impuretés. A la différence des purges politiques du Parti qui entendaient, au terme de procès publics très médiatisés, substituer une nouvelle élite à celle du passé, les opérations de masse de la Grande Terreur s'efforçaient de «décrasser» la société dans le plus grand secret. Loin d'être une dérive chaotique et sanguinaire, l'ordre 00447 était donc le fruit d'une formidable entreprise d'ingénierie sociale. Avec comme levier la «culture du chiffre», et comme objectif la maîtrise intégrale du corps social.

Pour l'ensemble du pays, Iejov recommandait un total de 59 200 «unités» placées en catégorie 1, soumises à la peine capitale, et de 174 500 autres classées en catégorie 2, destinées aux camps de travail. Ces valeurs «purement indicatives» pouvaient être révisées à la hausse. Seule condition ? Recevoir au préalable l'aval de Staline. En bon organisateur, Iejov savait motiver ses troupes. «Ceux qui réaliseront les quotas les premiers seront considérés comme les meilleurs et les plus vigilants», promettait-il. Une compétition macabre débuta alors entre les hauts dirigeants régionaux. En quelques jours, le secrétaire du Parti à Moscou recensa à lui seul plus de 40 000 suspects dont un cinquième pouvait être exécuté. Son nom ? Nikita Khrouchtchev.

En un temps record, les demandes d'augmentation des quotas se multiplièrent depuis les quatre coins du pays. L'immense majorité d'entre elles furent accordées, le plus souvent à la faveur d'une simple formule griffonnée par Staline. La palme de la justice à la chaîne revint à la troïka (juridiction d'exception de la police politique) d'Omsk, au sud-ouest de la Sibérie, qui pour la seule journée du 10 octobre 1937, émit 1301 jugements, dont 937 peines de mort.

Selon les instructions de l'ordre 00447, la campagne de répression devait prendre fin en décembre 1937, au bout de cinq mois. En réalité, elle dura seize mois et ses rendements allèrent •••

LE CANAL DE LA MER BLANCHE

LE TOMBEAU DES FORÇATS

Les prisonniers du goulag étaient employés par Staline pour la réalisation de grands travaux, à l'image de ce canal de 227 kilomètres inauguré en 1933, qui relie la mer Blanche à la mer Baltique. Sur les 170 000 *zeks*, comme on surnommait ces travailleurs forcés, 25 000 périrent.

LES ÎLES SOLOVSKI

LE PREMIER GOULAG

Après la révolution de 1917, ces six îles de la mer Blanche servirent aux bolchéviques de laboratoire du goulag. Pendant trente ans, 100 000 personnes y ont travaillé, et un cinquième des prisonniers y ont péri. Le site est depuis devenu une réserve naturelle, classée au patrimoine de l'Unesco.

LA KOLYMA

LES MINES DE L'ENFER

Centre majeur de l'extraction minière, et notamment de l'or, la vaste région de la Kolyma (1 million de kilomètres carrés) accueillait des milliers de prisonniers. Au plus fort des purges, en 1937, on y comptait 70 000 travailleurs forcés. A cause des terribles conditions climatiques, le taux de mortalité dans les goulags de la région atteignait 30% la première année de détention.

LA LIGNE BAÏKAL-AMOUR

LE CHANTIER DU SIÈCLE

Le projet de construire une ligne de chemin de fer reliant le lac Baïkal au port de Sovietskaïa Gavan (la Baïkal-Amour Magistrale ou BAM) s'éternisa au point qu'on le surnomma le «chantier du siècle». Dans les années 1930, ses premiers tronçons mobilisèrent 180 000 prisonniers du goulag et firent 10 000 morts.

PRISONNIERS

20 millions de Soviétiques détenus entre 1929 et 1954.

MORTALITÉ

2 millions de morts sur la même période. Le taux de décès dans les camps a varié selon les époques. Avant les procès de Moscou (1936), il s'élevait à 2,5 %, avant d'atteindre 17,6 % au plus fort de la guerre (1942).

PROCÈS DE MOSCOU

50 à 60 000 C'est le nombre d'employés du Parti communiste désignés comme «ennemis du peuple» à l'issue de procès-spectacles en 1936. 7,5 % des cadres du parti (1 832 agents sur un total de 25000) furent arrêtés entre octobre 1936 et septembre 1938.

GRANDES PURGES

820 000 personnes furent arrêtées entre août 1937 et novembre 1938. La moitié d'entre elles furent exécutées, les autres envoyés dans des camps de travail dans toute l'Union soviétique, notamment dans l'Extrême-Orient russe.

Sources : *Le Goulag, témoignages et archives*, de Luba Jurgenson et Nicolas Werth, éd. Bouquins, 2017; *L'Inregne et la Marchande de fleurs, autopsie d'un meurtre de masse*, de Nicolas Werth, éd. Tallandier, 2009.

Ces prisonniers des îles Solovski rejoignent leur camp de travail, fondé en 1923. Pour Lénine, cet archipel devait constituer le «prototype d'un immense réseau de camps de concentration.»

RIA Novosti / akg-images

••• bien au-delà des objectifs. Les quotas relatifs aux travailleurs forcés furent multipliés par deux, et ceux concernant les condamnés à mort, par sept. Pour atteindre ces chiffres records, les membres de la police politique avaient rivalisé d'imagination. Au début de la campagne, à l'été 1937, ils avaient arrêté les individus déjà fichés comme des membres du clergé, d'ex-koulaks ou d'anciens fonctionnaires tsaristes. Mais pour maintenir la cadence, ils se montrèrent plus inventifs en organisant des rafles à répétition au sein des populations marginales, en traquant des saboteurs imaginaires dans les mines ou les chemins de fer, et même en chassant des «terroristes-pyromanes» qui auraient déclenché des feux de forêts. Nicolas Werth pointe le paradoxe suivant : derrière l'encadrement formel des opérations, la violence la plus débridée avait libre cours dans le secret des officines locales. Pour procéder aux «mariages», comme les bourreaux du NKVD appelaient cyniquement les exécutions, on décapitait à la hache, on étranglait au fil de fer et on tabassait à coups de maillets. D'août 1937 à novembre 1938, l'ordre 00447 entraîna 820 000 condamnations. La moitié des individus, soit 410 000 environ, furent mis à mort. L'immense majorité des exécutions fut accomplie dans le plus grand secret, les familles des suppliciés n'étant pas tenues au courant de la sentence. Lorsqu'elles parvenaient à obtenir une information, on leur opposait cette formule : «La personne recherchée est condamnée à dix ans de camp sans droit de correspondance».

Qui étaient ces centaines de milliers de victimes «ordinaires» ? Certains «groupes à risques» fournirent des proies toutes désignées, tels que les membres du clergé ou les anciens sympathisants des partis politiques non bolchéviques. Dans le cadre de l'ordre 00447, 90% des individus appartenant à ces deux caté-

gories furent condamnés, la plupart d'entre eux furent exécutés sur-le-champ. Venaient ensuite les ex-koulaks, déjà persécutés en 1930-1931 et impitoyablement pourchassés sept ans plus tard. A cette liste noire s'ajoutait la cohorte hétéroclite des petits délinquants, marginaux et vagabonds... ainsi que tous ceux que le hasard avait mis sur la route des limiers du NKVD. A l'instar de Vdovine, le contrôleur de train trop éméché, et Alexandra Petrovna Nikolevna, la marchande de fleurs trop volubile.

Inquiet du pouvoir grandissant du NKVD, Staline stoppe les opérations

L'opération 00447 s'acheva comme elle avait commencé : par une simple directive de Staline. Le 17 novembre 1938, les hauts responsables du parti et du NKVD furent informés que toutes les juridictions d'exception et toutes les opérations mises en place depuis août 1937 devaient s'arrêter sur-le-champ. La raison invoquée ? L'infiltration d'espions dans les organes de la police politique. Cet argument traduisait une fois de plus les tourments paranoïaques de Staline. Le dictateur avait fini par s'alarmer du pouvoir exercé par le NKVD. Le 10 avril 1939, Iejov, surnommé le «nabot sanguinaire», fut arrêté et mis au secret. En quelques jours, son nom, attribué à un grand nombre de lieux publics, fut méthodiquement effacé. Accusé d'espionnage, il monta sur le peloton d'exécution le 3 février 1940, aux côtés de ses proches et de ses collaborateurs. On raconte que les derniers mots du grand planificateur de la terreur furent encore pour son maître : «Dites à Staline que je meurs avec son nom sur mes lèvres.»

La Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle plus de 20 millions de Soviétiques perdirent la vie, s'abattit de tout son poids sur une population déjà meurtrie. «La guerre apporta un malheur infini, des larmes infinies. Mais, avant la guerre, c'était encore plus dur [...] car chacun devait pleurer un proche, mais il fallait pleurer en cachette», écrit dans ses mémoires le musicien Dmitri Chostakovitch (*Témoignage*, éd. Albin Michel, 1980). La mort de Staline, survenue le 5 mars 1953, ne brisa pas la loi du silence. Pas plus que ne le fit le fameux rapport secret de Khrouchtchev. Le 24 février 1956, devant un parterre choisi de dirigeants soviétiques, le premier secrétaire du Parti s'attarda sur les dérives totalitaires de l'ancien dictateur et sur les mécanismes qui avaient mené aux grandes «purges» politiques. Mais il resta muet sur les répressions de masse qui avaient visé les citoyens «ordinaires». Pourquoi ? Parce que Khrouchtchev tenait à exonérer la responsabilité du Parti dans ce massacre d'Etat mais aussi parce qu'il y avait contribué vingt ans plus tôt.

Au fil du temps, le mensonge adressé aux familles subit de légères modifications : les condamnés qui avaient été abattus en 1937-1938 étaient déclarés «morts en détention» à une date fictive. Jusqu'au début des années 1980, un faux certificat de décès était délivré. Du côté de ceux qui avaient été envoyés au goulag, la plupart avaient subi une rallonge de dix ans supplémentaires sans autre forme de procès. A leur libération, ils n'avaient toujours pas le droit de cité car ils étaient assignés à résidence à proximité des camps. Puis survint la *Perestroïka*. En 1989, sous la présidence de Mikhaïl Gorbatchev, les condamnations prononcées par les tribunaux d'exception du temps de Staline furent abrogées. Mais il fallut attendre l'année 1992, après la dislocation de l'URSS, pour voir s'ouvrir des archives jusque-là strictement verrouillées. C'est ainsi que l'ordre opérationnel 00447 sortit de l'oubli. Grâce à l'opiniâtreté de Memorial, une ONG russe soutenue par Andreï Sakharov, des milliers de certificats d'exécution furent rendus publics et l'on découvrit des dizaines de fosses communes. Pourtant, aucune initiative nationale d'envergue ne fut lancée pour faire toute la lumière sur ce crime d'Etat.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, le discours officiel tend plutôt à le minimiser. En 2018, la Société d'histoire militaire de Russie, fondée par Poutine lui-même, attribua l'un des charniers de l'opération 00447 à l'action meurtrière des troupes finlandaises postées en URSS en 1941-1944. En 2019, la ville de Tver, située au nord-ouest de Moscou, a retiré des plaques commémoratives posées par l'ONG Memorial en souvenir des victimes «ordinaires» de la répression. En cette période nostalgique de la puissance soviétique, le secret le mieux gardé des années staliniennes est de nouveau repoussé dans l'ombre. ■

CHRISTÈLE DEDEBANT

LES ARTISANS DE LA TERREUR

GUENRIKH IAGODA (1891-1938)

L'HOMME DES BASSES ŒUVRES

Ce militant bolchévique de la première heure fut nommé commissaire du peuple à l'intérieur en 1934. Directeur du NKVD, il mit en place et géra le système des goulags, avant d'être jugé et exécuté pour corruption lors des procès de Moscou.

NIKOLAÏ IEJOV (1895-1940)

LE ZÉLÉ FONCTIONNAIRE

Chef suprême du NKVD de 1936 à 1938, l'adjoint et successeur de Iagoda fut le maître d'œuvre des purges staliniennes. Lorsque Staline voulut mettre un terme à la terreur, Iejov servit de fusible et fut exécuté puis remplacé par Beria.

Die Insel im Gras, Roger-Viollet / IPPA / Aurimages

SOUDOPLATOV
LE MAÎTRE-ESPION

Instigateur de l'assassinat de Trotski, organisateur du renseignement soviétique durant la Seconde Guerre mondiale... Des années 1930 à la mort de Staline, il fut l'arme secrète du régime.

Un homme pénètre dans un restaurant du centre-ville de Rotterdam, ce 23 mai 1938. Il a rendez-vous avec le leader des nationalistes ukrainiens, Jehven Konovalets. Après un long échange sur les relations houleuses entre l'Ukraine et le régime de Moscou, il quitte le restaurant en laissant au nationaliste un cadeau : une boîte de chocolats. Piégée, elle explose quelques minutes plus tard, tuant ainsi Konovalets. L'espion Pavel Soudoplatov (1907-1996) vient de perpétrer son premier assassinat. Il lui avait été ordonné par Staline en personne. Ce coup d'éclat, relaté dans les récits de Soudoplatov, intitulé *Missions Spéciales : mémoires d'un témoin indésirable* (éd. du Seuil, 1994), lancera sa carrière de numéro un du contre-espionnage en Union soviétique. Les rares historiens russes qui se sont penchés sur le cas de Soudoplatov estiment tous désormais que ce chef des «missions spéciales» a été l'arme la plus secrète de Staline. Rien ne laissait pourtant présager un tel destin à ce fils de meunier.

Né en 1907 dans la petite ville de Melitopol, au sud de l'Ukraine, le jeune Pavel est vite confronté au chaos provoqué par la révolution russe, de 1917 à 1923. Bercé par *L'ABC du communisme* (1919) de l'intellectuel Nikolaï Boukharine, la bible du bolchévisme, le jeune homme se serait engagé, selon ses biographes, très jeune dans l'Armée rouge pour combattre les partisans du tsarisme. Sachant lire et écrire – ce qui n'était pas toujours le cas chez des recrues aussi jeunes –, il devient tour à tour dactylographe, opérateur téléphonique puis chargé des opérations de décodage. Au plus fort de la crise entre les nationalistes ukrainiens et le pouvoir soviétique, de 1922 à 1933, sa carrière va connaître une ascension fulgurante.

En Ukraine, il infiltre avec succès l'entourage du chef des nationalistes

Chargé d'un réseau d'indicateurs recrutés dans son pays natal, en 1922, il dirige, cinq ans plus tard, la branche ukrainienne du GPU, police d'Etat de l'Union soviétique, à Kharkov, alors capitale de l'Ukraine. C'est ainsi qu'il infiltre l'entourage de Konovalets, chef des nationalistes ukrainiens, qui combattait le pouvoir communiste. Après dix années sous couverture, Soudoplatov apprend que ce dernier veut s'allier avec l'Allemagne nazie pour faire chuter l'URSS. Cette information de premier ordre lui permet enfin d'obtenir un entretien avec Staline, en 1937. Impressionné par la qualité de son rapport, le «petit père des peuples» lui ordonne de «liquider» cet ennemi. Ce sera fait à Rotterdam. Devant le succès de la mission, le dictateur fait l'éloge de Pavel Soudoplatov. Il le désigne alors pour diriger une mission lui tenant à cœur : l'assassinat de son rival historique, Léon Trotski, dont l'influence est grandissante au sein du parti. Mais Trotski étant exilé au Mexique, le défi est de taille pour l'espion.

Peu familier des réseaux latino-américains et ne parlant pas l'espagnol, Soudoplatov, qui a quitté le GPU pour le NKVD, ministère de la Sécurité d'Etat, se dote d'un adjoint prestigieux : l'agent Nahum Eitingon, connu pour ses états de service lors de la guerre civile en Espagne, de 1936 à 1939. Ensemble, ils recrutent un militant communiste espagnol, Ramon Mercader, pour infiltrer l'entourage de Trotski à Mexico. Après avoir séduit sa secrétaire, celui-ci parvient à approcher le fondateur de l'Armée rouge en prétendant être un journaliste souhaitant lui consacrer un article. Le 20 août 1940, Mercader s'introduit sans difficulté dans son bureau et, alors que sa cible lit les pages d'un journal, l'espion lui plante un piolet dans l'arrière du crâne. Le lendemain, Léon Trotski succombera à ses blessures.

Une fois encore, Soudoplatov s'est montré digne de la confiance de Staline. Pour le récompenser, le dictateur veut l'utiliser contre une autre menace : l'Allemagne d'Hitler. Staline lui demande de prendre la tête d'une unité d'élite d'espionnage. Sa mission ? Infiltrer et désinformer les services de renseignement allemand. Soudoplatov lance, en août 1941, l'opération «Monastère» qui

La vie de Soudoplatov (1907-1996) est parsemée d'affaires d'espionnage, de meurtres, mais aussi de mystères. Dans ses *Mémoires* (1994), il prétend avoir été à la tête d'un «service spécial» chargé de surveiller le programme nucléaire américain durant la Seconde Guerre.

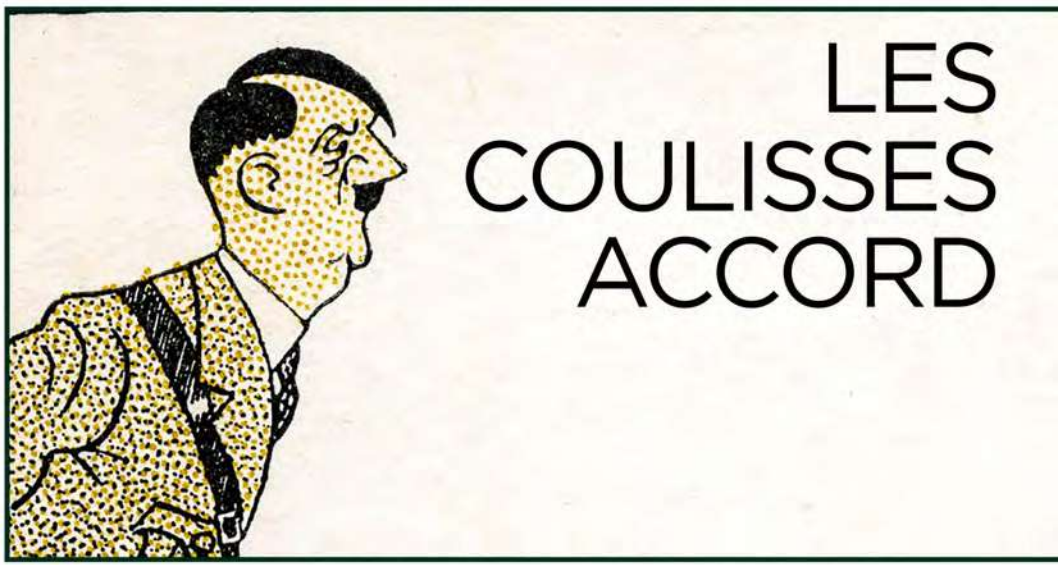
place des agents soviétiques au cœur des services secrets du Reich. Ces agents fournissent, pendant quatre ans, de fausses informations aux nazis. Ainsi, en juillet 1942, ils indiquent aux officiers de la Wehrmacht que l'offensive soviétique se concentrera sur la ville de Rjev, près de Moscou, alors qu'elle aura lieu, en réalité, à Stalingrad.

Les exploits de Soudoplatov pendant la Seconde Guerre mondiale, que l'on connaît grâce à ses mémoires, doivent toutefois être pris avec précaution. «Ses récits constituent une mine d'or pour les historiens du stalinisme, mais de nombreux experts émettent des doutes sur ses faits d'armes en fin de guerre», prévient le journaliste Bernard Lecomte, auteur de *KGB, la véritable histoire des services secrets soviétiques* (éd. Perrin, 2020). Et d'ajouter : «Son implication dans l'espionnage du nucléaire américain, par exemple, n'est pas évidente.» Soudoplatov a prétendu être le chef d'un «service spécial» chargé d'obtenir des informations sur le programme nucléaire américain. Il aurait, moyennant finance, obtenu les secrets de fabrication de l'arme atomique, par l'intermédiaire de scientifiques étrangers résidant aux Etats-Unis. Une affirmation contredite par le FBI en 1995. Pour l'historien Alexandre Adler, spécialiste des relations internationales et auteur du *Roman du siècle rouge* (éd. Le Rocher, 2012), l'authenticité de cet épisode ne fait pourtant aucun doute. «Les informations obtenues par Pavel Soudoplatov sur le programme nucléaire américain se sont d'ailleurs avérées capitales. On peut même se demander si ce n'est pas grâce à elles que la guerre n'a jamais débouché sur une confrontation directe entre les Etats-Unis et la Russie», affirme-t-il.

Incarcéré après la mort de Staline, il sera libéré quinze ans plus tard

Le destin de Pavel Soudoplatov restera lié à celui de Staline. A la mort de ce dernier, en 1953, il sera arrêté. Accusé, comme tous les rescapés du régime stalinien, d'avoir participé à un «complot», il sera incarcéré quinze années. Libéré en 1968, il vivra de traductions avant d'être réhabilité en janvier 1992, quelques mois après la dissolution de l'Union soviétique, pour «ses exploits durant la guerre contre l'Allemagne nazie». Pour le reste, on oublie... Dans la préface de ses mémoires, publiés deux ans avant sa mort, il justifiera ses actions de manière solennelle : «Je n'ai fait qu'agir en communiste idéaliste. Comme tous les agents du renseignement soviétique, nous avions peur pour nos vies, et attendions que notre propre système nous extermine», écrit-il. ■

MARC OUAHNON



Cette caricature française illustrant une carte postale de septembre 1939 se moque du caractère contre-nature du rapprochement germano-soviétique. Intitulée «Histoire d'une amitié», elle montre Staline et Hitler qui se crachent dessus... mais finiront par s'embrasser.

Ennemi juré du Führer, le «petit père des peuples» a conclu avec lui un pacte de non-agression en 1939, maintes fois caricaturé par la presse occidentale de l'époque. Mais cette alliance prévoyait, en réalité, un partage de l'Europe entre les deux pays. L'Union soviétique niera toujours l'existence de ce protocole secret.

D'UN SECRET **STALINE**

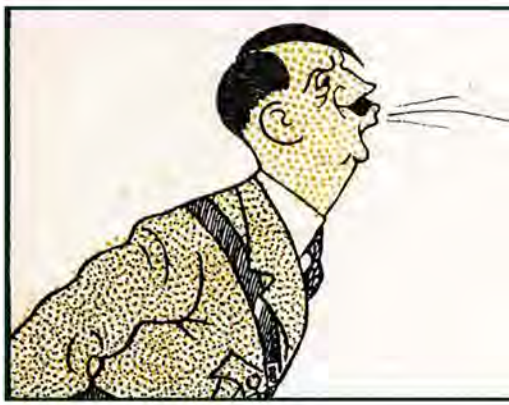
MÊME S'ILS NE SE SONT PAS RENCONTRÉS, LES DEUX LEADERS ÉTAIENT AUX COMMANDES

Ce n'étaient que «des fadaises». Interrogé en 1983 sur un éventuel dossier secret inclus dans le pacte de non-agression, signé le 23 août 1939 à Moscou entre l'URSS de Staline et l'Allemagne d'Hitler, Molotov nia son existence. Pour l'ancien ministre russe des Affaires étrangères, une telle allégation ne visait qu'à souiller l'engagement soviétique dans la «grande guerre patriotique» menée contre les nazis. Jusqu'à sa mort, en 1986, Molotov maintint la version officielle de l'URSS. Ce pacte, qu'il avait signé de ses mains avec son homologue allemand Joachim von Ribbentrop, avait pour seul but de gagner du temps afin de préparer l'Union soviétique à une future offensive du IIIe Reich.

Ce protocole secret avait été révélé aux premières heures de la guerre froide. En 1948, le Département d'Etat américain publia des centaines de documents relatifs à l'accord. Il en ressortit un dossier confidentiel dont personne, jusqu'ici, n'avait eu connaissance. *La Pravda*, journal officiel du Parti, hurla à une falsification de la part des services secrets américains. En quoi consistait ce protocole, resté dans l'ombre pendant presque dix ans ? D'après les documents, chacun s'engageait tout d'abord à respecter une stricte neutralité si l'autre signataire était en conflit avec une puissance européenne. Ensuite, un accord économique prévoyait l'échange de machines industrielles allemandes contre des matières premières soviétiques : blé, pétrole, charbon, fer... Les deux parties en sortaient gagnantes. Berlin recevait les ressources indispensables à son industrie militaire, tandis que Moscou se dotait de machines-outils.

Mais l'arrangement allait encore plus loin. Paraphé le 19 août, soit quatre jours avant la signature officielle du pacte de non-agression, un document annonçait le partage de l'Europe de l'Est en «zones d'influences» soviétiques et allemandes. Un Yalta avant l'heure ! Le protocole permettait à Hitler d'envahir la Pologne occidentale, puis d'avoir les mains libres pour se tourner vers les Pays-Bas et la France. En même temps, il autorisait Staline à s'emparer des pays baltes, de la Finlande, de la Bessarabie (actuelle Moldavie) puis de la Bucovine du nord (dans l'actuelle Ukraine). L'Allemagne obtenait ainsi son *Lebensraum* (espace vital) tandis que l'Union soviétique regagnait les territoires que l'Empire russe avait perdus durant la Première Guerre mondiale. Selon l'historien britannique Roger Moorhouse, auteur du *Pacte des diables, histoire de l'alliance Staline et Hitler* (éd. Buchet-Chastel, 2020), ce protocole, signé en catimini, serait l'unique motivation de cet improbable pacte germano-soviétique où l'Allemagne et l'Union soviétique s'engagèrent officiellement à ne pas se déclarer la guerre. «Ce n'est pas un hasard si le document original du protocole a disparu. On doit sa connaissance à une copie sur microfilm retrouvée par les services secrets américains dans les archives du IIIe Reich, situées à Marbourg», explique-t-il. Et d'ajouter : «Ce protocole demeura un tabou absolu en URSS jusqu'à la chute du régime communiste.»

Conformément à ce plan, la Wehrmacht attaqua l'ouest de la Pologne dès le 1er septembre 1939. L'Armée rouge, elle, annexa sa partie orientale dix-sept jours plus tard, puis se tourna vers la Finlande, le 30 novembre. «Concernant la Pologne, l'accord secret stipulait, entre autres, que la Gestapo et le NKVD devaient collaborer ensemble», précise Roger Moorhouse. Les deux organisations échangèrent leurs informations pour réprimer toute forme de «résistance». «Il reste ainsi difficile de distinguer la provenance des mesures contre les Juifs du pays», note l'historien britannique, Toujours est-il que 1,7 million de personnes – Juifs, Tsiganes, prisonniers militaires et



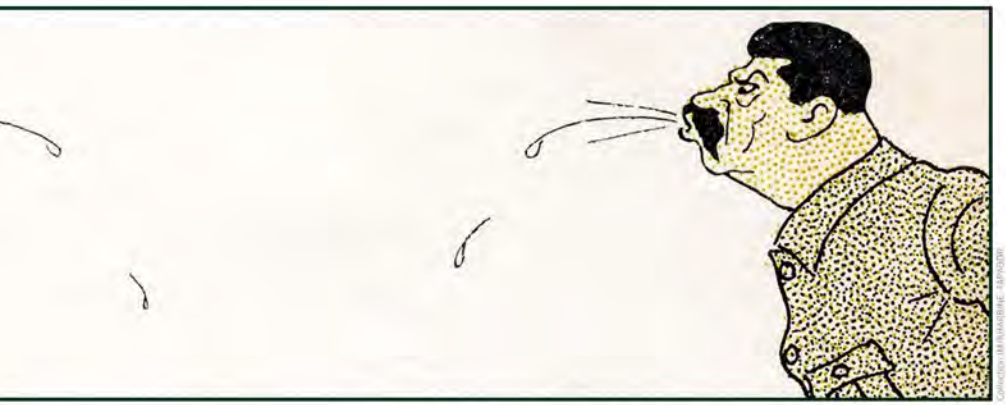
Roger-Viollet

Süddeutsche Zeitung/Rue des Archives

Le 23 août 1939, Hitler, installé dans son refuge autrichien, apprend que le pacte est scellé. Pendant ce temps, à Moscou, Staline fête ce succès en compagnie de Molotov, à sa droite.

politiques – furent déportées dans les camps de la mort du Reich et dans les goulags de Sibérie. Pour faire bonne mesure, Berlin et Moscou s'échangèrent des dissidents politiques : quelques milliers de Russes anticommunistes contre autant d'antifascistes d'origine allemande et autrichienne.

Comment concevoir que Staline et Hitler, leaders du bolchévisme et du nazisme, aient pu souscrire à une «paix» ? Ce pacte apparaissait contre-nature. Chacun cultivait, depuis la fin des années 1920, la haine de l'autre. «Nous passons notre temps à nous déverser réciproquement des seaux d'ordures sur la tête», avait déclaré Staline quelques années plus tôt. Comment le guide soviétique a-t-il pu consentir à des accords commerciaux destinés à fournir aux nazis, tant redoutés et haïs, les matières premières et denrées manquantes ? La nouvelle de cet impensable rapprochement «frappa le monde comme une explosion», écrivit Winston Churchill dans ses *Mémoires de guerre*. Certes, Hitler et Staline ne se sont jamais vus pour conclure cet accord. Il n'y eut, du reste, jamais de rencontre entre les deux dictateurs... Organisé à Moscou, ce pacte germano-soviétique fut, dans sa forme, l'affaire des ministres des Affaires étrangères des deux puissances, Viatcheslav Molotov et Joachim von Ribbentrop, signataires des documents. Mais le Vojd et le Führer étaient bien aux commandes. La signature fut effectuée sous le regard satisfait de Staline qui fit le déplacement pour féliciter Molotov et serrer la main du ministre allemand. Quant à Hitler, il était intervenu en amont dans les discussions diplomatiques pour que l'accord se fasse au plus vite. Signé en quelques jours à la stupéfaction ●●●



CARICATURE IMAGINAIRE JAPONAISE

CETTE PAIX DES DICTATEURS AURA DURÉ

••• générale, ce «deal» inaugura deux ans d'une collaboration permettant aux deux puissances de pousser leurs pions sur l'échiquier européen.

Plusieurs historiens, tel le russe Roy Medvedev, auteur de *Staline et le stalinisme* (éd. Albin Michel, 1979), soutiennent que le pacte de 1939 fut, davantage qu'une volonté de se partager l'Europe, la conséquence des désastreux accords de Munich, intervenus un an plus tôt. Le 30 septembre 1938, pour éviter la guerre contre une Allemagne de plus en plus belliqueuse et désireuse de «libérer» la population germanophone de la Tchécoslovaquie – les Sudètes –, la France et l'Angleterre scellèrent ce traité d'entente. L'URSS, alliée de la Tchécoslovaquie, se vit notifier que sa présence à Munich n'était pas souhaitable. Moscou fut indigné, dénonçant une «capitulation». Elle fut surtout ressentie comme une trahison de la part de la France et de l'Angleterre.

A partir de juin 1941, Hitler redonna libre cours à sa haine contre le bolchévisme

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler, en 1933, Staline n'avait eu de cesse de proposer aux deux pays une «alliance antifasciste». Sans résultat. «L'offre des Soviétiques fut ignorée. Ils n'ont pas été consultés face à la menace hitlérienne et furent traités avec une indifférence, pour ne pas dire un dédain, qui marqua l'esprit de Staline», écrit Churchill dans ses *Mémoires*. A tel point que celui-ci, personnalité paranoïaque, finit par se convaincre que Paris et Londres allaient s'allier à Berlin contre lui. «Munich a poussé Staline vers Hitler», écrit dans un de ses rapports Roger Coulondre, ambassadeur français à Moscou de 1936 à 1939 (*De Staline à Hitler, mémoires d'un ambassadeur*, éd. Perrin, 2021). Après le fiasco munichois – les accords n'ayant finalement en rien apaisé l'objectif pangermaniste du IIIe Reich : conquérir l'Europe – Staline, aussi cynique que rationnel, se tourna vers son plus redoutable ennemi, Hitler. « Sa décision fut nourrie par le constat lucide de la faiblesse des Occidentaux face au IIIe Reich», résume l'historien américain Adam Ulan dans *Communists : The Story of Power and Lost Illusions* (non traduit, 1992).

Avec cette alliance, Staline avait-il prévu une guerre destructrice pour l'Europe dont l'URSS tirerait les bénéfices ? Peu après la signature, Molotov affirma que son pays avait accompli la prophétie du camarade Lénine, lequel avait déclaré en 1919 : «Une Seconde Guerre mondiale nous aiderait à prendre le pouvoir en Europe, comme la Première nous a aidés à prendre le pouvoir en Russie.» Selon Roger Moorhouse, le pacte germano-soviétique fut l'acte le plus anticapitaliste dans la carrière de Staline. Le Vojd utilisa la machine guerrière nazie dans l'espoir de voir s'effondrer l'Europe de l'Ouest. Restait une inconnue. Cette paix des dictateurs n'étant qu'une manœuvre de circonstance, dont le IIIe Reich et l'URSS avaient bien conscience, qui déclencherait l'inévitable choc frontal ? Et quand ? Après la victoire de la Wehrmacht lors de la bataille de France, en juin 1940, Hitler commença à s'inquiéter des visées de Staline sur les Balkans. Son *Blitzkrieg* (guerre éclair) sur le front de l'Ouest ayant diminué ses besoins de ressources minières, pétrolifères et alimentaires soviétiques, Hitler put de nouveau donner libre cours à sa haine profonde contre le bolchévisme. En attaquant l'URSS le 22 juin 1941 dans l'une des plus grandes opérations militaires de l'histoire, Barbarossa, l'Allemagne mit donc fin à cet étrange épisode de près de deux ans. Une «paix» qui n'avait fait que susciter l'incompréhension auprès de l'opinion publique des deux pays.

A l'annonce d'Hitler du *Drang nach Osten* (la poussée vers l'est), le pacte vola en éclats. Dès le 23 juin, Moscou prit soin d'effacer Staline sur la photo immortalisant la signature entre Molotov et Ribbentrop, le 23 août 1939. Il s'agissait maintenant de faire disparaître l'engagement du Vojd dans ce nécessaire mais encombrant dossier. Après l'échec de l'opération Barbarossa en décembre 1941, la défaite alle-

DEUX ANS... AVANT L'AFFRONTEMENT DE 1941

mande à Stalingrad en février 1943, l'invasion de Berlin par l'Armée rouge en avril 1945, et la capitulation du IIIe Reich le 8 mai 1945, les Soviétiques, grands vainqueurs du conflit, firent main basse sur l'Europe centrale pendant un demi-siècle. C'est le résultat de la conférence de Yalta, qui s'était tenue du 4 au 11 février 1945 dans la ville de Crimée. «Il fut question, comme lors du pacte de 1939, d'une domination commune et négociée du monde par deux superpuissances», note Oleg Khlevniuk, auteur de *Staline* (éd. Belin, 2017). Après Yalta, l'URSS et le mouvement communiste international martelèrent que le traité germano-soviétique avait été une nécessité pour gagner la guerre, et nièrent qu'un partage de l'Europe fut décidé dans un protocole secret. Il fallut attendre 1992, après l'effondrement du bloc soviétique, pour que la jeune fédération de Russie admette l'authenticité des documents publiés par les Etats-Unis en 1948. Depuis 2009, le Parlement européen a fait du 23 août la Journée de commémoration des victimes du stalinisme et du nazisme. «Car en dépit de ces accords effectués dans l'ombre, le pacte germano-soviétique a, de manière irréfutable, ouvert les portes de l'enfer de la Seconde Guerre mondiale», conclut Roger Moorhouse. Un conflit qui fit, selon la dernière estimation effectuée en 2011 par l'Union européenne, 64 millions de morts. ■

BALTHAZAR GIBIAT

Après l'invasion de la Pologne, en 1939, le général allemand Heinz Guderian décide, avec un officier soviétique, de l'emplacement de la ligne de démarcation entre le Reich et l'URSS.

Depuis 1993, le musée Katyn à Varsovie rassemble des documents sur les 21 857 officiers polonais assassinés par les Soviétiques en 1940.

KATYN

KATYN

UN CRIME DE MASSE LONGTEMPS TABOU

Viktor Drachev / TASS / Getty Images

Au printemps 1940, des milliers de prisonniers polonais sont assassinés par la police secrète soviétique. Joseph Staline fera accuser les nazis et veillera à ce que la vérité ne soit jamais rendue publique. Il faudra attendre un demi-siècle pour que l'Union soviétique admette enfin son rôle.

A croire que la malédiction de Katyn n'a pas de fin. Le 10 avril 2010, le président polonais Lech Kaczynski, son épouse, plusieurs membres de son gouvernement ainsi que les représentants des familles d'officiers assassinés par les Soviétiques périrent dans l'accident de leur avion qui atterrissait près de l'aéroport de Smolensk. On dénombra 96 morts. Le président polonais voulait commémorer l'anniversaire d'un crime de masse, emblématique de la Seconde Guerre mondiale, qui envenima les rapports russo-polonais durant soixante-dix ans. Une enquête conclura que la brume aurait causé l'accident d'avion, comme le brouillard de l'Histoire qui occulte encore un massacre longtemps tabou.

Pour comprendre Katyn, il faut revenir à la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, qui scelle le sort de la Pologne, partagée entre les deux puissances totalitaires. Les communistes prétendront plus tard que Staline, sentant la guerre inévitable, a voulu gagner du temps. Mais les archives aujourd'hui ouvertes, consultées par des historiens tels que Victor Zaslavsky (*Le Massacre de Katyn*, coll. Tempus, 2007) ou Frédéric Saillot (*Katyn, de l'utilité des massacres*, éd. L'Harmattan, 2010), montrent aussi un Staline prêt à tout pour que les pays «capitalistes», qu'ils soient démocrates ou fascistes, «se battent entre eux et s'affaiblissent réciproquement». L'URSS pourrait alors étendre son hégémonie à l'Europe orientale et centrale, et pourquoi pas, à terme, à toute l'Europe. Voilà ce qu'il déclare à Georges Dimitrov, chef du Komintern, qu'il reçoit au Kremlin le 7 septembre 1939 : «La Pologne ? Sa destruction dans les conditions actuelles signifierait un Etat fasciste de moins !» Le 17 septembre, sans déclaration de guerre, les Soviétiques envahissent l'est du pays «pour venir en aide aux frères de sang ukrainiens et biélorusses» menacés par la «désagrégation de l'Etat polonais».

Pris à revers, abasourdis, démoralisés, les Polonais se rendent presque sans combattre. Quinze mille de leurs officiers sont emmenés en captivité, internés dans trois monastères transformés en prison, à Kozielsk, près de Smolensk, Starobielsk, près de Tver, et Ostachkov, près de Kharkov. Onze mille autres sont dispersés dans des camps en Ukraine et Biélorussie. Ils y sont soumis à une propagande intense, à des interrogatoires sur leurs origines, leur situation économique, leur orientation politique. Rares sont les officiers de carrière. La plupart sont des réservistes mobilisés depuis peu. Ces professeurs, médecins, avocats, propriétaires terriens, intellectuels, qui forment une partie de l'élite polonaise, doivent être «maintenus dans les camps», ordre du Politburo. Le 5 mars 1940, Lavrenti Beria, chef du NKVD, soumet à Staline un rapport qui présente les officiers polonais comme «des ennemis acharnés et irréductibles du pouvoir soviétique». Beria propose d'appliquer à ces réservistes, représentants d'une élite polonaise jugée indocile, «le châtiment suprême : la peine de mort par fusillade». Staline a encore en travers de la gorge l'humiliante défaite de l'Armée rouge près de Varsovie en 1920, et les membres de l'intelligentsia polonaise ne lui ont jamais inspiré que méfiance ou mépris. Le maître du Kremlin est aussi confronté à un souci d'organisation : il faut libérer les camps pour y enfermer, à la place des Polonais, les Finlandais contre lesquels il vient d'entrer en campagne. Décapiter l'élite pour «soviétiser» la Pologne tout en réglant un problème de logistique ? C'est sans ciller qu'il signe, avec Vorochilov, Molotov et Mikoïan, la condamnation à mort de 21 857 prisonniers.

Cette décision radicale surprend même les agents du NKVD qui prévoyaient plutôt leur déportation. En avril 1940, les détenus sont exécutés, la plupart en prison. Mais les 4 404 prisonniers du camp de Kozielsk sont, eux, acheminés vers la forêt de Katyn, non loin de Smolensk, depuis longtemps un lieu de mise à mort pour la police politique qui y a fait ériger, en 1918, une maison de deux étages. Des fosses ont été creusées. Les condamnés sont abattus en plein jour, d'une balle dans la nuque, certains les mains attachées derrière le dos avec un nœud relié

LE DÉCOUVREUR

Rudolf von Gersdorff (1905-1980)

Cet officier de la Reichswehr et général de brigade dans la Wehrmacht mit au jour les charniers de Katyn en avril 1943. Durant l'après-guerre, il participera aux commissions d'enquête sur le massacre.

Le père Stanislaw Jasinski, aumônier de la Croix-Rouge polonaise, bénit les morts de Katyn après la découverte du charnier en 1943. En invitant des notables à constater le massacre, les nazis souhaitaient rallier les Polonais à leur croisade antibolchévique.

à une corde autour du cou pour empêcher, par étranglement, toute résistance. Le secret doit rester bien gardé. En décembre 1941, six mois après l'invasion allemande en URSS, le général Sikorski, le chef du gouvernement polonais en exil à Londres, est reçu par Staline, nouvel allié, au Kremlin. Sikorski s'inquiète du sort des officiers polonais disparus. Staline, évasif, répond qu'ils ont dû fuir ou se cacher en Union soviétique. Cynique, il ordonne même, devant son hôte, de trouver et libérer les détenus...

Mais, deux ans plus tard, des soldats allemands mettent à jour le charnier de Katyn et en informent le monde entier. Cette découverte sera pour Hitler l'occasion d'une tonitruante campagne anti-communiste, Goebbels proclamant alors que «le sort des officiers polonais assassinés constitue un avertissement éloquent de ce qui attend les peuples européens en cas de victoire bolchévique». Ils font visiter les lieux à des prisonniers de guerre anglais et américains. Ils convient aussi de nombreux experts, notamment ceux de la Croix-Rouge polonaise, dont les membres, témoins des atrocités commises au même moment en Pologne, s'étonnent de cette soudaine sollicitude des nazis. Leur examen les convainc de la culpabilité soviétique, mais ils décident de ne pas publier leurs conclusions pour ne pas jouer le jeu de la propagande nazie. Une copie de ce rapport a beau être transmise par la résistance polonaise au gouvernement britannique, elle ne rencontre aucun écho. Appuyé par Roosevelt, Churchill, qui ne veut pas accabler l'«oncle Jo», déclare que les Allemands ont «créé cette histoire pour ouvrir une brèche dans les rangs des Alliés» et pour persuader le monde que «l'Allemagne défend les intérêts de l'Europe et des petits peuples face aux grandes puissances extra-européennes, particulièrement face à l'URSS, les Etats-Unis et l'Empire britannique». Classé top secret, le rapport de la Croix-Rouge polonaise ne sera publié qu'en 1989.

Staline, loin d'avouer ses crimes, accuse à son tour les nazis. En 1944, il nomme une commission d'enquête fantoche sur les territoires reconquis afin de convaincre l'opinion occidentale de la culpabi- •••

CE DOCUMENT ACCABLANT STALINE ET SES MINISTRES NE FUT PUBLIÉ QU'EN 2010

Cette lettre classée top secret, datée du 5 mars 1940, fut envoyée par Beria à Staline pour lui demander l'autorisation d'exécuter les officiers polonais emprisonnés.

••• lité allemande à Katyn. En 1946, le tribunal militaire international de Nuremberg, faute de preuves suffisantes, ne retient pas l'accusation de cette commission Burdenko... sans pour autant la retourner contre les Russes. Il est encore impensable de mettre dos à dos l'horreur nazie et les crimes commis par les Soviétiques. Ces derniers siègent d'ailleurs parmi les juges, qui considèrent avec respect l'effrayant tribut payé par le puissant allié pour libérer l'Europe : on compte en effet 26 millions de morts soviétiques durant la guerre. Dès lors, Katyn n'est plus qu'un détail embarrassant, un «non-lieu non-dit», selon l'expression de Frédéric Saillot. Le brouillard s'épaissit un peu plus sur un massacre qui risquerait de ternir l'aura des vainqueurs. La Pologne, désormais satellite de l'URSS, est sommée d'oublier ses héros. Même la mort de «l'homme de fer» en 1953 ne fait pas éclater la vérité. Khrouchtchev, dans son rapport secret au XX[e] congrès du PCUS de 1956, tente alors de sauver le régime en imputant tous ses crimes au seul Staline et songe à éclaircir la vérité sur les massacres de la guerre, mais Alexandre Chelepine, chef du KGB, lui suggère de détruire les fiches individuelles des 21 857 prisonniers polonais exécutés en 1940 : «Leur divulgation pourrait avoir des conséquences désagréables pour notre Etat, étant entendu que les conclusions de la commission Burdenko se sont enracinées de manière solide dans l'opinion internationale». Khrouchtchev approuve. Les fiches sont détruites.

Mais la vérité transparaît au fur et à mesure que vacille le bloc soviétique. L'ère Brejnev, à peine troublée par le printemps de Prague en 1968, est plus sérieusement bousculée en 1980. Les grèves de Gdansk, en Pologne, aboutissent à la création du syndicat indépendant Solidarnosc. Les Polonais, qui ont toujours su à quoi s'en tenir sur les criminels de Katyn, appuient la décision de Mikhaïl Gorbatchev, ami du général Jaruzelski, de créer un comité polono-soviétique pour résoudre le problème des «lacunes» entre les deux pays. Il est temps d'éclaircir le massacre de Katyn. Le chantre de la *Perestroïka* (refondation) et de la *Glasnost* (transparence) hésite pourtant, comme s'il craignait une déflagration qui écornerait trop fortement le régime soviétique, et refuse de publier des documents trop compromettants. Khrouchtchev, avant lui, avait dédouané le régime tout en accusant Staline. Gorbatchev rejette, quant à lui, la faute sur Beria et le NKVD, déjà discrédités. Il veut surtout éviter de créer des ennuis au Parti communiste de Pologne. Cet «aveu-écran», comme le nomme Frédéric Saillot, aboutit malgré tout à des excuses officielles au peuple polonais, en octobre 1990. Mais il faudra attendre le successeur de Gorbatchev, Boris Eltsine, pour une rupture franche avec le passé. En 1992, le premier président russe démocratiquement élu livre ainsi au public des documents cruciaux et soumet les archives à la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie pour la mise en accusation du PCUS comme organisation criminelle. La même année, il fait porter ces documents au président polonais de l'époque, Lech Walesa. Et un an plus tard est créé, à Varsovie, le musée Katyn. Dans ce lieu de mémoire, à la fois mausolée et centre de recherche historique, sont exposés les portraits des victimes qu'on a pu identifier, et d'innombrables objets exhumés des charniers : alliances, vêtements, chaussures, médailles, montures de lunettes...

Et en Russie ? On préfère relativiser, éluder, minimiser... En 2010, Vladimir Poutine, sans revenir sur les excuses de Gorbatchev, reconnaît certes le massacre, mais estime qu'après tout, «lors de la guerre soviéto-polonaise de 1919-1920, 32 000 prisonniers soviétiques sont morts de faim ou de maladie lorsqu'ils étaient en captivité en Pologne». Le brouillard plane toujours sur les morts de Katyn. ■

JEAN-BAPTISTE MICHEL

LE BOURREAU

Lavrenti Beria (1899-1953)

Présenté par Staline comme «notre Himmler», le chef du NKVD, la police secrète soviétique, fut l'artisan du massacre. Il accorda un mois de salaire supplémentaire à ses agents pour l'exécution des Polonais.

page de gauche Mondadori / Getty Images - Wikimedia Commons page de droite - Hans Hubmann / ullstein bild / akg-images

En 1943, les photographies des charniers sont abondamment exploitées par les nazis dans leur propagande pour montrer aux Allemands que, dans le cas où la guerre serait perdue, ils seraient victimes de représailles terribles de la part des Soviétiques.

IAKOV
OU LA MALÉDICTION DU FILS AÎNÉ

Le dictateur n'aura jamais épargné ses proches et sa famille. Un exemple parmi d'autres : son premier fils, fait prisonnier par les Allemands, et pour lequel Staline se montra indifférent.

Leur relation ne fut qu'une longue succession de mépris et d'incompréhension, voire de détestation. Fort et sûr de lui, le grand Staline ne pouvait guère s'accommoder d'un garçon effacé et craintif, qu'il jugeait désespérément lent. Il n'eut jamais une once d'affection pour Iakov, surnommé Yacha, fils maudit disparu des biographies officielles.

Il n'a même pas vu son aîné grandir. Né en septembre 1907 à Bakou, en Géorgie, l'enfant est privé de parents au bout de quatorze mois à peine. Sa mère, Ekaterina Svadidzé, meurt du typhus à 24 ans. Staline n'est alors pas encore le maître du Kremlin mais un jeune révolutionnaire accaparé par ses activités clandestines. Il n'a d'autre choix que de confier l'enfant à sa belle-sœur. Ce n'est qu'à l'âge de 14 ans que Iakov retrouvera à Moscou son père, élu du Politburo, et désormais l'un des hommes les plus puissants du pays. L'adolescent est accueilli par la nouvelle femme du «tsar rouge», Nadejda Allilouïeva, qui vient de lui donner un autre fils, Wassili. Iakov s'installe avec eux, mais les retrouvailles sont tendues : la timidité et les médiocres résultats scolaires de Iakov provoquent l'ire paternelle. En 1928, le jeune homme tombe amoureux de la fille d'un pope. Staline s'oppose au mariage, et Iakov tente alors de se suicider. Un acte désespéré qui lui vaut un peu plus de mépris... «Il ne peut rien faire correctement. Dire qu'il n'a même pas pu viser juste, je ne peux rien avoir en commun avec lui», se serait-il contenté de dire.

Iakov passe outre les directives paternelles et part s'établir avec sa femme à Saint-Pétersbourg, sous la surveillance discrète de la police de son père. Le bonheur est de courte durée : le couple perd son enfant, et leur union ne survit pas au drame. Honteusement, Iakov revient alors vivre à Moscou et retourne dans l'orbite de Staline. Sa deuxième compagne ne plaît pas davantage. En 1935, il épouse Ioulia Isaacovna Meltzer, jeune femme d'origine juive, avec laquelle il aura une fille, Galina.

Nommé lieutenant en 1941, il est envoyé, comme les autres officiers, au combat

Deux ans plus tard, Iakov intègre l'Armée rouge et devient lieutenant en mai 1941. A 34 ans, il ne va pas tarder à passer de la théorie à la pratique. Le 16 juillet suivant, en pleine débâcle militaire face à l'avancée de la Wehrmacht, Iakov est envoyé au front sans traitement de faveur. Pas de passe-droit pour les fils de dictateur... Mais à peine la guerre commencée, il est fait prisonnier à Lesno, près de Vitebsk. «J'ai honte devant mon père de rester vivant» déclare-t-il à un officier du renseignement.

Les nazis présentent Iakov comme leur plus belle prise. La propagande s'en empare : le fils de Staline capturé, le régime soviétique est en passe de s'effondrer... Les nazis pensent que Iakov leur dévoilera sans doute des secrets d'Etat, ou espèrent au moins l'échanger contre le maréchal Friedrich Paulus, retenu prisonnier par les Soviétiques depuis la bataille de Stalingrad. Mais Staline refuse en bloc toute négociation, tandis que Iakov ne collabore pas et n'en a sans doute pas les moyens. Le 14 avril 1943 au soir, il se jette sur les barbelés électrifiés du camp d'Oranienbourg-Sachsenhausen, au nord de Berlin. Lorsqu'une balle tirée par un SS l'atteint, il est déjà mort, sans savoir que son épouse Ioulia croupit en prison. Avec plusieurs centaines de milliers d'autres femmes soviétiques, elle a été arrêtée comme «complice de la désertion de son mari». Tout comme il a refusé de négocier la libération de Iakov, Staline ne consent à aucune exception pour sa belle-fille. Même les supplications de Svetlana, la fille de Staline, née en 1926, n'y changent rien. L'adolescente parvient seulement à épargner à la petite Galina le sort des enfants des traîtres, envoyés dans des orphelinats.

Svetlana n'a pas droit non plus aux traitements de faveur. A 16 ans, elle tombe amoureuse en 1943 d'un comédien juif, Alexis Kapler, âgé de 40 ans. Staline enverra ce dernier au goulag dans une ville minière de Vorkouta. A la fin de la guerre, la jeune femme s'inquiète des disparitions subites et mystérieuses de ses tantes. «Elles ont trop bavardé. Elles savaient trop de choses. Cela sert nos ennemis», lui explique son père, qui a logé sa famille dans des appartements d'Etat truffés de micros et surveillés par des agents de la police secrète. Faut-il y voir l'influence de Lavrenti Beria, l'exécutant de la politique de terreur ? Le chef du NKVD aurait-il ali-

Capturé par la Wehrmacht entre la Pologne et l'Ukraine, en juillet 1941, Iakov Djougachvili sera transféré à l'arrière de la ligne de front pour y être interrogé.

menté la paranoïa de Staline contre le «clan géorgien» susceptible de contrer son influence ? Staline n'aurait-il pas supporté le simple fait que sa famille, pourtant loyale à son égard, en sache autant sur lui ? Pour l'historienne Lilly Marcou, auteure de *Staline vie privée* (éd. Calmann-Levy, 1996), la première hypothèse ne saurait lever la seconde. En 1947, à sa parution, la biographie officielle de Staline, qu'il supervise personnellement, est dépouillée de toute référence à sa vie privée... Comment aurait-on pu raconter qu'en 1937, lors de la première grande vague de purges qui causa la mort de 400 000 Russes, la famille de la première femme de Staline, les Svanidzé, des révolutionnaires de la première garde, ait été littéralement décimée ? Un frère et une sœur d'Ekaterina, Alexandre et Mariko, ont été arrêtés pour «trahison» puis emprisonnés. Le premier, ancien compagnon de Staline au séminaire devenu commissaire du peuple, aurait eu le tort de critiquer la politique de terreur. Les deux seront exécutés, ainsi que la femme d'Alexandre, Maria. Et cinq ans plus tard, ce sera le tour des Alliloüïev, la famille de la deuxième femme de Staline, Nadejda, qui s'est suicidée en 1932, le soir de la célébration du quinzième anniversaire de la révolution d'Octobre. Dans l'après-guerre, le dictateur a désigné un nouvel ennemi intérieur : les Juifs. Or, la belle-sœur de Nadejda, Eugenia, et son mari, Nicolai, d'origine juive, fréquentent des personnalités liées au Comité antifasciste juif... Les deux sont donc arrêtés pour «participation active à des réunions antisoviétiques et diffusion de rumeurs sur Staline» en 1947.

L'année suivante, c'est au tour d'Anna, sœur de Nadejda, qui a osé publier un livre de souvenirs dans lequel elle évoque son beau-frère. Le complot juif, une excuse ? Selon Lilly Marcou, «Anna et Eugenia [...] ignoraient surtout que dans leurs conversations de salon, toute allusion à Staline sur un mode personnel, était un sacrilège. Le Staline de l'après-guerre était encore plus irrationnel que celui des années 1930». Ainsi, Kyra, fille d'Eugenia, paiera par l'exil le fait d'avoir trop «bavardé» au sujet du suicide de Nadejda en 1932, contredisant la version officielle d'une mort par maladie... «Ces femmes [...] proches de Staline n'échappent pas à sa suspicion et à son besoin de faire taire tout témoin de sa vie intime, à un moment où il devient un monument», écrit Lilly Marcou.

D'autres encore paieront cher leurs liens de famille avec Staline, mais quelques-uns échappent à sa vindicte. A l'image d'Ekaterina Geladze, sa mère. Staline lui apporte une aide financière et les compétences des meilleurs médecins de l'Union soviétique pour accompagner sa fin de vie. Cette Géorgienne, fille de serfs, avait fait de nombreux sacrifices pour payer des études à son fils, espérant en faire un serviteur de Dieu... Quant à Svetlana, la fille chérie, elle abandonnera le nom de son père après la mort de celui-ci pour n'utiliser que celui de sa mère, Alliloüeva. Elle demandera l'asile politique aux Etats-Unis en 1967, laissant derrière elle une famille décimée par la terreur et la paranoïa. ■

ANNE DAUBRÉE

L'art mis au pas

Durant la période stalinienne, les artistes furent soumis à une censure impitoyable. Il fallait que leurs œuvres contribuent à célébrer et à bâtir la société communiste. Malgré ce diktat, musiciens, écrivains, peintres ou cinéastes tentèrent de créer des formes esthétiques nouvelles. Retour sur cette évolution majeure, nourrie par l'analyse de Catherine Bertho Lavenir, auteur de *Révolution, le style soviétique* (éd. Macha, 2020).

Fine Art Images/Heritage Images/Getty Images

L'illustrateur Lazar Lissitzky (1890-1941) signa d'immenses affiches, comme ici ce montage de photos et d'articles de presse. On y découvre, de manière spectaculaire, la construction, en 1933, de la cité métallurgique de Magnitogorsk, en Sibérie.

Dans les ballets de Prokofiev, l'élan révolutionnaire avant tout

Au cours des années 1930, l'URSS exigeait un renouveau dans la tradition du ballet, jusqu'ici symbole de la Russie des tsars. De nouvelles œuvres apparurent comme *Roméo et Juliette* (photo ci-dessus), écrit et mis en scène en 1935 par Sergueï Prokofiev (1891-1953). Ce ballet, à la distribution et aux décors monumentaux, devait incarner le mouvement marxiste. Le compositeur, qui regretta l'académisme imposé par Staline dans le milieu de l'opéra, fut dénoncé par le Politburo pour «inadéquation aux besoins de la nation».

V. Malyshev / Sputnik via AFP

The poet Vladimir Mayakovski in his ROSTA studio', Painting, 1941, by Alexander Alexandrovich Deineka / Ullstein Bild / Getty Images

En peinture, le rejet de l'héritage occidental

Les artistes étaient sommés de rechercher la pureté des formes dans leurs œuvres. Parmi eux figure Alexandre Deïneka (1899-1969) qui devint le chef de file de la peinture «réaliste socialiste». Ci-dessus, une de ses œuvres mettant en scène l'illustrateur Maïakovski peignant une affiche de propagande. Kasimir Malevitch (1879-1935) chercha, lui, à dépasser l'art abstrait de Chagall et Kandinsky – deux exilés russes – avec des œuvres privilégiant les formes géométriques, tel *Le Paysan* (1929), ici à droite.

PrintImages/Leemage via AFP

World History Archive / Coll. Christophel / Le Cuirassé Potemkine

Au cinéma, la propagande magnifiée par Eisenstein

Art populaire, le cinéma devint un enjeu majeur pour les autorités. Ainsi, Sergueï Eisenstein (1898-1948) tourna des longs-métrages commandés tels que *Le Cuirassé Potemkine* (1925) – ci-dessus –, *Octobre* (1928) et *Alexandre Nevski* (1938) – à droite – offrant une relecture de l'Histoire conforme aux désirs du Parti. Mais suivre cette ligne politique fut un exercice périlleux pour le réalisateur. Ainsi, *Ivan le terrible*, sorti en 1945, s'attira les foudres de Staline qui voyait dans ce film une critique du pouvoir.

Coll. Christophel / © Mosfilm Alexandre Nevski

Lebrecht/Leemage

La musique de Chostakovitch au service des prolétaires

Le Kremlin refusait que la musique classique soit réservée à une élite. Il fallait, au contraire, qu'elle séduise les classes populaires. Ainsi, Dmitri Chostakovitch (1906-1975), ici en photo, composa-t-il, durant la guerre, *La Symphonie de Leningrad*, en 1942, lors du siège de la ville par les Allemands. Elle fut retransmise en direct par toutes les radios du pays. Le musicien s'attira aussi la bienveillance de Moscou en acceptant des commandes telles que *Le Boulon* (1931), ode symphonique sur le travail en usine.

Photo Re-Public / Leemage via AFP

Le bonheur socialiste exalté par la plume de Gorki

A partir de 1932, le Kremlin mit un terme au romantisme révolutionnaire qui traversait la littérature soviétique avec des romans comme *La Cavalerie rouge* (1926). Pour être publié, les auteurs devaient adhérer à l'Union des écrivains, présidée par le romancier Maxime Gorki (1868-1936), ici en portrait. Un ouvrage approuvé donnait le beau rôle à des héros paysans et ouvriers. Des romans-feuilletons, comme *Et l'acier fut trempé* (1932-1934), fresque prolétarienne signée Nikolaï Ostrovski, connut ainsi un succès retentissant.

Khrapov / Sputnik Via AFP

En architecture, place à la perspective et au gigantisme !

A partir de 1928, Staline mit en place une politique de transformation urbaine. Les grandes villes de l'URSS offraient désormais de larges avenues bordées d'imposants immeubles, les «Stalinki». En Sibérie, les architectes bâtirent des cités ouvrières comme Norilsk (ci-dessus). La statuaire publique, symbole patriotique, s'accommoda, elle aussi, de dimensions gigantesques, à l'instar de *L'Ouvrier et la Kolkhozienne* (à droite), œuvre réalisée en 1937 à Moscou. Un hommage écrasant aux métallurgistes et paysannes du pays.

World History Archive/ Coll. Christophel

L'homme-machine, héros des affiches de Maïakovsky

Dès 1917, les affiches furent utilisées pour transmettre les idéaux révolutionnaires et mobiliser le peuple. Des artistes comme Vladimir Maïakovski (1893-1930), dont on voit ici deux de ses affiches, développa une esthétique dite «constructiviste». L'homme y était représenté comme un outil «capable d'adopter, dans sa vie privée comme au travail, des valeurs telles que le dévouement, le sacrifice pour la nation et la recherche du bonheur dans un cadre collectif», explique l'historienne Catherine Bertho Lavenir.

ТОЛЬКО ПОДПИСЧИКИ КРАСНОГО ПЕРЦА

СМЕЮТСЯ ОТ ВСЕГО СЕРДЦА

Fine Art Images / Heritage Images / Getty Images

MAIS QU'A-T-IL FAIT DE SES CHEFS DE GUERRE ?

Entre 1935 et 1953, Staline nomma trente-huit maréchaux. Ces officiers supérieurs ont marqué l'histoire de l'Etat soviétique. Si tous ont connu la gloire militaire, plusieurs ont été ensuite désavoués. Destins résumés de huit d'entre eux.

PAR VALÉRIE KUBIAK

akg-images / RIA Novosti

Gueorgui JOUKOV
LA CONFIANCE, JUSQU'AU BOUT

Carrière militaire Après ses premiers galons de sous-officier dans l'armée tsariste, ce fils de paysan né en 1896 au sud-ouest de Moscou, rejoignit l'Armée rouge dès la fin de la Première Guerre mondiale. Il gravit les échelons jusqu'au grade de chef de l'état-major, en janvier 1941. «Joukov n'a jamais hésité à réprimer ses hommes», explique Jean Lopez, auteur d'une biographie sur lui (éd. Perrin, 2019). En 1952, il portait un uniforme décoré de 56 médailles, «pesant 5 kilos», ajoute l'historien ! Les cinq premières furent pour la défense de Leningrad (1941), la protection de Moscou (1942), le siège de Stalingrad (1943), la prise de Varsovie (1944) et la chute de Berlin (1945). Il fut le seul militaire nommé maréchal lors de la victoire de Stalingrad.

Relations avec Staline Lui accordant une entière confiance, Staline en fit son adjoint, même si Joukov ne se gênait pas pour le contredire... dans d'étroites limites bien sûr. Après la mort du tyran, le maréchal exposa ses crimes sans complaisance et obtint la réhabilitation de tous les chefs de l'Armée rouge victimes des purges militaires de 1937-1938. «Il était lucide sur la personnalité de Staline», note Jean Lopez.

Dernières années Après 1953, date de la mort de Staline, Joukov devint ministre de la Défense sous l'ère Khrouchtchev pendant quatre ans, puis se retira de la vie politique. Réfugié dans sa datcha à Sosnoka, à 1 000 kilomètres à l'est de Moscou, il y décéda en 1974. Pour les Soviétiques et pour les Russes d'aujourd'hui, il est à jamais l'homme qui a vaincu Hitler.

«NOUS FERONS TOUT CE QUE NOUS POUVONS POUR ASSURER LA PAIX... MAIS SI LA GUERRE NOUS EST IMPOSÉE, NOUS SERONS ENSEMBLE CÔTE À CÔTE, COMME LORS DE LA DERNIÈRE GUERRE, POUR LUTTER POUR LE BONHEUR DE L'HUMANITÉ.»

Joukov s'adressant à Nikita Khrouchtchev en juin 1957.

Kliment VOROCHILOV
UNE LONGUE CARRIÈRE

Carrière militaire Avant la révolution russe, cet Ukrainien né en 1881 à Dniepopetrovsk, s'engagea dès 1903 dans une faction bolchévique où il fit la connaissance de Staline. Prolétaire – il était serrurier-monteur –, il se vanta toujours d'avoir régné durant quinze ans, de 1926 à 1941, sur l'Armée rouge sans aucune formation militaire. Il fut le premier à obtenir le titre de maréchal, en 1935. Une promotion accordée pour son amitié et sa fidélité politique et non pour ses faits d'armes. Figure incontournable, son portrait était omniprésent dans les casernes du pays.
Relations avec Staline Les deux hommes étaient inséparables. Ils se tutoyaient et Staline l'appelait par le diminutif «Klim». De son côté, Vorochilov enracina le culte du Vojd au sein de l'armée.
Dernières années Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut incapable de diriger ses troupes. Remplacé par Joukov, Staline ne lui confia plus que des missions mineures durant le conflit. Après la mort du guide, il fut celui qui eut la plus longue carrière post-stalinienne en devenant président du Soviet suprême sous Khrouchtchev, puis sous Brejnev, avant de mourir en 1969.

Grigori KOULIK
ACCUSÉ D'IVROGNERIE...

Carrière militaire «On ignore les débuts militaires de cet Ukrainien, né en 1890», écrit Jean Lopez dans *Les maréchaux de Staline* (éd. Perrin, 2021). Propulsé dans l'Armée rouge grâce à Vorochilov, il fut en charge de l'artillerie à partir de 1924. Elevé maréchal en 1940 grâce à l'efficacité de son artillerie contre le Japon en Mongolie (1939) puis en Finlande (1940), Koulik s'opposa à une mise en œuvre de nouveaux canons antichars sur le front de l'Ouest, qu'il jugeait inefficaces. Une décision qui coûta la vie à des milliers de soldats et la reddition de Kertch, en Crimée, en 1942.
Relations avec Staline Son refus d'obéir aux ordres de Moscou lui valut le courroux du maître du Kremlin. Staline l'accusa de défaitisme et d'ivrognerie. «En restant droit dans ses bottes et en revendiquant sa liberté de jugement, il se condamna», analyse l'historien Jean Lopez.
Dernières années Démis de son titre de maréchal puis expulsé du Parti en 1945, il fut accusé, un an plus tard, d'avoir critiqué Staline. Sa condamnation à mort, le 24 août 1950, acheva une descente aux enfers commencée huit ans plus tôt à Kertch. Il fut réhabilité en janvier 1957.

Kirill MERETSKOV
REJET, PUIS RÉDEMPTION

Carrière militaire Né en 1897 à Riazan, près de Moscou, «il est devenu militaire sans en avoir le goût», dixit Jean Lopez. Son tempérament de fer lui permit d'obtenir le grade de chef de l'état-major en 1937. Mais son agressivité découragea ses supérieurs et subordonnés, l'isolant ainsi dangereusement. Devenu maréchal durant la Seconde Guerre mondiale, il combattit en Finlande (1939), lors du siège de Leningrad (1941) puis en Mandchourie (1945). Mais l'officier, détesté par ses frères d'armes, fut victime d'un complot. Emprisonné, humilié puis torturé en 1941 par le NKVD, la police politique, il demeura marqué par cette épreuve.
Relations avec Staline Elles étaient complexes. Après son arrestation, Meretskov fut libéré sur ordre du leader communiste qui croyait en sa rédemption. «Jusqu'à la mort du guide, cet officier supérieur a dit amen à toutes ses exigences et en rajoutera même», conclut Jean Lopez.
Dernières années Après l'ère du stalinisme, il devint inspecteur au ministère de la Défense jusqu'en 1964. Décédé le 30 décembre 1968, il a donné son nom à une école militaire située à Blagovechtchensk, en Extrême-Orient.

Vasily BLYUKHER
VICTIME DES PURGES

Carrière militaire Cet ouvrier, né en 1889, connut les geôles tsaristes avant de conquérir l'Oural au nom des Rouges. «De tous les maréchaux, il est celui qui a le plus combattu avant la Seconde Guerre», note Jean Lopez. Sa gloire militaire fut considérable. Envoyé en Sibérie en 1920, il ne quitta plus cette région où s'affrontaient Russes, Chinois et Japonais. Conseiller du communiste chinois Tchang Kaï-chek, il fut décoré maréchal en 1935. Pour Joukov, il était un «merveilleux bolchevik».
Relations avec Staline L'autonomie dont disposait Blyukher en Sibérie inquiéta le dictateur. Populaire auprès de la classe paysanne et de ses hommes, le «Sibérien» s'octroyait tous les droits, comme des abonnements aux journaux occidentaux...
Dernières années Accusé de mener «une vie dissolue», de sympathiser avec les Japonais qu'il combattait depuis 1931 sur les frontières du Mandchoukouo, et de vouloir former un Etat sibérien indépendant, il fut victime des purges. Arrêté en 1938, Vasily Blyukher succomba sous la torture. «Il est le symbole de ces hauts fonctionnaires broyés par une épuration qu'ils avaient mis en place avec tant de zèle», résume Jean Lopez.

«JE PENSE QU'UN RÉGIME CONSTITUTIONNEL SIGNIFIERAIT LA FIN DE LA RUSSIE. NOUS AVONS BESOIN D'UN DESPOTE !»

Toukhatchevski sur la révolution russe, février 1917.

Mikhaïl TOUKHATCHEVSKI
FUSILLÉ, LE FIN STRATÈGE

Carrière militaire Il était le plus cultivé des chefs issus de la révolution bolchévique. Cet aristocrate, né en 1893 dans une famille noble de la province de Smolensk, intégra l'armée en 1914 pour défendre sa patrie. Après la Grande Guerre, où il fut prisonnier de 1915 à 1917, il entra au parti bolchévique. Staline lui confia alors le commandement de la Ire armée où il cumula les victoires lors de la révolution russe. Il y développa un schéma tactique qui servit, plus tard, de modèle contre la Wehrmacht : la «bataille en profondeur», consistant à percer le front ennemi avec des unités mobiles.
Relations avec Staline Un temps écarté de Moscou à cause de son arrogance, Toukhatchevski fut rappelé en 1930 par le Vojd pour créer un état-major puissant, élaborer un plan d'attaque contre la Pologne, et industrialiser davantage l'armée. Le chef d'Etat communiste admirait ses talents, le nommant ainsi maréchal en 1935.
Dernières années En mai 1937, au plus fort des purges, le maréchal et sept commandants furent accusés de conspiration trotskyste et d'espionnage au profit de l'Allemagne. Après une parodie de procès, tous les accusés furent fusillés.

Constantin ROKOSSOVSKI
PLACÉ DERRIÈRE JOUKOV

Carrière militaire Les historiens russes aiment opposer le doux Rokossovski à l'impitoyable Joukov. Ce polonais, né à Varsovie en 1894, rejoignit l'Armée rouge en 1917 en mentant sur ses origines. Envoyé en Extrême-Orient, il fut accusé, lors des purges de 1937, d'espionnage à la solde des Japonais. Lavé de tout soupçon, il se retrouva sur le front de l'Ouest, en 1940, aux côtés de Joukov, dont il n'appréciait guère la rudesse. Remarquable entraîneur d'hommes, le Polonais connut des victoires à Koursk et sur le Dniepr (1943), en Biélorussie (1944) et sur la Baltique (1945). «Ce Polonais aurait dû prendre Berlin, mais Staline voulait la réserver au Russe Joukov», précise Jean Lopez. **Relations avec Staline** Elles étaient cordiales. Fait maréchal en 1944, Rokossovski rencontra plusieurs fois le guide qui lui décerna à chaque fois un titre honorifique, comme celui de «Héros de l'Union soviétique». Mais toujours après Joukov. **Dernières années** Stalinien convaincu (il fut le seul à pleurer la mort du Vojd), on lui confia le ministère de la Défense en Pologne. Vu comme un occupant soviétique, il fut détesté de ses compatriotes jusqu'à sa mort, le 3 août 1968.

Rodion MALINOVSKI
IL A DURÉ JUSQU'À BREJNEV

Carrière militaire Né en 1898 à Odessa, il s'engagea, lors de la Grande Guerre, dans un régiment russe combattant en France. Il reçut la Croix de guerre mais elle n'avait aucune valeur dans l'Armée rouge qu'il intégra en 1920 comme simple soldat. Il gravit les échelons un a à un jusqu'à obtenir le grade de colonel en 1935. Un an plus tard, il fut envoyé comme conseiller en Espagne, en pleine guerre civile. A son retour, celui qui se faisait appeler «el coronel Malino» devint l'un des chefs d'état-major lors de l'opération Barbarossa, en 1941. Présent notamment sur le Donbass et sur les bords de la mer Noire, il parvint à libérer Budapest en 1944. **Relations avec Staline** Après une dernière victoire en Mandchourie en 1945, le dictateur le nomma maréchal et le proclama «libérateur de Budapest». Mais le trop discret maréchal n'eut jamais les faveurs du «petit père des peuples». **Dernières années** «Avec Vorochilov, il est le seul à avoir fait une longue carrière politique post-stalinienne, sous Khrouchtchev puis Brejnev», souligne Jean Lopez. Dans les années 1960, il modernisa l'armée en travaillant sur son programme balistique, jusqu'à sa mort, le 31 mars 1967.

COMMENT STALINE A ÉTOUFFÉ LA SHOAH

L'ÉDIFIANTE HISTOIRE DU «LIVRE NOIR»

Mille pages et 118 articles d'horreur à l'état brut : ce fut le premier ouvrage d'importance sur le génocide nazi. Un livre qui fut d'abord soutenu par Staline. Puis, soudain, au sortir de la guerre, interdit. Au moment où le vainqueur du nazisme devint à son tour persécuteur des Juifs...

Malgré l'interdiction de publication, des épreuves datant de 1947 seront conservées par une amie de Vassili Grossman, l'un des trois auteurs. Le *Livre noir* ne sera édité en Russie qu'en 2010.

«Mon tour arriva. Nu, je m'approchai de la fosse et entendis les cris de ceux qui étaient encore vivants. Le coup retentit. Je crus que j'étais mort. Probablement, j'étais tombé une seconde avant que la balle partît, si bien qu'elle ne m'avait pas touché. [...] Je sentis le poids d'un corps agonisant et du sang sur mes lèvres. A cet instant, je perdis connaissance. Lorsque je revins à moi, le soleil était déjà haut dans le ciel. Je le voyais à travers le sang qui me voilait les yeux. Les tirs s'étaient arrêtés. Un souffle de vent me rafraîchit. Soudain, j'entendis le crépitement d'une mitrailleuse. Les gardiens mitraillaient la fosse, à tout hasard.»

Récit de Motl Gdoud, rescapé des massacres perpétrés par les nazis à Ponary (août 1941), site d'extermination des Juifs de Vilnius.

En temps normal, surtout les jours de victoire, les tribunes du Polo Ground vibraient d'une ambiance joyeuse. Mais en ce 8 juillet 1943, les 50 000 spectateurs réunis dans ce stade du nord de Manhattan, fief des équipes de baseball et de foot américain des Giants de New York, n'ont pas le cœur à la fête. Elles sont venues écouter le discours de Solomon Mikhoels (1890-1948), célèbre acteur et directeur de théâtre russe, et par ailleurs juif, comme la plupart du public présent. En plein conflit mondial, Mikhoels a traversé l'Atlantique pour raconter les atrocités commises dans son pays, l'URSS, par les forces allemandes : les massacres de Juifs d'Ukraine, de Biélorussie ou des pays Baltes, fusillés, brûlés, gazés par les nazis au fil de leur avancée en territoire soviétique. Outre ses activités théâtrales, Mikhoels est aussi président du Comité antifasciste juif, un organe créé en 1942 pour mobiliser la diaspora juive aux côtés de l'URSS dans la guerre de cette dernière contre Hitler. «Comment pouvez-vous rester indifférents devant l'extermination de vos frères ? La victoire ne viendra pas seule, le peuple juif doit se dresser contre le fascisme», harangue en yiddish l'acteur, connu pour son interprétation du *Roi Lear* de Shakespeare, à la tribune du Polo Ground.

Au cours de cette tournée de plusieurs mois en Amérique, qui l'amène jusqu'au Mexique et au Canada, Solomon Mikhoels parvient à récolter 30 millions de dollars pour l'effort de guerre soviétique. Il rentre aussi au pays avec une idée, lancée par le scientifique Albert Einstein, présent ce jour-là au Polo Ground : rassembler dans un *Livre noir* les témoignages de ces crimes afin de les rendre publics et disposer de preuves pour juger leurs auteurs. En URSS, l'idée séduit dans les cercles intellectuels juifs, et jusqu'au Kremlin. Staline y voit une arme supplémentaire dans sa lutte contre l'Allemagne de Hitler et approuve le projet. Ce *Livre noir*, rédigé dans les années suivantes, compilera 1 000 pages et 118 articles d'horreur à l'état brut, de l'invraisemblable cruauté des fusillades massives, la «Shoah par balles», jusqu'aux usines de la mort d'Auschwitz et de Treblinka. Il sera le premier ouvrage d'importance sur le génocide... mais ne sortira pas des presses de l'imprimeur. Après-guerre, certaines des vérités qu'il contient, mais aussi les revirements politiques de Staline, le rendront indésirable. Une disgrâce qui coûtera cher à ses auteurs et inaugurera l'un des faits majeurs du stalinisme finissant : son virage antisémite. Ou comment le vainqueur du nazisme devint à son tour persécuteur des Juifs...

LES AUTEURS DU *LIVRE NOIR*

ILYA EHRENBOURG
Journaliste, il joua un rôle de propagandiste et échappera aux purges.

SOLOMON MIKHOELS
Cet acteur présida le Comité antifasciste juif en 1942. Il sera tué six ans plus tard.

VASSILI GROSSMAN
Héros de la bataille de Stalingrad, l'écrivain prendra ses distances avec le régime.

Pour comprendre l'histoire du *Livre noir*, il faut remonter deux ans avant le meeting du Polo Ground, le 22 juin 1941, lorsque Hitler brise le pacte germano-soviétique et lance l'invasion de l'URSS. Alors que l'armée du Reich avance à une vitesse fulgurante en direction de Moscou, à l'arrière du front, des troupes mobiles spéciales composées de SS et de policiers se livrent à des tueries massives de civils «judéo-bolchévique», c'est-à-dire surtout de Juifs, mais aussi de Tsiganes, de communistes... Ces massacres à ciel ouvert, commis à la chaîne devant des fosses communes – comme à Kiev où plus de 33 000 Juifs furent exécutés en deux jours dans le ravin de Babi Yar – font 500 000 victimes juives sur le territoire de l'URSS rien que durant l'année 1941. Il s'agit des prémices de la Solution finale, appliquée à partir de l'année suivante.

Dès août 1941, un meeting radiodiffusé vise à alerter les Juifs sur les massacres

Bien vite, ces atrocités remontent aux oreilles d'intellectuels juifs, comme les écrivains et journalistes Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman (futur auteur de *Vie et Destin*), tous deux engagés comme correspondants de guerre pour *L'Etoile rouge*, le journal de l'armée russe. Grossman, jeune et fervent patriote soviétique, tremble notamment pour sa mère installée à Berditchev, en Ukraine, dont l'importante communauté juive est liquidée à l'automne. Dès le mois d'août 1941, un meeting radiodiffusé est organisé à Moscou pour lancer un appel aux Juifs du monde entier : «Il n'y a pas d'océan derrière lequel se cacher. Ecoutez le bruit des ●●●

«Et voici les tranchées. La procédure d'homicide se déroule avec toute l'application et la précision qui caractérisent les Allemands. Les Allemands et les Roumains, tels des chirurgiens, enfilent des blouses blanches et des gants. Les condamnés sont placés devant les tranchées après avoir été déshabillés. Ils sont debout devant leurs assassins, tremblants, nus, et ils attendent la mort. Pour les enfants, on ne gaspille pas de plomb. On leur brise la tête sur des poteaux ou des troncs d'arbre, on les jette vivants dans le feu. Les mères ne sont pas tuées tout de suite : on attend d'abord que leurs pauvres cœurs se vident de leur sang à la vue du massacre de leurs petits.»

Témoignage sur les massacres organisés par les SS dans la région d'Odessa, en Ukraine, en octobre 1941.

●●● armes autour de Gomel [en Biélorussie]. Ecoutez les cris des femmes russes juives martyrisées à Berditchev. Ne vous bouchez pas les oreilles. Ne fermez pas les yeux. Juifs, les monstres nous visent...» implore Ilya Ehrenbourg au micro (traduction issue du documentaire *Vie et destin du Livre noir, la destruction des Juifs d'URSS*, de Guillaume Ribot, 2019).

Le meeting a bien sûr été approuvé en haut lieu, et les discours visés par la propagande du Comité central du Parti. Dès 1941, alors que l'Armée rouge recule de jour en jour, Staline voit l'intérêt d'utiliser les crimes allemands pour gagner un soutien international dans sa lutte contre Hitler. C'est pour la même raison que le «petit père des peuples» retient la proposition de créer un Comité antifasciste juif, qui mobiliserait les Juifs d'URSS et permettrait de s'adresser à leurs coreligionnaires de l'Ouest. Il voit le jour officiellement en avril 1942. Dans ses rangs, on retrouve les personnalités juives les plus éminentes du pays, toutes proches du régime. Des artistes, des écrivains comme Ilya Ehrenbourg (1891-1967) et Vassili Grossman (1905-1964), des cinéastes comme Sergueï Eisenstein, des militaires, ou des politiques comme Salomon Lozovski, vice-secrétaire général du Sovinformburo, l'agence de presse officielle de l'URSS. Le Comité antifasciste juif se dote aussi d'un journal en yiddish, *Eynikeyt* (*L'Unité*), où sont publiés des récits d'exactions, des appels à témoignage, à la mobilisation ou à l'envoi de fonds pour l'effort de guerre...

Cette photo fut retrouvée dans les papiers d'un soldat allemand. Elle montre un massacre de Juifs organisé par un commando SS, à Vinnytsia (Ukraine), en septembre 1941.

World History Archive / ABACA

Staline espère que les Juifs américains feront pression sur leur gouvernement

A la fois porte-parole de son peuple martyrisé et instrument de la stratégie stalinienne, Solomon Mikhoels, le président du Comité, part en 1943 pour sa tournée nord-américaine, accompagné du poète Itzik Feffer (1900-1952), par ailleurs informateur pour le NKVD, la police politique. Les Juifs des Etats-Unis ont promis une «aide financière considérable» et Staline espère surtout qu'ils feront pression sur leur gouvernement pour l'ouverture d'un front contre l'Allemagne en Europe de l'Ouest. Dans la foulée, le dictateur approuve donc l'idée du *Livre noir*.

Sa réalisation est confiée à Ilya Ehrenbourg, natif de Kiev, qui vécut longtemps à Paris et qui demeure très engagé dans la propagande soviétique antinazie. Avec lui, il embarque Vassili Grossman dont il admire le travail. Les deux hommes animent une commission de près de quarante auteurs. Leur travail consiste à collecter, sélectionner et mettre en forme les témoignages sur la Shoah en URSS : journaux intimes, notes, lettres transmises par des proches des disparus, récits de rescapés et de témoins des exactions... S'y ajouteront des documents fournis par la Commission extraordinaire de l'Etat soviétique, chargée de l'enquête officielle sur les crimes nazis. Ces témoignages, après d'âpres débats internes, seront publiés dans une version brute pour certains, ou intégrés dans des récits littéraires pour d'autres. Rapidement, la commission du *Livre noir* croule sous les témoi-

L'antisémitisme était omniprésent en Europe de l'Est, et les autorités nazies pouvaient souvent compter sur la collaboration des habitants, comme ce Lithuanien en uniforme, en juillet 1941.

gnages. Un certain nombre est aussi recueilli sur le terrain par les auteurs du livre. Car le temps presse. Les Allemands, qui battent en retraite après leur défaite à Stalingrad en février 1943, tentent d'effacer sur leur passage les traces de leurs crimes, déterrant les cadavres et les incinérant à la hâte. C'est par exemple le cas à la fin de l'été 1943 à Babi Yar, comme le relate l'article d'ouverture du *Livre noir*, rédigé à partir de documents et de récits d'habitants de Kiev : «Les Allemands obligèrent les détenus à brûler les dépouilles. On mettait 2 000 cadavres sur des tas de bois, puis on les arrosait de pétrole. Des feux gigantesques brûlaient jour et nuit.»

Vassili Grossman, lui, suit l'Armée rouge en Ukraine, découvrant l'ampleur du massacre, et perdant à Berditchev tout espoir de retrouver sa mère. Avec Ilya Ehrenbourg, il se rend ensuite à Minsk, où les deux hommes recueillent des témoignages insoutenables sur la liquidation du ghetto de la ville à l'aide de camions à gaz. Il passe ensuite en Pologne et entre, en septembre 1944, à Treblinka. Ce camp d'extermination, où 700 000 à 900 000 déportés sont morts dans les chambres à gaz, a lui aussi été «camouflé» par les Allemands. Grossman en livre, sur la base de témoignages, une description détaillée d'une usine de la mort nazie. Il y évoque «la terre vacillante et sans fond de Treblinka», qui «régurgite des os broyés, des dents, des objets, des papiers, [qui] ne veut pas garder ses secrets.»

A la fin de la guerre, le travail est assez avancé pour être transmis au procureur soviétique du procès de Nuremberg. Il est aussi envoyé à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, où des fragments du *Livre noir* sont publiés dès 1946. Mais en URSS, l'ouvrage va se heurter à la réalité de la politique stalinienne. Autorisé en pleine guerre pour des raisons conjoncturelles, il est désormais malvenu. Les auteurs et membres du Comité antifasciste juif le pressentent dès 1944. Alors que Solomon Mikhoels demande aux autorités une publication en urgence, la réponse est déconcertante : «Faites ce livre, et s'il est bon, il sera publié.» Comprendre : s'il peut encore servir les intérêts du régime...

En 1947, le manuscrit, prêt à être imprimé, est interdit de publication

Dans les années suivantes, la position du Kremlin va peu à peu se durcir. En 1945, le *Livre noir sur l'extermination scélérate des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945* (son nom complet) est examiné par la censure, qui demande des modifications. En 1946, Mikhoels, Feffer, Grossman et Ehrenbourg adressent à Andreï Jdanov, l'homme qui a la main au Politburo sur l'idéologie et la culture, «une prière ardente afin qu'il aide à la parution rapide» du *Livre noir*. En février 1947, la propagande estime finalement que celle-ci n'est «pas souhaitable». A la fin de l'année, elle est définitivement annulée. Le manuscrit, les premières épreuves, jusqu'au châssis d'impression, tout est confisqué. Staline veut effacer les traces du *Livre noir*.

Comment expliquer cette censure ? Certains récits, d'abord, sont dérangeants. Ils relatent la collaboration active d'acteurs locaux aux crimes contre les Juifs. «Dans les récits présentés, on s'étend de façon excessive sur les actes ignobles perpétrés par les traîtres ukrainiens, lituaniens et autres», souligne le comité de censure. Or, affirmer que des citoyens soviétiques s'en sont pris à d'autres, aux ●●●

«Une tranchée circulaire fut creusée, où brûlaient les cadavres sur un fond garni de grilles. Des petits bancs bordaient ce cratère, comme des tribunes autour d'un stade [...]. Les prisonniers assignés aux travaux de crémation ne supportaient plus leurs horribles souffrances morales et corporelles. Il y avait tous les jours de quinze à vingt suicides. Beaucoup allaient au-devant de la mort en dérogeant sciemment au régime disciplinaire. "Prendre une balle était un luxe", m'a dit un boulanger de Kussow, évadé du camp. On disait qu'être condamné à vivre à Treblinka était bien plus terrible qu'y être condamné à mourir.»

Témoignage d'un déporté du camp de concentration de Treblinka, en Pologne.

Dirigé par Mikhoels (debout, au centre), le Comité antifasciste juif rassemblait des intellectuels afin d'organiser le soutien du monde occidental. En 1952, Staline éliminera ses dirigeants.

●●● côtés de l'ennemi nazi, est inconcevable, même si c'est une réalité. Ensuite, c'est le principe même du livre qui pose problème : il se concentre sur le sort des Juifs, là où l'histoire officielle insiste sur la souffrance partagée par tout le peuple d'URSS. Dans le contexte de l'après-guerre, marqué par un virage nationaliste dur, sur fond de début de guerre froide, toute esquisse d'un nationalisme autre que soviétique, en l'occurrence juif, est suspecte. Du point de vue russe, les crimes nazis ne visent pas les Juifs, mais des «citoyens soviétiques pacifiques».

Enfin, le Comité antifasciste juif est lui-même dans le viseur du Kremlin. Au fil de la guerre, il a outrepassé son rôle, aux yeux des autorités. D'outil de propagande, il s'est mué en défenseur des Juifs soviétiques, recevant leurs plaintes, dénonçant l'antisémitisme interne au pays, proposant même la création d'une république israélite en Crimée, explique l'historien Jean-Jacques Marie dans *L'Antisémitisme en Russie, de Catherine II à Poutine* (éd. Tallandier, 2009). «En se faisant le porte-parole des Juifs confrontés à des discriminations et vexations, le Comité tend à se transformer en instance représentative des 2 millions de Juifs soviétiques [...], écrit-il. Alors que la masse a rompu les amarres avec le judaïsme, il tend ainsi à reconstituer une conscience juive, certes laïque, mais qui contrecarre la politique officielle de russification.» Dans le totalitarisme stalinien d'après-guerre, il n'y a pas de place pour un tel organe. En 1946, alors que ses membres espèrent encore la publication du *Livre noir*, le couperet tombe : une note à Staline préconise la «liquidation» du Comité antifasciste juif.

Au début des années 1950, une vague de persécutions s'abat sur les Juifs d'URSS

Le 13 janvier 1948 au petit matin, le corps de Solomon Mikhoels est retrouvé dans une rue de Minsk. Officiellement victime d'un accident de voiture, en réalité assassiné par balles par la police de Staline. A la fin de la même année, le dictateur demande la dissolution du Comité «car les faits démontrent [qu'il] est un centre de propagande antisoviétique et fournit des informations antisoviétiques aux organismes de renseignement étrangers». Ses liens avec les Etats-Unis, noués lors du voyage de 1943, deviennent des éléments à charge. Dans les semaines suivantes, une quinzaine de ses dirigeants sont secrètement arrêtés. Ils croupiront dans les geôles de la Loubianka, le siège du NKVD, jusqu'en 1952. Ils seront alors jugés pour nationalisme et espionnage au cours d'un procès secret, puis quasiment tous fusillés lors de la «Nuit des poètes assassinés». Ehrenbourg et Grossman, eux, vivent dans la peur, mais sont relativement épargnés par la purge. Le sort du Comité n'est qu'un des épisodes de la vague de persécution antisémite qui s'abat sur les Juifs d'URSS, d'abord tempérée lors du soutien de Staline à la création d'Israël en 1948 pour s'opposer aux positions britanniques dans la région, puis débridée jusqu'à sa mort en 1953.

Partout, les Juifs sont chassés, limogés, victimes de dénonciations sans fondements : dans le monde artistique où les centres culturels et les théâtres juifs sont fermés, dans les universités, les journaux, les usines... Plus de 450 intellectuels et artistes juifs disparaissent dans le pays. La campagne se conclut par ●●●

«A midi, on amena sur la place du Jubilé ceux qui se trouvaient dans l'enceinte du ghetto. On installa sur la place d'énormes tables décorées comme pour une fête, chargées de victuailles et de vins, où s'installèrent les organisateurs du massacre. Au centre était assis le chef du ghetto, Richter, décoré par Hitler de la croix de fer. [...] De toutes parts arrivèrent sur la place les camions de la mort [à gaz] [...] La foule affolée se rua de tous côtés, cherchant à échapper à une mort horrible. C'était la confusion totale, les gens ne savaient plus où aller [...]. Les fascistes, qui avaient déjà encerclé la place, ouvrirent un feu nourri sur la foule sans défense.»

Récit du pogrom organisé par les nazis dans le ghetto de Minsk (Biélorussie), fin juillet 1942, par Lilia Samoïlovna Gleizer.

●●● le «complot des blouses blanches». En janvier 1943, des médecins, en majorité juifs, sont accusés d'avoir assassiné, sur ordre des services américains, Andreï Jdanov et Alexandre Chtcherbakov, deux hauts dirigeants soviétiques. Des arrestations massives s'ensuivent, dont celle du médecin personnel de Staline !

Pourquoi cet acharnement ? L'antisémitisme est certes présent dans la classe dirigeante et dans la population de l'URSS. Mais la campagne de Staline contre les Juifs obéit davantage à des motifs de politique interne, dans un climat d'ultranationalisme et de reprise en main de la société russe. Les Juifs, incarnations du «cosmopolitisme» dénoncé par Staline, suspectés de saper la cohésion nationale et de comploter avec l'ennemi américain, sont une cible idéale. L'un des déclencheurs de la campagne est d'ailleurs la visite à l'automne 1948 à la synagogue de Moscou de Golda Meir, première ambassadrice d'Israël en URSS, acclamée par une foule enthousiaste aux cris de «Le peuple juif vivra !» La chasse aux Juifs s'inscrit aussi dans une logique de purge du régime, en écho à celles des années 1930. «Le Kremlin fait jouer aux Juifs le rôle attribué dix ans plus tôt aux "saboteurs trotskistes", accusés de tous les ratés de la construction du "socialisme dans un seul pays"», écrit Jean-Jacques Marie, qui remet par ailleurs en cause le projet parfois prêté à Staline d'une Solution finale à la soviétique, avec déportation et élimination des Juifs du pays. La mort du dictateur en mars 1953 met fin à l'épuration. Mais l'Etat maintient longtemps une chape de plomb sur la mémoire de la Shoah en URSS. Ilya Ehrenbourg échouera encore dans les années 1960 à faire publier le *Livre noir*. Ce n'est qu'après la chute du régime communiste, en 1993, que l'édition intégrale en russe pourra enfin paraître en Lituanie, grâce à des versions conservées par le KGB et par la fille d'Ilya Ehrenbourg. Pour la Russie, il faudra attendre 2010. Soit près de soixante-dix ans après sa rédaction. ■

VOLKER SAUX

Hitler et Staline : même combat ? Aux Etats-Unis, on manifeste en janvier 1953 contre la persécution des Juifs en URSS et le «procès des blouses blanches».

Roger-Viollet

Les communistes français furent aussi les artisans du culte de la personnalité… Situé au 44, rue Le Peletier, à Paris, le siège du PCF se drape de noir à la mort de Staline en 1953.

PCF

SOUS LA TUTELLE DE MOSCOU

A partir des années 1920, le Parti communiste français et ses dirigeants, de Maurice Thorez à Jacques Duclos, ont été aux ordres de l'URSS, appliquant avec zèle les consignes du «petit père des peuples». Cette formation politique suivra toutes les volte-face de Moscou et niera longtemps les crimes perpétrés par les Soviétiques… Histoire d'une soumission aveugle.

La révolution internationale aura-t-elle lieu ? Entre 1919 et 1921, les pays de l'Europe entière se dotent de partis communistes. Dans cette galaxie de sections de la IIIe Internationale naissante, le PC français tient une place à part. La France est non seulement l'une des citadelles du capitalisme mais également l'un des principaux empires coloniaux. Elle est aussi la nation qui, après avoir propagé les idéaux de 1789 partout dans le monde, a connu, en moins d'un siècle, davantage de révolutions que l'ensemble des peuples réunis. Suffisamment pour fasciner Marx et Engels, selon qui Graccus Babeuf, célèbre tribun sous le Directoire, fut le premier communiste de l'Histoire. Pour Lénine et Staline, qui l'un comme l'autre ont vu dans la Commune de 1871 un modèle d'insurrection prolétarienne, la France demeure une référence, voire un terreau susceptible de faire éclore l'une des futures républiques des soviets.

Les ambitions françaises du Kremlin s'accentuent à la mort de Lénine en 1924, lorsque Staline reprend en main les rênes de l'URSS et s'emploie à écarter ses anciens rivaux, en premier lieu Trotski. Ce dernier reste pourtant très populaire en Europe et notamment parmi les communistes français. Afin d'étouffer toute velléité de dissidence, l'Internationale communiste (IC) envoie clandestinement à Paris ses émissaires, Dimitri Manouilski et Abraham Gouralski, chargés de mener à bien la bolchevisation du PCF. Dès lors, les opposants à la ligne stalinienne sont écartés tandis qu'un appareil bureaucratique enserre la formation. A Moscou comme à Paris, «le centralisme démocratique» devient la règle. Jusqu'à son arrestation par la police en 1925, Gouralski est le vrai patron du PCF, qui dans l'ombre rend compte à Staline des réunions du Comité central et du Bureau politique. Il sera aussi celui qui convertira avec succès Maurice Thorez au stalinisme. Devenu secrétaire en 1926, ce dernier appliquera à la lettre les consignes venues de Moscou.

L'énigmatique Eugen Fried (1900-1943) fut, à partir de 1931, le représentant permanent de l'Internationale communiste à Paris et le véritable chef du Parti communiste français.

Le culte de la personnalité dépasse dorénavant les frontières, et le PCF en sera le principal artisan en France, notamment lorsque, le 24 décembre 1929, *l'Humanité* célèbre à sa une le 50e anniversaire du maître du Kremlin. Mais cela ne suffit pas encore pour Moscou, qui estime que le parti français n'est pas encore à la hauteur. «Ce qui manque au PCF, c'est moins un travail pratique de la direction et de l'actif du parti qu'une capacité de direction politique d'ensemble. Ce défaut n'est pas épisodique, il vient de la formation même de la direction du PCF», juge très sévèrement, fin octobre 1930, la commission politique du Komintern (l'Internationale communiste), citée par Stéphane Courtois dans *Histoire du PCF* (éd. PUF, 2000). Preuve de l'importance que revêt la France, l'IC dépêche alors à Paris l'un des membres du secrétariat particulier de Staline, un certain Eugen Fried, qui débarque au début de l'année 1931. La mission de ce Tchèque dissimulé sous le pseudonyme de Clément ? «Conseiller» Maurice Thorez. En ●●●

«J'AI L'ÂME D'UN CITOYEN SOVIÉTIQUE», DÉCLARE THOREZ À STALINE, EN 1947

Secrétaire général du parti, Maurice Thorez prononce ici un discours lors d'une réunion du Front Populaire au Vélodrome d'Hiver, à Paris, en juin 1936.

••• clair, l'installer solidement à la tête du PCF, et opérer un «grand ménage» en interne. Les derniers opposants à la stalinisation sont exclus. Finie la direction collégiale des débuts et les aspirations démocratiques. Le parti est entièrement aux mains d'un chef, Maurice Thorez, ou plutôt d'Eugen Fried, l'œil de Staline. Afin de contrôler et de gérer au mieux l'organisation, «Clément» met en place la section des cadres. Chaque candidat doit répondre à un questionnaire inquisitorial et livrer les moindres éléments de son passé. «C'est un pacte d'engagement, un acte d'allégeance quasi personnel à Staline et à l'URSS», décrypte Stéphane Courtois.

A partir de là, la ligne du PCF va tourner comme une girouette en fonction du vent qui souffle depuis Moscou. Jusqu'en 1934, Thorez pilonnait sans relâche les socialistes, appliquant à la lettre la ligne définie par Staline, hostile à tout accord avec des formations non communistes. Mais en grand secret, la France et l'URSS négocient alors un accord d'assistance mutuelle contre l'Allemagne nazie, sans que Thorez ni Fried ne soient dans la confidence. En mai 1934, Thorez est convoqué à Moscou. Le secrétaire général de l'IC Georges Dimitrov se charge de lui expliquer la nouvelle stratégie de Staline, désormais antifasciste... et unitaire. A son retour, Thorez multiplie les déclarations fracassantes : «Nous ne voulons pas que le fascisme passe en France... Nous voulons l'unité d'action... Nous aimons notre pays.» Le 27 juillet 1934, le PCF et la SFIO concluent une alliance.

L'accord franco-soviétique est officiellement scellé début mai 1935. Le PCF couvre alors le pays d'affiches proclamant «Staline a raison» dans sa lutte contre le fascisme. Afin de préparer les troupes à l'éventualité de la guerre contre l'Allemagne, le parti cesse ses campagnes contre la loi sur les deux ans de service militaire. Parallèlement, Thorez, toujours conseillé par Fried, se prépare à participer avec les socialistes et les radicaux à l'immense manifestation unitaire du 14 juillet 1935 à Paris, prélude au Front populaire. A Moscou, le 25 juillet 1935, lors du congrès de l'IC, le mot d'ordre est : «Unité face à la menace fasciste.» Thorez y est ovationné par les communistes du monde entier. Suprême consécration, le Français est même invité à s'asseoir à la tribune juste à côté de Staline.

l'Humanité

Organe Central du Parti Communiste Français

Toute dernière EDITION SPECIALE

DEUIL POUR TOUS LES PEUPLES

qui expriment, dans le recueillement, leur immense amour pour

LE GRAND STALINE

La Conférence nationale du Parti Communiste Français interrompt ses travaux

Le Comité Central du Parti Communiste Français au Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique

VEL' D'HIV' DE DEUIL MARDI

Collection KHARBINE - TAPABOR

Organe de presse du parti, *l'Humanité* annonce une journée de deuil à la mort du «grand Staline», en mars 1953. Le journal lui restera fidèle et ne relaiera pas les critiques de son successeur Khrouchtchev, trois ans plus tard.

Mais Thorez, une fois encore, va devoir composer avec les revirements de la stratégie de son mentor et modèle. Le secrétaire général du PCF ignore tout de la signature du pacte germano-soviétique qui intervient le 23 août 1939 à la stupéfaction générale. Début septembre, le secrétaire général de l'IC, Raymond Guyot, quitte Moscou pour Paris, porteur de nouvelles directives. Fini le combat contre le fascisme. Staline a déclaré la guerre à... «la guerre impérialiste». Mobilisé en septembre 1939, Thorez est sommé de déserter par Staline, qui tient alors à préserver Hitler. Le secrétaire général est exfiltré à Moscou. Désormais, c'est Jacques Duclos qui dirigera le parti. Le parfait respect du pacte germano-soviétique, que nombre de militants de base refusent pourtant, se prolonge jusqu'au 22 juin 1941, date à laquelle Hitler rompt l'alliance avec Staline et attaque l'URSS. Ce nouveau revirement bouleverse

Il faudra attendre les années 1970 pour que le parti et son premier secrétaire Georges Marchais (1920-1997), ici à Moscou avec Brejnev, émette des réserves à l'égard du stalinisme.

une fois encore la ligne du parti, qui opère un virage à 180 degrés. Dans le sillage de l'Internationale, les instances dirigeantes du PCF se mettent en ordre de bataille et se veulent désormais les fers de lance dans la lutte contre les nazis qui occupent la France. «Du sabotage, encore du sabotage, toujours du sabotage», ordonne le 29 juillet 1941 l'*Humanité*, alors diffusé clandestinement. C'est naturellement avec l'onction de Staline que le PCF reconnaît officiellement, en novembre 1942, la France combattante. Dans la foulée, Fernand Grenier, ancien député de Saint-Denis, arrive à Londres, en janvier 1943, pour représenter le parti auprès du général de Gaulle.

La France libérée, Thorez s'apprête à rentrer au pays avec l'aval de de Gaulle. Le chef du PCF est amnistié pour sa désertion en 1939 en échange du désarmement des milices patriotiques, aux ordres des comités de Libération. Avant de quitter Moscou, Thorez est reçu par Staline qui tient à mettre les points sur les «i» et à ménager de Gaulle : «Les communistes n'ont pas encore compris que la situation a changé en France. Les communistes s'efforcent de conserver la milice patriotique. Cela ne passera pas. Il faut opérer un tournant...» (propos révélés en 1996 par la revue *Communismes*). Le message est pleinement reçu. Dans les semaines qui suivent, Thorez s'attache donc à imposer la dissolution des groupes armés. Il ne ménage pas sa peine pour convaincre les militants du bien-fondé de la stratégie du moment. En juillet 1945, à Waziers, dans le Nord, il lance encore aux mineurs : «Produire, produire, encore produire, faire du charbon c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français.» On est loin de l'appel à la révolution... Nul doute que ce discours convient à Ivan Stepanov chargé de scruter depuis Moscou chacune des déclarations du chef du PCF et aussi de traquer la moindre déviation du parti, devenu le premier de France avec 26,3 % des voix en octobre 1945 et 780 000 adhérents. Plusieurs fois dans l'après-guerre, le PCF sera recadré par les instances soviétiques, dont la stratégie antifasciste s'est transformée ●●●

••• en anti-impérialisme américain. Parmi les reproches : le parti n'a pas suffisamment dénoncé le plan Marshall, le programme américain accordé aux Etats européens pour la reconstruction. Lors de la réunion constitutive du Kominform (Bureau d'information des partis communistes) en Pologne, le PCF en prend pour son grade. Les reproches fusent. Face à Andrei Jdanov, le numéro deux soviétique, Duclos est contraint de se livrer à une autocritique en règle. Dorénavant, le PCF sera placé sous le contrôle direct d'un membre du Comité central du PC soviétique qui prendra ses quartiers au siège de l'ambassade d'URSS à Paris. Thorez qui, lui aussi, a reconnu ses fautes, est reçu secrètement par Staline en novembre 1947. Au «petit père des peuples», le «fils du peuple» confie que «bien qu'il soit Français il a l'âme d'un citoyen soviétique». Mais surtout, Thorez revient avec des propos fermes sur le nécessaire changement de ligne politique. Dès lors, le PCF s'emploie à défendre l'URSS «contre l'impérialisme américain et ses alliés en France, en particulier les socialistes qui ont accepté le plan Marshall», souligne l'historien Roger Martelli dans *Le Parti rouge* (éd. Armand-Colin, 2020).

En 1949, le PCF récolte des milliers de cadeaux destinés à Staline pour son 70e anniversaire

Les effets se font très vite sentir. En octobre 1948, alors que la Guerre froide bat son plein, le parti couvre les murs d'une affiche qui prévient : «Le peuple de France ne fera jamais la guerre à l'URSS.» Le PCF approuve plus servilement que jamais chacune des actions de Moscou, que ce soit la mise à l'écart des anciens de la guerre d'Espagne ou de la Résistance, la chasse aux partisans de Tito comme les procès truqués ou les condamnations à mort. Dans le sillage du Kominform, le PCF organise de vastes campagnes pacifistes. En décembre 1949, le PCF se lance aussi dans une célébration démesurée du 70e anniversaire de Staline. Des milliers de cadeaux sont récoltés dans tout le pays pour «l'homme que nous aimons le plus». Le succès est tel qu'il faut affréter un train pour les transporter jusqu'à Moscou. Le culte de la personnalité est à son comble en URSS, mais aussi en France où le 50e anniversaire de Maurice Thorez est célébré en grande pompe en avril 1950.

L'annonce de la mort de Staline, le 5 mars 1953, plonge les communistes dans le désarroi. En juillet 1953, tous les dirigeants des partis communistes sont convoqués à Moscou. Duclos est reçu par Malenkov, Molotov et Khrouchtchev. La troïka dénonce les «décisions personnelles unilatérales» et surtout le «culte erroné de la personnalité». On assiste alors aux prémices de la déstalinisation en URSS. Les nouveaux hommes forts du Kremlin insistent sur la nécessité de «respecter rigoureusement le principe de caractère collectif de la direction». Duclos n'en croit pas ses oreilles ! De retour à Paris, il décide de dissimuler ce qui est à l'œuvre à Moscou. Pas question d'égratigner Staline. Thorez est sur la même ligne, et ceux qui s'opposent en paient le prix fort : le numéro quatre du parti, Auguste Lecœur, est écarté, tandis que l'ex-chef des FTP Charles Tillon est sommé de faire son autocritique. Thorez et Duclos font le pari que le vent va tourner au Kremlin, mais le processus est pourtant enclenché. En février 1956, lors du XXe congrès du PC soviétique à Moscou, Khrouchtchev présente un rapport dénonçant les crimes de Staline. Thorez et Duclos regagnent Paris où ils font encore une fois le service minimum, afin de préserver leur ancienne figure tutélaire. Seuls Benoît Frachon, le secrétaire général de la CGT, et Waldeck Rochet, député de la Seine et membre du Comité central, osent s'en prendre ouvertement à Staline. Mais pas un mot dans *l'Humanité*. Pourtant, des bribes, puis des extraits et enfin l'intégralité du rapport fuitent à Varsovie. Le 6 juin 1956, *Le Monde* publie le document, sans que rien ne bouge au PCF qui se pose désormais en gardien du temple stalinien.

ALORS QUE MOSCOU TOURNE LA PAGE EN 1956, LE PCF RESTE ATTACHÉ AU STALINISME

La première tentative de déstalinisation se produira seulement après la disparition de Thorez, en 1964. Mais l'initiative de Waldeck Rochet, nouveau numéro un du parti, est encore timide et rencontre peu d'écho. Il faudra attendre mai 1975 pour que Georges Marchais, devenu secrétaire général du parti, emploie pour la première fois le mot «stalinisme», et deux ans de plus pour que le PCF reconnaisse, enfin, avoir dissimulé le rapport Khrouchtchev... Que reste-t-il aujourd'hui de cette aveugle dévotion ? Officiellement, rien. Mais, sous couvert d'anonymat, une figure historique d'une section de l'Est parisien confie un brin désabusé : «Il subsiste des empreintes. Comme ces quelques vieux de la vieille qui regrettent encore que le portrait de Jo-Jo ne trône plus sur le mur de la permanence...» ■

JEAN-JACQUES ALLEVI

Jacques Duclos (1896-1975) dans son bureau au milieu des années 1960. Derrière la figure la plus populaire du parti se cachait un agent soviétique qui organisa les purges et trempa dans l'espionnage industriel.

JACQUES DUCLOS

UN «STAL» AUX ALLURES DE PÈRE TRANQUILLE

De Jacques Duclos, la mémoire a conservé l'image d'un communiste à la bonne franquette. Un père tranquille rondouillard à la voix rocailleuse qui, lors de l'élection présidentielle de 1969, a séduit près de 22% des Français. Un bon vivant à l'allure sympathique qui durant un demi-siècle s'est pourtant révélé être l'un des plus impitoyables staliniens.

Duclos voit le jour en 1896 à Louey, (Hautes-Pyrénées). En 1912, il monte à Paris. Trois ans plus tard, il est mobilisé. La Grande Guerre terminée, cet autodidacte devenu pâtissier adhère au PCF qui vient de naître. En 1925, il en intègre l'appareil clandestin. «Il est bientôt chargé du "travail anti", "anti" comme antifascisme ou antimilitarisme», raconte Frédéric Charpier dans *L'Agent Jacques Duclos* (éd. du Seuil, 2015). Elu député de la Seine en 1926, Duclos mène alors deux vies cloisonnées. L'une, officielle, au cours de laquelle il remplit son rôle de parlementaire très actif et gravit les échelons du parti. L'autre, plus inavouable : celle d'un expert en actions clandestines. En 1930, il est envoyé par l'URSS en Espagne remettre de l'ordre dans le parti. L'année suivante, le voilà responsable du service de renseignements du PCF. Il règne sur les «rabcors», ces correspondants ouvriers de *l'Humanité* qui collectent des informations sensibles dans les usines d'armement. Inculpé d'espionnage en 1932, Duclos s'enfuit. Direction Moscou, puis Berlin, où il œuvre pour le compte de l'Internationale. Il bénéficie d'une amnistie et rentre en France où il reste membre du comité exécutif du Komintern. Fin septembre 1939, il devient le chef du PC clandestin et envoie l'un de ses adjoints, Maurice Tréand, négocier avec les Allemands la reparution de *L'Humanité*. L'affaire échoue mais demeure une tache indélébile. Durant la guerre, Duclos vit caché dans un village de Seine-et-Marne. Il ordonne l'exécution de dissidents trotskistes. Il dirige aussi les résistants de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) qui luttent les armes à la main contre les nazis.

A la Libération, il incarne en pleine lumière l'héroïque résistance communiste. Mais dans l'ombre, il orchestre toujours l'appareil illégal du parti, disposant d'un réseau d'informateurs infiltrés dans la police et la justice. Duclos manipule jusqu'aux opposants du parti. Pour le compte du Kominform, qui a succédé au Komintern en 1947, il supervise diverses opérations secrètes. A la faveur de la maladie de Maurice Thorez, il devient, en 1950, secrétaire général par intérim. Certain de servir au mieux Staline, il exclut sans état d'âme les opposants réels ou supposés, à l'image d'André Marty ou de Charles Tillon. L'intouchable Duclos est au faîte de sa puissance et de sa gloire : il roule en voiture blindée et occupe avec ses «services» un étage entier du siège du PCF ! Il meurt en avril 1975, emportant avec lui ses secrets. Enfouis jusqu'à l'effondrement de l'URSS, en 1991, et l'ouverture des archives de l'Internationale qui ont permis de révéler bien des coups tordus menés par le dernier stalinien français.

VOLGOGRAD

LA GUERRE POUR MÉMOIRE

Elle ne s'appelle plus Stalingrad depuis 1961, mais ses habitants souhaiteraient qu'elle retrouve son nom illustre. Théâtre, en 1942, d'une terrible bataille qui hante les lieux et les esprits, elle fascine plus que jamais la Russie de Poutine.

Après la déstalinisation de l'URSS dans les années 1960, le «petit père des peuples» était une figure taboue qu'il fallait effacer des mémoires. Aujourd'hui, il est devenu une icône un peu kitsch dont le portrait se vend dans des kiosques à souvenir.

Sergey Ponomarev / NYT-REDUX-REA

CETTE VILLE-CIMETIÈRE HONORE 2 MILLIONS DE SOLDATS MORTS AU COMBAT

Dans le village de Rossoschka, près de Volgograd, un nouveau cimetière a été aménagé afin de recueillir les dépouilles des soldats de l'Armée rouge et de la Wehrmacht retrouvées ces dernières années.

Au terme d'une sanglante bataille de six mois, les rues et les plaines de Rossoschka étaient jonchées de dizaines de milliers de cadavres allemands et russes, congelés par le froid glacial, en janvier 1943.

page de gauche : Sergey Ponomarev / NYT-REDUX-REA - page de droite : Bridgeman Images / Pictures from History

Le 23 août 1942, la fontaine Barmaleï résista aux bombardements massifs de l'aviation hitlérienne. Cette sculpture représentant six enfants dansant autour d'un crocodile provient d'une scène du conte *Barmaleï* (1924), de l'écrivain russe Tchoukovski. L'animal y est célébré par une ronde après avoir avalé un brigand qui menaçait la ville.

UNE RONDE D'ENFANTS DEVENUE LE SYMBOLE D'UNE RÉSISTANCE DE FER

Les enfants de Volgograd aiment s'amuser près de la fontaine Barmaleï, située sur la place de la gare. Depuis 2013, cette rescapée de la guerre est en réalité une réplique – à plus grande échelle – de l'œuvre originale, démontée lors du réaménagement de la ville en 1951. La première fontaine se trouve aujourd'hui au Musée de la bataille de Stalingrad.

Page de gauche : Bridgeman Images / Sputnik – page de droite : Sergey Pivovarov/RIA Novosti/RIA-REA

PLUSIEURS MONUMENTS ÉVOQUENT LE COMBAT DU PEUPLE VICTORIEUX

Page de gauche : Keystone via AFP ; page de droite : Sergey Ponomarev / NYT- REDUX-REA ; Bridgeman Images / SZ Photo / Scherl

Le 2 février 1943, au milieu des ruines, ces deux snipers soviétiques lèvent leurs fusils pour célébrer la victoire de Staline. Le Generalfeldmarschall allemand Friedrich Paulus vient de donner à ses troupes l'ordre de se rendre. Stalingrad a tenu.

Glaive à la main, la Mère-Patrie protège ses enfants des ennemis. Cette statue de 85 m de haut, érigée en 1967, domine Volgograd depuis la colline de Mamaïev qui fut l'enjeu de combats acharnés.

Située dans le centre-ville, cette statue de lion, criblée par les balles des mitrailleuses en septembre 1942, semblait défier l'armée allemande. Aujourd'hui restaurée, elle fait partie des monuments attirant touristes et nostalgiques du stalinisme.

La ville, qui comptait 600 000 habitants en 1942, fut rasée à près de 90 %. Aujourd'hui, elle incarne la nostalgie rouge qui s'est emparée de la Russie.

Lorsque le mausolée de Lénine, à Moscou, a ouvert ses portes le 1er juillet 2020, malgré la crise sanitaire de la Covid-19, nombre de visiteurs se sont précipités sur un autre tombeau : celui de Staline, situé au pied du Kremlin. En Russie, la nostalgie stalinienne se porte bien. Même le président Poutine ne cesse de faire référence à ce «père de la patrie» tout en minimisant le nombre de ses victimes [quelque 25 millions selon les historiens]. Résultat, l'association russe Mémorial, dont la mission est de faire connaître les répressions du régime soviétique, «est aujourd'hui considérée comme un agent de l'étranger et persécutée par la justice», observe le philosophe Michel Eltchaninoff, auteur de *Dans la tête de Vladimir Poutine* (éd. Actes Sud, 2015). Le chef des services secrets du FSB (ex-KGB), Alexandre Bortnikov, a justifié, en 2018, les dossiers traités pendant les purges staliniennes (1936-1938) comme étant ceux de «conspirateurs travaillant pour les renseignements extérieurs». Il ne faut plus salir l'image du «tsar rouge». «Les Russes pardonnent tout à Staline. Les répressions des années 1930 sont occultées voire acceptées», soutient l'essayiste Vladimir Fédorovski, auteur du *Phénomène Staline* (éd. Stock, 2020). Et d'ajouter : «Sa réhabilitation est inévitable». A l'appui, un sondage de 2019 de l'institut d'opinion indépendant Levada, montrant que 70 % des Russes estiment que l'impact de Staline sur la Russie fut «positif» et que 46 % justifient ses crimes par «l'obtention d'indéniables progrès».

Ces dernières années, plusieurs villes du pays ont réinstauré le culte du Vojd, «le petit père des peuples». A Digora, en république d'Ossétie du Nord, dans le Caucase russe, un buste du dictateur, déboulonné dans les années 1960 sous l'ère de la déstalinisation, a été réinstallé sur la place du centre-ville devant une foule tenant des drapeaux affublés du marteau et de la faucille et siglés CCCP. A Krasnoïarsk, en Sibérie, un mémorial de 400 mètres carrés lui est désormais dédié. Mais c'est surtout à Volgograd, l'ancienne Stalingrad, que l'on ne jure plus que par lui. La plupart des habitants ne seraient pas opposés à en refaire la ville éponyme du Vojd. Celle qui fut le théâtre de la première bataille urbaine de l'Histoire, de juillet 1942 à février 1943, entre l'URSS et l'Allemagne nazie. «Pour les Russes, Stalingrad a davantage marqué la grandeur de leur leader que la fin d'Hitler», résume Jean Lopez, dans *Les Mythes de la Seconde Guerre mondiale* (éd. Perrin, 2017). Le bilan de la plus longue bataille menée en Europe fut pourtant effroyable. La ville, qui comptait 600 000 habitants, fut rasée à près de 90 %. Sur 50 kilomètres, Stalingrad n'était plus qu'un enchevêtrement de décombres pulvérisés et calcinés : immeubles, usines, silos éventrés. Des dizaines de milliers de cadavres dénudés et congelés par le froid glacial gisaient çà et là. Au total, 1 million de soldats russes et 700 000 Allemands furent tués, blessés ou disparus.

Reconstruite dans le plus pur style soviétique, la ville, baignée par le fleuve de la Volga, fut renommée Volgograd en 1961. Mais elle continua, malgré tout, de voir planer l'ombre de Staline. Fait peu connu, elle est d'ailleurs autorisée à reprendre le nom de Stalingrad une fois dans l'année, le temps d'une journée du souvenir de la bataille... Aujourd'hui, bon nombre d'habitants, nostalgiques du dictateur, voudraient qu'elle reprenne son nom de

LA BATAILLE DE STALINGRAD
17 JUILLET 1942-2 FÉVRIER 1943

BELLIGÉRANTS	
Allemagne Italie Roumanie Croatie Hongrie	URSS

FORCES EN PRÉSENCE	
1 million de soldats	1,5 million de soldats

PERTES	
700 000 tués, blessés ou disparus	1 million de tués, blessés ou disparus

Pourquoi elle a tout changé
Début 1943, après Stalingrad, les jeux sont faits. La Wehrmacht ne se remettra jamais de cette défaite sanglante et humiliante. C'est depuis les rives de la Volga que commence la reconquête soviétique qui se terminera en avril 1945 par la prise de Berlin.

manière définitive. Pour les anciens combattants, Volgograd n'est rien. Seule existe Stalingrad. Ces vétérans aux uniformes bardés de médailles, accompagnés par de plus en plus de jeunes, aiment se recueillir et déposer une fleur sur la colline Mamaïev où se dresse un musée privé à la gloire de Staline. Fondé par un milliardaire, l'établissement vend une multitude d'affiches du dictateur. Sous l'hymne soviétique et la musique de l'Internationale, toutes les générations gravissent les 200 marches de granit – autant de jours de combat durant la bataille – pour rejoindre le mémorial dédié aux soldats de l'Armée rouge : une gigantesque statue représentant la Mère-Patrie. Volgograd, qui, aux côtés de Coventry ou encore Hiroshima, fait partie du réseau international des cités martyres de la Seconde Guerre mondiale, a plus que jamais les yeux rivés sur son passé.

Un tel engouement pour Staline, à Volgograd comme dans le reste du pays, tient-il du déni ? Pour l'historien Nicolas Werth, auteur de *La Route de la Kolyma* (éd. Belin, 2012), «l'image réhabilitée de Staline est enracinée dans la Russie actuelle car l'effondrement de l'URSS est ressenti comme une humiliation». Après l'effondrement du bloc soviétique en 1991, le président Boris Eltsine et des hommes d'affaires peu scrupuleux instaurèrent une corruption financière sans limite dans le pays. Une situation qui redora, au sein de la population, le blason du tsar rouge, «considéré comme un dirigeant intègre luttant sans cesse contre la corruption», souligne Vladimir Fédorovski. Arrivé au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a rejoint cette vague populaire en y ajoutant sa conviction, toujours vivace, que l'essence de la Russie est d'être un empire. «En concentrant à la fois le passé communiste et la Russie tsariste, l'image de Staline sacralise l'idée d'une Russie éternelle où pour enthousiasmer un peuple, il faut une main de fer», analyse Michel Eltchaninoff.

Ce retour en grâce se voit aussi dans le quotidien. Ainsi, «les manuels scolaires du secondaire n'écorchent plus le régime soviétique», observe Nicolas Werth. Même constat à la télévision. En décembre 2016, le patron de Rossia Segodnia, groupe de presse d'Etat, affirmait dans un reportage intitulé *L'expérience bénéfique de l'URSS*, que le but du stalinisme était de réaliser le paradis sur terre à partir d'une expérimentation sociale grandiose ! Staline deviendra-t-il, en Russie, une icône floquée sur un tee-shirt, à l'instar du Che en Occident ? A Volgograd, les bibelots à son effigie se vendent comme des petits pains. Pour Vladimir Fédorovski, «Staline, en devenant un symbole, n'appartient plus à hier mais à demain». Après tout, le dictateur communiste l'avait prédit. En 1952, trois mois avant de disparaître, il l'avait annoncé : «Après ma mort, des monceaux d'ordures seront versés sur ma tombe, mais le vent de l'Histoire les dispersera». ■

VÉRONIQUE PIERRON

GEOFFREY
ROBERTS

Professeur d'histoire à l'University College de Cork, membre de l'Académie royale d'Irlande, il est un spécialiste reconnu de l'histoire de l'URSS et, en particulier, des relations germano-soviétiques. Il a signé *Les Guerres de Staline* (traduit en français et publié aux éditions Delga en 2014), ainsi que des biographies de Molotov et de Joukov.

« SANS LA DÉTERMINATION DE STALINE, L'ARMÉE ROUGE AURAIT SANS DOUTE PERDU LA GUERRE »

Peut-on être à la fois un dictateur impitoyable et un chef de guerre efficace sur les différents théâtres d'opérations militaires ? Pour l'historien britannique Geoffrey Roberts, la réponse est oui. Son approche personnelle et originale présente même Staline comme un atout majeur dans la victoire des Alliés en 1945.

Vous êtes reconnu comme l'un des spécialistes de l'Union soviétique et de Staline, auquel vous avez consacré plusieurs ouvrages. D'où vient cet intérêt pour le «tsar rouge» ?

Geoffrey Roberts : Dans les années 1970, j'ai milité en Grande-Bretagne au sein de la sphère «eurocommuniste». Ce mouvement adhérait au projet marxiste tout en refusant de s'aligner sur le modèle soviétique, et en dénonçait les dérives, des goulags jusqu'à l'absence de libertés individuelles. Joseph Staline et son héritage étaient des repoussoirs. En bons élèves du théoricien Antonio Gramsci, selon qui «dire la vérité est un acte révolutionnaire», le communisme que mes camarades et moi-même défendions se fondait sur la recherche de l'objectivité. Mon engagement politique a aujourd'hui changé et, mis à part quelques signatures de pétitions, je ne milite plus du tout. Mais j'ai gardé de ces années de jeunesse cette soif de vérité que ne doit jamais obscurcir le militantisme ou l'idéologie. Et j'ai découvert avec le temps que la figure de Staline était bien plus complexe que je ne l'imaginais...

Comment en êtes-vous arrivé à penser que Staline était la figure pivot» du milieu du XX^e^ siècle ?

Lorsque le bloc de l'Est s'est effondré au début des années 1990, la Russie a ouvert les archives soviétiques, et de nombreux éléments inédits sont ressortis sur son rôle, notamment durant la guerre. Comme d'autres historiens, je me suis mis à prendre en compte non pas seulement le dictateur répressif et violent, mais aussi le «Vojd» (chef) qui mena son peuple à la victoire. Le redressement de l'Armée rouge, de 1942 jusqu'à la marche sur Berlin trois ans plus tard, demeure l'un des plus hauts faits d'armes jamais vu dans l'Histoire, et je reste aujourd'hui persuadé que l'URSS a gagné la guerre grâce à Staline et non en dépit de lui.

Staline a donc été un chef de guerre efficace. Où a-t-il fait ses premières armes ?

Il ne faut pas oublier qu'il avait participé activement à la guerre civile russe de 1918 à 1921. En tant que commissaire politique, représentant du Comité central du Parti responsable du maintien des ravitaillements des soldats, il avait été impliqué dans la prise de décision militaire de haut niveau. En 1918, c'est lui qui prit le contrôle de l'Armée rouge pour défendre Tsaritsyne [renommée Stalingrad en 1925 en son honneur], au sud de la Volga, point stratégique pour ravitailler les troupes. A cette époque, les bolchéviques étaient assiégés par les armées blanches contre-révolutionnaires qui attaquaient de toutes parts, et Staline a assisté à de terribles déroutes, comme la contre-offensive polonaise qui conduisit à la perte de la Biélorussie occidentale et de l'Ukraine en 1920.

Quelles leçons a-t-il tirées de ces années de guerre civile ?

Bien que les bolchéviques se soient trouvés plus d'une fois au bord du gouffre, leur victoire finale contre les «blancs» et les autres formations révolutionnaires a fait prendre conscience à Staline ●●●

Le pacte germano-soviétique est brisé. Le 7 novembre 1941, 30 000 soldats de l'Armée rouge défilent devant le Kremlin avant de partir directement au front pour défendre l'URSS contre l'invasion nazie.

Sovfoto / UIG / Leemage

Les combats font rage à Stalingrad en novembre 1942. Le maître du Kremlin a interdit à ses hommes toute retraite, lançant le mot d'ordre : «*Ni Shagou Nazad*» («Pas un pas en arrière»).

●●● qu'il ne fallait jamais désespérer. Il faut garder à l'esprit les défaites subies en 1919-1920 pour juger de la foi extraordinaire en la victoire qui l'anima pendant la Seconde Guerre mondiale, même lorsque les Allemands occupaient la moitié du pays et assiégeaient Leningrad, Moscou et Stalingrad. Mais il n'était pas pour autant aveuglé : il avait bien conscience qu'il s'en était fallu de peu pour que les bolchéviques soient écrasés par leurs opposants après la révolution d'Octobre 1917.

Dans les années 1920 et 1930, il conserva un intérêt pour les affaires militaires et devint un critique récurrent de ce qu'il appelait la «mentalité de guerre civile». Persuadé qu'il n'y aurait pas de nouveau miracle et que l'Histoire ne se répétait pas, il insistait sur le fait que l'Armée rouge ne devait pas se reposer sur ses lauriers et qu'il était nécessaire de moderniser son équipement comme ses doctrines.

Parmi les dictateurs du XX^e^ siècle, la réputation sanguinaire de Staline n'a d'égale que celle d'Hitler. Quelles différences peut-on pourtant établir entre ces deux figures, dans leur politique comme dans leur idéologie ?

La question est délicate, car je ne voudrais pas donner l'impression de minimiser la responsabilité de Staline dans la mort de millions de ses concitoyens : paysans déportés ou réduits à la famine, responsables du parti et de l'Etat purgés, minorités ethniques condamnées, prisonniers de guerre soviétiques suspectés de lâcheté et de trahison... Mais ce qui, à mon sens, fait la différence entre Staline et Hitler, c'est que les morts imputables au premier sont la conséquence de la politique qu'il conduisait, plutôt que d'une volonté délibérée d'extermination de masse. Contrairement à Hitler, qui était un belliciste et a provoqué la Seconde Guerre mondiale, Staline n'a pas voulu la guerre et n'était pas un raciste. Il a certes assassiné, mais pour des raisons idéologiques, afin de débarrasser l'Union soviétique de ceux qu'il pensait être des «ennemis du peuple».

Staline était un idéaliste, un utopiste obsédé par sa lutte contre une supposée subversion capitaliste du système soviétique. Encore une fois, je ne cherche surtout pas à lui trouver des excuses ou à nier sa responsabilité dans les morts du communisme, mais entre Hitler et Staline, il y a d'un côté une volonté affichée d'extermination raciale et de l'autre une terreur d'ordre politique.

Adolf Hitler était-il aussi un chef de guerre efficace ?

Il eut en tout cas d'excellentes intuitions. On le voit dans la manière dont il a développé, malgré l'hostilité du milieu militaire, des unités de char indépendantes, qui montreront toutes leurs capacités dans les offensives entre 1939 et 1942. On sait que sa stratégie de la Blietzkrieg fut efficace en Pologne, en Belgique ou en France. Mais on oublie souvent que les Soviétiques avaient aussi leur version de la «guerre éclair», qu'ils appelaient les «opérations en profondeur» [*deep battle* en anglais], fondées sur la déstructuration du système ennemi par toutes les unités mobiles à disposition, qu'elles soient blindées, motorisées ou aéroportées. Contrairement à la Blietzkrieg, cette technique ne visait pas à encercler mais à causer un choc opérationnel pour anéantir l'organisation ennemie non seulement sur la ligne de contact, mais dans toute la profondeur du champ de bataille. Elle fut théorisée dès les années 1930 et soutenue par Staline lui-même et son chef d'état-major des armées, Mikhaïl Toukhatchevski.

Cependant, il faudra attendre 1943 et 1944 pour que l'Armée rouge soit en mesure d'appliquer ces nouveaux modes de combat. Si l'on met de côté les considérations techniques, on perçoit surtout la différence entre Hitler et Staline dans les moments d'adversité. Lorsque la Wehrmacht connaît ses premières déconvenues à la fin de l'année 1942 lors de la bataille de Stalingrad, Hitler va multiplier les faux pas, douter des compétences de ses généraux, se murer dans ses propres certitudes, pour au final s'écrouler. Pour Staline, le schéma est inverse. C'est lorsqu'il perd, de juin 1941 à octobre 1942, qu'il fait un effort pour conserver sa cohérence et son sang-froid tout en maintenant de bonnes relations avec son état-major.

Savait-il s'entourer et tenait-il compte de l'avis de ses conseillers ?

Les personnalités qui l'ont côtoyé de près durant la guerre ont souligné ses qualités d'écoute, par exemple Averell Harriman, ambassadeur américain à Moscou de 1943 à 1945, qui décrit Staline comme un homme d'une rare intelligence, un habile organisateur doublé d'un chef de guerre énergique. On le présente souvent comme un idéologue borné et fanatique ou comme un paranoïaque, mais sur les questions militaires, il a su s'adapter aux circonstances et était prêt à écouter les arguments des uns et des autres. Par contre, quand il avait tranché, il ne revenait plus sur ses décisions, et mieux valait éviter de le contredire... Il était mis au courant trois fois par jour de la situation par les officiers de l'état-major. Dans son bureau défilaient Lavrenti Beria, son responsable de la sécurité, Viatcheslav Molotov, le ministre des Affaires étrangères, Gueorgui Malenkov, le secrétaire du Comité central du Parti...

Mais Staline n'a pas pour autant privilégié les politiques au détriment des militaires professionnels. Hormis ses proches collaborateurs, ceux qui eurent le plus de contact avec lui furent les membres du haut commandement. Tous ceux-là, et en premier lieu Gueorgui Joukov, vice-commandant suprême pendant la guerre, furent unanimes dans leurs mémoires pour rappeler que Staline, leader «aux nerfs d'acier», selon les termes de Joukov, avait une excellente vision stratégique. Et qu'il était aussi un bourreau de travail, enchaînant ses douze à quinze heures quotidiennes, à soixante ans passés. ●●●

> **« SON EXPÉRIENCE DE LA GUERRE CIVILE LUI A APPRIS À NE JAMAIS DÉSESPÉRER DE LA VICTOIRE »**

Vous nous apprenez aussi que Staline fut un grand lecteur…
Oui, c'était à la fois une brute et un intellectuel politique. Il a été éduqué dans un séminaire, et a toujours cru dans le pouvoir des mots. Ce sont les livres qui l'ont guidé vers l'idéal révolutionnaire et l'ont poussé à se rebeller contre le pouvoir tsariste. Lorsqu'il était en déportation en Sibérie dans les années 1905-1915, il demandait souvent à ses camarades de lui envoyer des essais, des pamphlets politiques, mais aussi de la littérature, et notamment les romans d'Emile Zola et de Victor Hugo, dont il était un grand admirateur. Au moment de sa mort en 1953, Staline s'était constitué une bibliothèque de plus de 25 000 ouvrages. Mon prochain livre se penchera sur cette facette méconnue du personnage, et s'intitulera *Stalin's Personal Library : An Intimate History of a Dictator and His Books*.

Avait-il une bonne connaissance de l'Histoire ?
Oui, il rêvait d'ailleurs de calquer son règne sur les modèles de ceux d'Ivan le Terrible, qui unifia la Moscovie au XVI[e] siècle, ou de Pierre le Grand, premier empereur de Russie en 1721. Durant la guerre, Staline s'est beaucoup servi de ses lectures historiques. Il s'est par exemple intéressé au général Mikhaïl Koutouzov qui, pendant la campagne de Russie en 1810, après la défaite de Borodino, a préféré ouvrir la route de Moscou à Napoléon afin de préserver l'armée russe. Staline a lui aussi longuement considéré cette option lorsque la Wehrmacht encercla la ville à la fin de l'année 1941. Mais, face à la panique des habitants, il préféra finalement organiser la défense de la capitale avant de lancer une contre-offensive qui s'avéra victorieuse et qui marqua l'échec de l'opération Barbarossa. On note ici sa capacité d'adaptation comme son pragmatisme, mais aussi ses talents de leader : il a rassuré et redonné de l'espoir aux Moscovites en demeurant dans la capitale, et il a livré alors un de ses discours les plus inspirants.

Le culte de la personnalité, au cœur du système stalinien, contribua-t-il à la victoire ?
Dans ce système totalitaire, tout était centralisé autour de la figure

Artisan de la victoire, Staline pose aux côtés de Churchill et Truman à la conférence de Potsdam, en juillet 1945, qui fixera le sort des nations vaincues. La Guerre froide allait ensuite balayer l'unité de la Grande Alliance.

de Staline, qui refonda l'idéologie communiste dans son pays pour en atténuer la coloration internationaliste et lui donner une identité patriotique. Selon ses mots, l'Etat multinational soviétique était «prolétaire dans son contenu, national dans sa forme». Il est parvenu à incarner physiquement cette identité nationale durant une guerre à laquelle l'URSS était mal préparée et qu'elle a pourtant gagnée. Tout en restant populaire, il a su mobiliser de la part de son peuple des ressources extraordinaires et lui infliger des sacrifices épouvantables : on estime à 25 millions le nombre de Soviétiques morts durant la guerre, dont deux tiers de civils. Malgré les purges sanglantes, malgré la concentration des pouvoirs, le culte de la personnalité a permis de souder le peuple russe.

Les vices du dictateur sont peut-être devenus des vertus en temps de guerre et ont pu contribuer à la course à la victoire. Staline avait créé un système répressif et terroriste qui avait massacré des millions de personnes, mais peut-être était-ce le seul système capable de gagner la lutte titanesque contre Hitler et de faire basculer l'issue du conflit. Pour nous, il est toujours difficile d'imaginer que, paradoxalement et ironiquement, un tyran a sans doute contribué à sauver la démocratie occidentale...

Certains historiens vous reprochent de présenter Staline sous un angle trop favorable. Que leur répondez-vous ?

Que mon point de vue sur la centralité du rôle de Staline dans la victoire de l'URSS et des Alliés était partagé par la majorité des diplomates et politiciens au sortir de la guerre. L'historien britannique Isaac Deutscher a résumé cette vision commune dans sa biographie publiée en 1948, en présentant Staline comme le personnage charnière de l'effort de guerre, notant que, quels que soient les domaines, militaires, politiques ou diplomatiques, il prenait la décision finale. Deutscher le dépeint comme un leader omniprésent, quasi omniscient, une approche qui fut d'ailleurs confirmée soixante ans plus tard au moment de l'ouverture des archives du Kremlin.

> **PARADOXALEMENT, UN TYRAN A CONTRIBUÉ À SAUVER LES DÉMOCRATIES OCCIDENTALES...**

Comment est-on passé des louanges à l'encontre de «l'artisan de la victoire» à un jugement plus sévère ?

Trois ans après sa mort, en janvier 1956, son successeur Nikita Khrouchtchev prononça un discours lors d'une session secrète du XX[e] congrès du Parti communiste d'Union soviétique dans lequel il reportait toute la faute des crimes communistes sur Staline et le culte de la personnalité. Ce discours, point de départ de la «déstalinisation», ne sera publié en URSS qu'à l'époque de Gorbatchev, mais il circulera abondamment à l'Ouest et deviendra l'un des textes clés de l'historiographie occidentale sur Staline dès la fin des années 1950.

En ce qui concerne les années de guerre, la plupart des critiques se focalisaient sur sa responsabilité dans le désastre du 22 juin 1941, lorsque les Allemands brisèrent le pacte germano-soviétique et lancèrent leur offensive sur la Russie. Mais à force de vouloir faire table rase de l'héritage stalinien, le rapport secret en arrivait à des absurdités ou des affirmations simplistes comme celle selon laquelle Staline aurait planifié les opérations militaires à l'aide d'un globe terrestre !

La Guerre froide n'a sans doute pas non plus aidé à redorer l'image du personnage...

En 1945, Staline avait laissé dans la conscience populaire l'image bienveillante de l'«oncle Jo», comme l'appelait Roosevelt, le grand chef de guerre qui avait sauvé l'Europe de la barbarie nazie. Même les opposants au communisme ne remettaient pas en cause la centralité de son rôle dans l'issue du conflit. Deux ans plus tard, avec la glaciation des relations internationales et la mise en place du «rideau de fer», il était devenu le nouvel ennemi de l'Occident. Dans mon livre *Les Guerres de Staline*, j'explique que, contrairement à ce qu'on peut souvent lire, il était plutôt favorable à la poursuite de la Grande Alliance avec les Anglo-Saxons. On le voit notamment dans la manière dont il chercha à trouver une solution négociée à la question allemande, ou lorsqu'il se retira en 1950 de Corée pour éviter tout affrontement armé avec les Américains. Avec Staline, tout est plus complexe qu'on ne le pense... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC GRANIER

LES 6 BIOGRAPHIES

On ne compte plus le nombre d'ouvrages consacrés au dictateur communiste.

LA PLUS COMPLÈTE

L'auteur Directeur d'études à l'Ecole supérieure d'économie de Moscou, Oleg Khlevniuk est reconnu par les historiens russes comme le plus éminent spécialiste du stalinisme. Pour publier cet «exposé archivistique», ce chercheur a rassemblé, pendant vingt-cinq ans, une masse impressionnante de documents (correspondances, rapports, recueils, mémoires...) accessibles depuis la chute de l'Union soviétique, en 1991.

Le point de vue L'auteur dresse, entre autres, un bilan accablant des erreurs commises par le Vojd durant la Seconde Guerre mondiale. A la lecture de certains dossiers militaires, on reste stupéfait par ses ordres aberrants donnés à l'Armée rouge. Lors de l'invasion allemande en 1941, ces directives amenèrent à l'arrestation de dizaines de milliers de soldats soviétiques. Sans Joukov, la guerre aurait été perdue. L'historien détruit aussi le mythe, véhiculé dans la Russie de Poutine, que les Soviétiques jouissaient d'un bien-être matériel sous Staline.

La phrase-clé Citée par l'auteur, la déclaration de Nikolaï Boukharine, opposant à Staline, avant son exécution en 1938 : «Nous entrons tous dans sa gueule ouverte en sachant qu'il va nous dévorer.»

Staline, d'Oleg Khlevniuk, éd. Belin, 2017, 25 €.

LA PLUS ORIGINALE

L'auteur Le britannique Simon Sebag Montefiore fait partie de ces historiens grand public, qui, à travers leur talent de conteur, savent plonger le lecteur au cœur de grands événements. Ses best-sellers ont été traduits dans plus de vingt-cinq langues.

Le point de vue Loin de s'arrêter à la seule personnalité du tyran, l'auteur fait la lumière sur toute la complexité du stalinisme en se concentrant sur les relations que le maître du Kremlin entretenait avec ses proches : sa famille, ses ministres, ses généraux... Avec maestria, il dresse, à la manière de Saint-Simon ou de Norbert Elias, une chronique exhaustive d'une société de cour, de 1929 jusqu'à la fin du règne de Staline, en 1953. L'historien montre, en creux, que les crimes soviétiques et les complots longtemps attribués à la seule paranoïa d'un homme furent largement partagés par une clique organisée, composée de Beria («notre Himmler» comme le présentait le chef suprême) mais aussi de Molotov, Jdanov, Kaganovitch... Un récit aussi glaçant qu'un polar.

La phrase-clé L'entourage de Staline ? «De sinistres flagorneurs moustachus [...] qui formaient une famille incestueuse faite de liaisons amoureuses partagées.»

Staline, la cour du tsar rouge, deux tomes, 2012, édition Tempus, 12 € le tome.

LA PLUS FOUILLÉE

L'auteur Professeur à l'université de Princeton, Stephen Kotkin a achevé les deux premiers tomes de sa trilogie sur Staline. Dans la lignée de Hannah Arendt, il est un des meilleurs analystes du système totalitaire qu'il considère comme la forme absolue de la dictature.

Le point de vue Un autre tyran aurait-il produit les mêmes effets si Staline n'avait pas existé ? C'est peu probable, selon l'historien américain, qui balaie ici toute tentation de relativisme. Car selon lui, le «camarade Koba» devenu chef suprême n'est pas un produit de son milieu social ou de simples circonstances, mais un idéologue inflexible, prêt à tout pour faire triompher son idéal du socialisme. Les pages consacrées à la collectivisation sont à ce titre glaçantes. Malgré la rébellion, la destruction des stocks et la famine, Staline ne s'est jamais détourné de son objectif. La lecture de ces deux premiers tomes, pas encore traduits en français, donne le vertige : on découvre qu'un seul homme a transformé durablement un sixième de la planète.

La phrase-clé «Les révolutions sont comme des tremblements de terre. On les prévoit toujours mais elles ne se produisent que quelques fois.»

Stalin, deux tomes, de Stephen Kotkin, éd. Penguin Press, 2015, 17 livres sterling (19,7 €) chaque tome.

INDISPENSABLES

Voici la sélection de la rédaction de *GEO Histoire*.

LA PLUS GLAÇANTE

L'auteur Avec une quinzaine d'ouvrages sur l'URSS à son actif – dont *Le Livre noir du communisme* (1997) –, Nicolas Werth est le spécialiste français de l'Union soviétique. Plus qu'une biographie, ce livre est davantage un décryptage, clair et terrifiant, du système stalinien, mis en place de 1917 à 1953.

Le point de vue Cet ouvrage suit les «campagnes répressives» de Staline : la collectivisation forcée dans la population paysanne, les Grandes Purges, le système concentrationnaire des goulags. Le lecteur baigne, de la première à la dernière page, dans cette «gestion policière du social». Le chapitre concernant les «peuples punis» est édifiant. Ainsi, quelque 500 000 habitants de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie furent-ils déportés en février 1944, soupçonnés d'entretenir des liens avec des Etats étrangers. Ce «peuple puni» conservait, par décret, son statut «à perpétuité». Chaque membre de la communauté transmettait alors d'une génération à l'autre cette «faute collective».

La phrase-clé A propos des Grandes Purges : «Il fallait éradiquer tout particularisme ethnique ou social qui risquait de freiner l'utopie communiste».

La Terreur et le Désarroi, de Nicolas Werth, éd. Perrin, 2007, 11 €.

LA PLUS PSYCHOLOGIQUE

L'auteur Professeur à Oxford, Robert Service a tiré le meilleur parti de l'ouverture des archives soviétiques et a consacré trois ouvrages aux grandes figures de la révolution russe : Lénine, Staline et Trotski.

Le point de vue Acclamé par la presse lors de sa sortie, ce remarquable portrait psychologique nous immerge dans les méandres de la personnalité du dictateur. On découvre un tyran capable de faire fusiller ses compagnons de route, et un amateur de pitreries qui, à 60 ans passés, faisait de mauvaises blagues aux membres du Politburo. Un paranoïaque et un chef de guerre lucide. Une brute sociopathe qui a mené sa femme au suicide, mais aussi un collectionneur d'art, poète à ses heures, doublé d'un intellectuel. On retiendra notamment la manière dont il a habilement amadoué Lénine, d'abord séduit par le merveilleux Géorgien», mais qui comprendra trop tard la nature profonde du futur dictateur.

La phrase-clé Joseph Saline, cité par l'auteur : «Le summum de la jouissance, c'est de repérer l'ennemi, de préparer son coup dans les moindres détails, d'assouvir implacablement sa soif de vengeance et de rentrer se coucher tranquillement chez soi.»

Staline, de Robert Service, éd. Perrin, 2013, 29 €.

LA PLUS POLÉMIQUE

L'auteur Roman Brackman, né à Moscou en 1931, fut condamné en 1949 à dix ans de rétention dans le goulag de Norilsk, en Sibérie, pour «activités antisoviétiques». Il parvint à s'échapper et rejoindre les Etats-Unis. Devenu docteur en histoire de l'URSS à l'Université de New York, il publia en 2001 cette biographie, fruit de trente ans de recherches sur la jeunesse de Staline qu'il qualifie de «pire forfaiture du XX^{e} siècle».

Le point de vue Cet ouvrage, polémique, divise les historiens. Brackman affirme que le jeune Iossif Djougashvili, futur Staline, fut un agent double à la solde de la police secrète du tsar. De 1902 à 1912, il aurait trahi ses camarades bolchéviques. Le récit, d'une précision tranchante, interroge. Mais l'authenticité des preuves écrites (notamment une lettre de la police tsariste de 1913 mentionnant Staline comme informateur) n'est pas certaine... Il n'empêche que l'auteur est le seul à s'être aventuré sur le terrain glissant de la jeunesse du dictateur. Aucun autre historien n'a, jusqu'ici, relevé ce défi.

La phrase-clé L'auteur faisant référence aux assassinats de Iossif Djougashvili : «S'il n'était pas encore Staline, il en possédait déjà la cruauté.»

Staline agent du tsar, de Roman Brackman, éd. de L'Archipel, 2001, 24 €.

Sur le site archéologique, des projecteurs diffusent les images en 3D des bouddhas disparus. Ces statues, appelées Salsals en Afghanistan

À QUAND LA RENAISSANCE DE BAMIYAN ?

Les deux bouddhas monumentaux, taillés dans la roche au VI[e] siècle et dynamités par les talibans en 2001, sont devenus un symbole du plaidoyer mondial pour la sauvegarde du patrimoine. Leurs alcôves sont en cours de restauration. Mais la complexité du chantier et la nouvelle menace djihadiste ne facilitent pas la sauvegarde du site.

Jim Huylebroek / The New York Times / REDUX / REA

(lumières de l'Univers), apparaissent ainsi chaque nuit dans les niches où elles se dressaient auparavant.

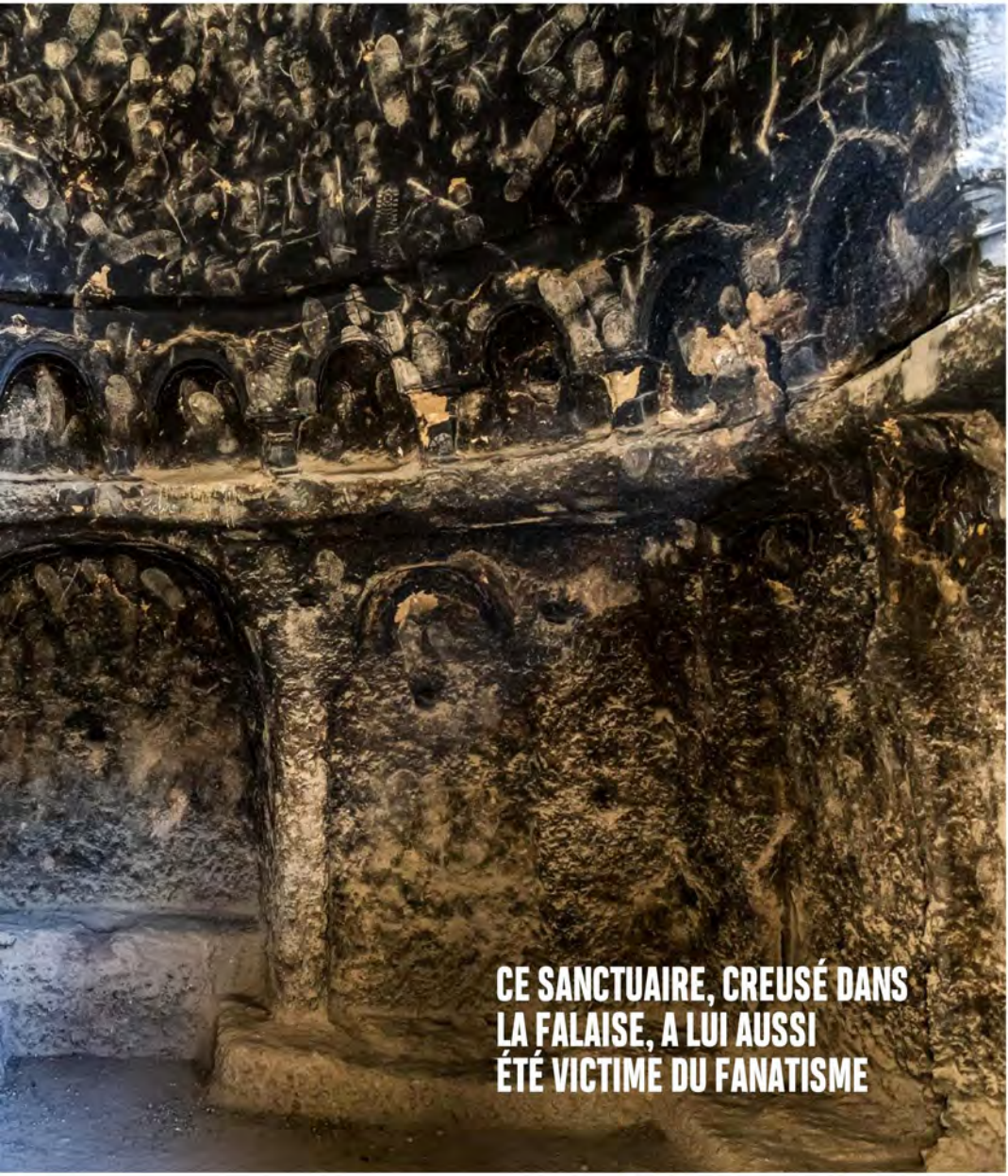
CE COLOSSE PROTÉGEAIT DEPUIS 1 500 ANS CE HAUT LIEU DU BOUDDHISME

Dans les années 1930, l'équipe de l'archéologue français Joseph Hackin (1886-1941) explora Bamiyan. A cette époque, le plus grand des deux bouddhas, d'une hauteur de 55 m, portait déjà les stigmates d'anciennes guerres dans la région.

Saeed KHAN / AFP

Considérés comme une insulte à l'islam, les bouddhas du site (ici l'alcôve qui abritait celui de 38 m de haut) furent dynamités le 11 mars 2001 par le mouvement des talibans. Cette destruction, inédite sur un trésor du patrimoine, suscita une vive émotion dans le monde.

Bamiyan est un ancien monastère à ciel ouvert, renfermant plus de 700 grottes. Ornées auparavant de fresques et statuettes représentant le bodhisattva – Bouddha avant l'éveil –, la plupart d'entre elles ont été saccagées puis incendiées.



CE SANCTUAIRE, CREUSÉ DANS LA FALAISE, A LUI AUSSI ÉTÉ VICTIME DU FANATISME

Michael Runkel / robertharding / Photononstop

LES STATUES POURRONT-ELLES ÊTRE RECONSTITUÉES ? LA PLUPART DES EXPERTS EN DOUTENT

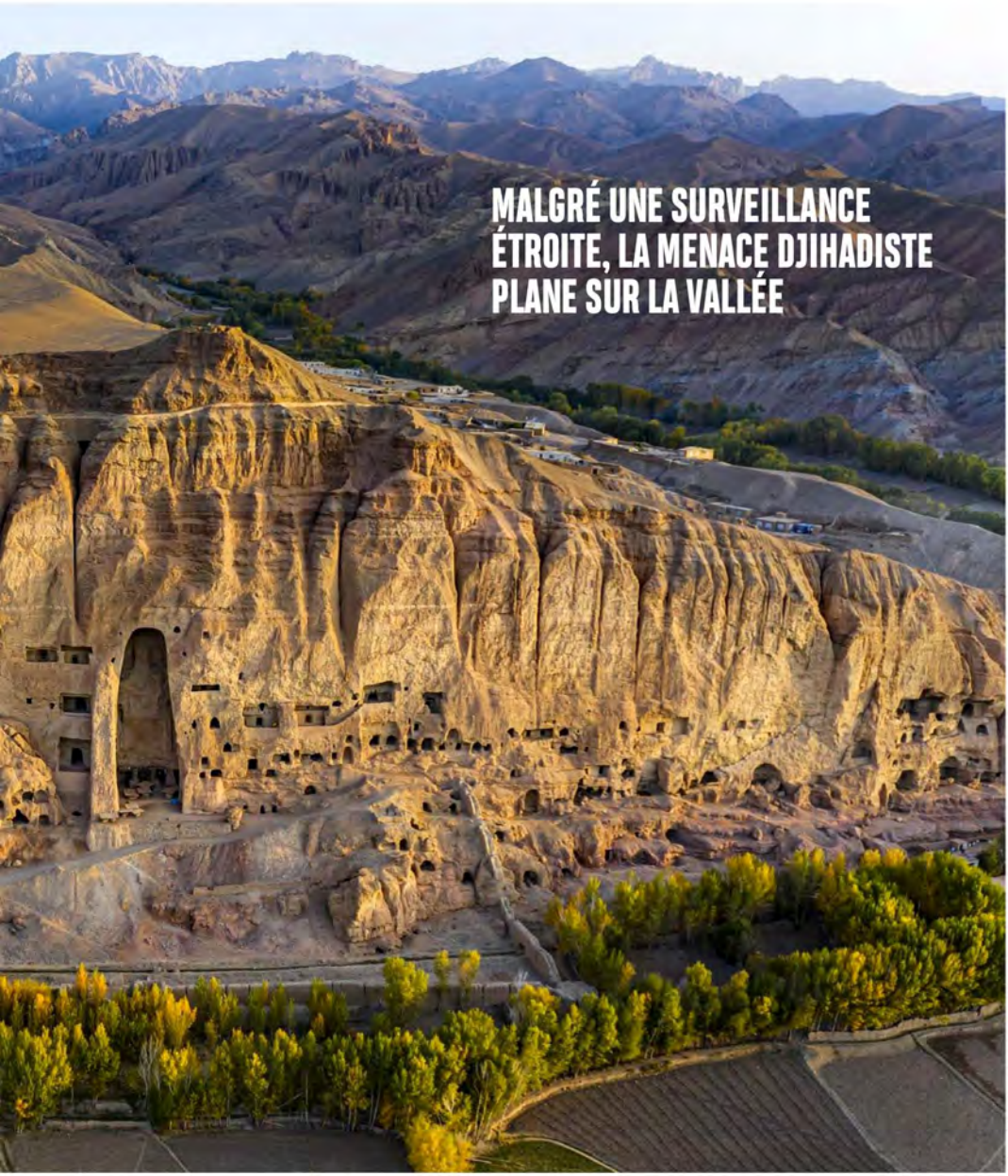
Insights / Universal Images Group / Getty Images

Ces échafaudages empêchent la falaise de s'effondrer. Depuis que le site a été classé par l'Unesco, en 2003, sur la liste du patrimoine en péril, 27 millions de dollars ont été investis pour consolider les cavités qui abritaient les statues colossales.

Kyodo News Stills / Getty Images

Une équipe d'archéologues italiens et japonais tente, depuis quatre ans, de nettoyer les fresques à l'intérieur des grottes. Ce travail d'orfèvre est une course contre la montre : les couches de suie et de boue détériorent les couleurs.

Longue d'un kilomètre, la falaise de Bamiyan abrite une oasis dans le massif aride de l'Hindou-Kouch. Comme en 2001, cette région, placée sous protection policière, est redevenue la cible des talibans. Un danger que les archéologues souhaitent de moins en moins braver.



MALGRÉ UNE SURVEILLANCE ÉTROITE, LA MENACE DJIHADISTE PLANE SUR LA VALLÉE

Michael Runkel / robertharding / Photononstop

VINGT ANS APRÈS LA DESTRUCTION, LA RESTAURATION NE FAIT QUE COMMENCER

Pour rendre compte du chantier colossal qui se déroule sur le célèbre site bouddhique, le musée Guimet, à Paris, présente jusqu'au 21 juin une exposition intitulée «Des images et des hommes, Bamiyan vingt ans après». Etat des lieux.

Sur les hauts plateaux du massif de l'Hindou-Kouch, au centre de l'Afghanistan, deux immenses bouddhas veillaient sur Bamiyan depuis le VI[e] siècle. Du haut de leurs 38 et 55 mètres, ces représentations taillées à même l'abrupte falaise rose qui borde cette vallée étaient parmi les derniers témoins du passé préislamique du Hazaradjat, région située à 240 kilomètres au nord-ouest de Kaboul. Ici passait la route de la soie où, pendant des siècles, ont transité marchandises et voyageurs entre la Chine et l'Occident. Ce qui est aujourd'hui un gros bourg de 60 000 habitants était, du II[e] siècle av. J.-C. au VI[e] siècle, un centre bouddhique important, un des berceaux de l'art Gandhara né du métissage entre influences hellénistiques et indiennes. Puis vint la période islamique. Les guerres et les pillages, notamment ceux des armées du chef mongol Gengis Khan au XIII[e] siècle, eurent raison des centaines de sculptures qui ornaient la falaise. Seuls les deux géants, autrefois recouverts de feuilles d'or, restèrent quasi intacts. Jusqu'à ce que l'obscurantisme ne réduise en poussière ce pan de l'histoire de l'humanité.

Le 11 mars 2001, les talibans dynamitèrent les statues sous le regard impuissant et tétanisé de la communauté internationale. Pour ces fondamentalistes islamistes, à la tête du pouvoir depuis 1996, il ne pouvait y avoir qu'un seul Dieu – Allah – et ces «idoles païennes» constituaient un affront à l'islam. La réaction ne se fit pas attendre. Sous l'égide de l'Unesco, la coopération internationale s'organisa pour sauver ce qui pouvait encore l'être, et, en 2003, les vestiges de Bamiyan furent inscrits sur la liste du patrimoine en péril. Aujourd'hui, vingt ans après les destructions, plus de 27 millions de dollars ont été investis. La première phase du projet a été de stabiliser les niches qui abritaient les bouddhas et menaçaient de s'effondrer. Un chantier colossal rendu d'autant plus difficile que la falaise est fragilisée à la fois par les conditions climatiques, rigoureuses dans cette région montagneuse, et par sa formation géologique, comme l'explique Sophie Makariou, présidente du Musée national des arts asiatiques Guimet : «La falaise est constituée de lœss, un limon très fin, fragile et sensible à l'érosion. Sous l'effet des ruissellements dus à la fonte des neiges, elle se creuse et se disloque par le haut.»

Grâce aux financements japonais, soit 15 millions de dollars depuis le début des travaux en 2005, la consolidation de la niche orientale vient d'être achevée et celle de la deuxième niche va pouvoir commencer. Mais pour l'instant ces alcôves restent vides. «La reconstruction des bouddhas n'est pas à l'ordre du jour. Les discussions s'éternisent depuis une dizaine d'années, mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet», précise Ernesto Ottone Ramirez, sous-directeur général pour la culture à l'Unesco. Et pour cause, comme le décrit Sophie Makariou, «les œuvres ont été pulvérisées et des pans entiers des statues ont été réduits à l'état de gravats. Une reconstruction serait techniquement complexe et prendrait un temps considérable.»

Mais les bouddhas, symboles de cette barbarie, ne sont pas les seules à avoir souffert de l'acharnement des talibans. Les parois de la falaise abritent des centaines de grottes artificielles qui constituaient le monastère. Allant de la simple cellule au sanctuaire, ces excavations sont pour certaines ornées de peintures murales et de motifs gravés. Sur ce chantier, les experts italiens ont désormais la main avec une enveloppe de quelque 6 millions de dollars. Un travail

Présente au musée Guimet, cette main d'un bouddha, dorée à l'origine, fut ramenée dans les années 1930 par l'archéologue français Joseph Hackin. Il s'agit aujourd'hui du seul vestige des statues de Bamiyan.

de fourmi qui relève de la conservation plutôt que de la restauration souligne la présidente du musée Guimet : «Les équipes doivent à la fois agir contre l'action inexorable du temps et les dégradations faites par la main de l'homme, qui ont toujours existé.» Et d'ajouter : «En réalité, il ne restait déjà plus grand-chose de ces peintures déjà fortement dégradées par l'humidité qui a affaibli la tenue des pigments. Il s'agit surtout maintenant de faire en sorte que les enduits tiennent sur leur support.»

Les équipes internationales forment aussi des ingénieurs afghans. «L'Unesco travaille en étroite collaboration avec les autorités du pays, insiste son représentant. Il est essentiel de s'assurer que les actions sont partagées et réfléchies non seulement par les experts techniques et scientifiques, mais aussi par les communautés locales». Sur place, les populations hazaras suivent de près les travaux. Victimes des massacres talibans, ces musulmans chiites avaient aussi été contraints par leurs bourreaux d'assister à la destruction des statues. Aujourd'hui, ils veillent à la protection du site, dont l'accès est sous protection policière.

Il n'en demeure pas moins que la menace plane encore sur la région. Sophie Makariou ne cache pas son inquiétude : «Depuis l'accord signé à Doha en février 2020 qui prévoit le retrait progressif des troupes américaines d'Afghanistan, les talibans reprennent le contrôle du pays. On peut craindre le pire.» Philippe Maquis, directeur de la DAFA (Délégation archéologique française en Afghanistan), est quant à lui moins pessimiste et ne constate pas d'incidents sur le terrain : «Les talibans ont fait des déclarations sur l'importance de préserver le patrimoine national. Nous avons même parfois des contacts avec eux. Donc, pour l'instant, le pire n'est pas écrit.» Pas de conséquences immédiates donc, mais certaines zones du pays sont d'ores et déjà difficiles d'accès en raison de l'insécurité qui y règne. Une situation qui pourrait compliquer l'accès au site. «Le chantier s'est effectivement vidé ces derniers mois et les travaux sont au ralenti. Mais la raison est davantage à chercher du côté de la pandémie de la Covid-19 que des conditions géopolitiques», nuance Philippe Maquis.

Entre les risques de destructions intentionnelles, la menace sismique, importante dans cette région, et l'accélération de l'érosion imputable aux changements climatiques, l'avenir de Bamiyan reste incertain. Mais la destruction de ses bouddhas est surtout devenue un symbole. «Sa médiatisation a marqué une prise de conscience collective et un tournant vis-à-vis du plaidoyer mondial concernant la sauvegarde du patrimoine,» note Ernesto Ottone. Dès 2003, en effet, l'Unesco adoptait une déclaration sur la destruction intentionnelle du patrimoine culturel, pointant ses «conséquences préjudiciables sur la dignité humaine et les droits de l'homme». Et, en 2017, une résolution de l'ONU qualifia pour la première fois ce type d'agissements de «crimes de guerre». Les bouddhas de la falaise de Bamiyan n'ont pas encore terminé d'écrire leur histoire. ■

VALÉRIE KUBIAK

BANDE DESSINEE

L'INCROYABLE DESTIN D'UN NAZI À LA NASA

Wernher von Braun fut le maître d'œuvre de la conquête spatiale américaine, mais cet ingénieur allemand cachait un lourd passé. Une histoire édifiante.

Quel destin paradoxal ! Docteur ès sciences à 22 ans, Wernher von Braun a travaillé dès sa jeunesse sur les fusées. Au point d'attirer l'attention du parti nazi et de rencontrer Adolf Hitler en 1933. Celui-ci, enthousiaste, lui accordera en 1941 tous les moyens, financiers et humains, pour mettre au point une technologie futuriste. A défaut d'aller sur Mars, comme en rêvait von Braun, l'ingénieur modifiera ses prototypes longue distance pour en faire des missiles de destruction massive. Son objectif : les faire voler sur des centaines de kilomètres, au-delà de la vitesse du son, indétectables. Un concept révolutionnaire... A lui seul ou presque, il écrira donc la phénoménale histoire des V2, dont l'un des sites de production, le camp souterrain de Dora, en Thuringe, aura coûté la vie à des milliers de déportés-esclaves, dont des Français.

Mais l'épopée ne s'arrête pas là. Au sortir de la guerre, von Braun et son équipe de scientifiques nazis, efficaces et tellement précieux, seront exfiltrés aux Etats-Unis. Et, durant plus de vingt-cinq ans, il mettra au point le programme Redstone à vocation nucléaire, celui de Jupiter-Juno pour les satellites spatiaux, et, comme dirigeant de la Nasa, la fusée Saturn afin de propulser, en 1969, les cosmonautes américains sur la Lune. Un succès qui damera le pion aux Soviétiques et fera oublier un passé d'officier SS sur qui, par intérêt, il était convenu de fermer les yeux...

C'est cette histoire folle que raconte avec brio et minutie Robin Walter dans son album de bande dessinée, au scénario très étayé, que préface et cautionne Laurent Thiery, l'infatigable historien de la Coupole, à Helfaut, la base française où auraient dû être déployés les V2. Séquences courtes, plans serrés, dialogues au cordeau... On se prend à suivre avec fascination le destin ambigu de ce complice avéré des bourreaux mais qui, plus qu'un autre, rêva au chemin vers les étoiles. En dépit de ses succès, qui firent faire un petit pas pour l'homme mais un grand bond pour l'humanité, von Braun gardait du sang sur les mains. ■

JEAN-LUC COATALEM

Von Braun, de Robin Walter, éd. Des ronds dans l'O, 22 €.

LE SOUVERAIN CIVIL CAR CANNIBALE
VOTRE NAVIRE EST VRAIMENT IMPRESSIONNANT, MONSIEUR VON BRAUN !
ALORS, DITES-MOI, QUAND LA FÊTES-VOUS DÉCOLLER ?
C'EST PRÉVU POUR LE DÉBUT DE L'ANNÉE PROCHAINE, PAS TARDIVE
ON VA DOIT DE TROUVER ! LES SOVIÉTIQUES VA CERTAINEMENT NOUS DÉPASSER : PREMIER SATELLITE, PREMIER HOMME DANS L'ESPACE, PREMIÈRE FEMME FEMME, PREMIER TOUT PREMIER !
C'EST MOINS QUE SATISFAISANT POUR LES PROCHAINS, TRADUCTEUR !
ET D'AILLEURS, GÉNÉRAL, POURRIONS-NOUS RETARDER LE LANCEMENT ?
MAIS OU REMBARQUONS-VOUS VRAIMENT DANS L'ÉTAT-MAJOR ALLIÉ, À LA MAISON BLANCHE, À LA RAF OU PIRE ?
LE 27 NOVEMBRE EXACTEMENT ! MON ÉPOUSE ET MON MÈRE ATTENDENT CETTE DATE AVEC IMPATIENCE !

Exfiltré par les Américains en 1945, von Braun prit la direction des programmes spatiaux des Etats-Unis. Il eut le soutien des plus hauts dirigeants du pays, non sans cynisme. Cette bande dessinée documentée en rend largement compte.

BIOGRAPHIE

UN ESPRIT MACHÉVIÉLIQUE ?

Sa réputation fut telle que son nom désigne, depuis le XVIe siècle, un manipulateur prêt à tout pour conserver le pouvoir. Mais Nicolas Machiavel, figure de la Renaissance italienne, a-t-il été si... machiavélique ? Très vite, l'ouvrage règle son compte à cette abusive simplification. S'appuyant sur l'ensemble de sa vaste correspondance, sept volumes de lettres publiques et privées, il éclaire sous un autre jour le parcours de l'auteur du *Prince* (1512) et de *L'Art de la guerre* (1519) dont l'existence fut prise dans l'engrenage des Guerres d'Italie (1494-1559). Issu d'une famille de marchands, son érudition lui ouvrit, de 1498 à 1512, les portes de la chancellerie de la République de Florence. Ses missions d'ambassadeur aiguisèrent sa vision de la politique. Son erreur fut de sortir de ses prérogatives. Simple observateur à l'origine, ses informations se transformèrent au fil des lettres en conseils, puis en avis tranchés. Plus visionnaire que diabolique, Machiavel, devint *persona non grata* chez les Médicis, seigneurs comploteurs de Florence, qui voyaient en lui un danger. Démis de ses fonctions puis emprisonné, il lui faudra huit ans pour être à nouveau le bienvenu auprès de la famille régnante, laquelle ne cessera d'entretenir sa réputation d'homme malveillant. Cette biographie dépoussière enfin la lecture moraliste d'un Machiavel conseiller des tyrans pour qui la fin justifiait les moyens. ■

DAVID PEYRAT

Machiavel, une vie en guerres, de Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, éd. Passés/Composés, 27 €.

Au fil de l'ouvrage, de Talleyrand à Mao, l'ancien chef de la diplomatie française Hubert Védrine distille ses analyses et ciselle ses portraits.

DICTIONNAIRE

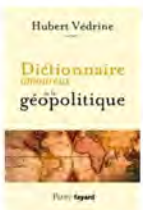
AFFAIRES PAS SI ÉTRANGÈRES

D'une plume incisive, l'ancien patron du Quai d'Orsay analyse les enjeux diplomatiques d'hier et d'aujourd'hui.

Admiré à droite comme à gauche, Hubert Védrine a passé près de deux décennies au cœur du pouvoir, d'abord auprès de François Mitterrand, dont il fut conseiller diplomatique de 1981 à 1986, porte-parole (1988-1991) puis secrétaire général de l'Elysée (1991-1995), avant de rejoindre le Quai d'Orsay sous le gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2002. De très près, il a vécu l'effondrement de l'URSS et la «fin de l'Histoire», le réveil des anciens pays satellites, les conflits et les changements de paradigme sur l'échiquier mondial...

Dans un style direct et limpide, l'ancien ministre des Affaires étrangères signe aujourd'hui une passionnante anthologie constituée de 249 entrées, dans laquelle il mêle analyses historiques, souvenirs personnels et considérations sur un monde aujourd'hui «décloisonné, homogénéisé, instantané et fébrilement connecté.» On y croise Metternich et Mao, Chirac et Talleyrand, Alexandre le Grand et Nixon, dont il réhabilite l'action internationale et notamment le rapprochement sino-américain. On navigue entre Orient et Occident, entre des superpuissances sur le déclin et d'anciens pays émergents qui occupent aujourd'hui le devant de la scène. On y retrouve surtout la verve caustique d'un chantre de la realpolitik qui s'est toujours méfié des postures démagogiques et des croisades de l'Occident menées au nom de la morale. Voilà, en somme, une introduction idéale à la géopolitique, «matière en fusion», autant qu'un portrait en creux d'un grand diplomate français. ■

FRÉDÉRIC GRANIER



Dictionnaire amoureux de la géopolitique, d'Hubert Védrine, éd. Plon-Fayard, 26 €.

EXPOSITION

DIONYSOS, PLUS TERRIFIANT QUE GRISANT

Oubliez son image grivoise. Le dieu du vin inspirait de la crainte, comme le révèle une exposition à Bordeaux.

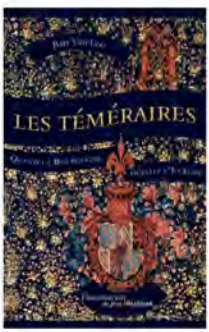
On le considère, à tort, comme le dieu le plus festif de l'Olympe. Cette exposition de la Cité du vin, à Bordeaux, remet les pendules à l'heure. Selon la mythologie, Dyonisos introduisit le vin dans le monde grec, mais il fut, en réalité, un bambocheur bien inquiétant. Pour preuve, la cinquantaine d'œuvres antiques (sculptures, céramiques...) présentes dans les cinq salles. Le visiteur le découvre tel un animal – le taureau – au regard furieux ou comme un roi d'Orient à l'air despotique.

Car le destin de ce dieu fut loin d'être réjouissant. Fruit d'un amour interdit entre Zeus et une habitante de Thèbes, il fut chassé de l'Olympe puis erra jusqu'en Inde pour échapper au courroux de l'épouse de Zeus. C'est en Asie qu'on lui enseigna l'art de la vigne. Et de cette vie d'errance naquit son culte : les fêtes dionysiaques, largement décrites au fil de cette exposition. Selon le tragédien Euripide (480-406 av. J.-C.), ces orgies, lorsqu'elles atteignirent le monde hellène au VI[e] siècle av. J.-C. effrayèrent le peuple. Sous les effets de l'ivresse, des hommes perdaient la vie, comme le montre une fascinante amphore peinte du IV[e] siècle av. J.-C. Elle représente les convives d'un banquet, hypnotisés par de terrifiantes créatures, ivres et échevelées, les tentatrices de Dionysos. Avec la conquête romaine, au II[e] siècle avant J.-C., le mythe s'adoucit. Sous le nom de Bacchus, le dieu apparaît plus inoffensif. On le voit, sur des céramiques, déguster des grappes de raisin en compagnie d'Eros et Vénus, divinités de l'amour. On apprécie sa présence, plus charnelle et jouisseuse que celle de son pendant grec. ■

DAVID PEYRAT

«Boire avec les dieux», Cité du vin, à Bordeaux, jusqu'au 29 août 2021.

Dionysos était aussi célébré lors du culte des morts. Sur cette urne funéraire du IV[e] siècle av. J.-C., on voit le dieu accompagnant une jeune femme à la recherche de l'ivresse.



RECIT

ET LA BOURGOGNE SE FIT UNE PLACE EN EUROPE...

En étudiant l'origine de son pays, l'historien belge Bart Van Loo s'est confronté... à la Bourgogne du Moyen Age. Tout commença lorsque Philippe le Hardi, premier des quatre ducs bourguignons, épousa, en 1369, la fille d'un comte de Flandre. Ses descendants, Jean sans Peur, Philippe le Bon et Charles le Téméraire, n'eurent de cesse d'agrandir ce territoire. Prise en tenailles entre les rois de France et les empereurs du Saint-Empire germanique, cette dynastie des «Téméraires», dixit l'auteur, fonda un influent cercle dont les régions flamandes étaient les places fortes. En déroulant le fil des ducs de Bourgogne, de 1369 à 1477, cet ouvrage relate l'histoire d'un duché devenu une puissance européenne. Il joua ainsi un rôle-clé pour mettre fin à la guerre de Cent Ans et constitua l'un des fondements de la dynastie suivante, celle des Habsbourgs, qui s'étendra de la Bourgogne à l'Espagne, jusqu'au XVIII[e] siècle. De quoi entreprendre un voyage bourguignon, pourvu de solides bagages historiques. **D. P.**

***Les Téméraires*, de Bart Van Loo, éd. Flammarion, 29 €.**

DÉCRYPTAGE

DES FIGURES DÉBOULONNÉES

Le 22 mai 2020, en Martinique, deux statues de Victor Schœlcher étaient brisées par une poignée d'activistes. Selon eux, ces hommages au «père» du décret de l'abolition de l'esclavage du 27 avril 1848 occultaient le rôle des Noirs dans leur propre libération. Aimé Césaire l'avait pourtant souligné, tout en louant Schœlcher : «[Sa] clairvoyance et [son] obstination avaient donné le branle de la liberté. L'impétuosité nègre fit le reste.» Mais la tempérance du chantre de la négritude n'est plus de mise aujourd'hui. Dans un double mouvement de «décolonialisme» radical et de cancel culture, d'autres statues sont déboulonnées, détruites ou souillées, comme celle de Colbert devant l'Assemblée nationale en juin 2020 ou celle de Joséphine de Beauharnais à Fort-de-France un mois plus tard. Dans un essai éclairant, Jacqueline Lalouette, professeure émérite à l'université Lille III, dresse le bilan d'un phénomène amplifié récemment par l'émergence aux Etats-Unis du mouvement Black Lives Matter, et qui touche tous les pays. L'historienne rappelle ainsi qu'une statue de Gandhi fut retirée d'une université au Ghana en 2018, en raison de propos racistes qu'il aurait tenus lorsqu'il vivait en Afrique du Sud... Mettant en garde contre le «désir d'épuration de la statuaire publique», ce livre passionnant donne les clés pour comprendre un débat révélateur des oppositions mémorielles qui fissurent jour après jour notre cohésion sociale. **F. G.**

Les Statues de la discorde, de Jacqueline Lalouette, éd. Passés composés, 17 €.

ESSAI

LE GÉNÉRAL ET L'HÉRITIER

Opposés dans leur style, de Gaulle et Pompidou partageaient cependant une même vision de l'Etat.

En apparence, tout les opposait. D'un côté, Charles de Gaulle, distant et solitaire, chef de la France Libre, épris de grandeur, janséniste dans sa vie privée, plaçant les intérêts du pays au-dessus des considérations individuelles. De l'autre, Georges Pompidou, président des «années heureuses», enseignant au lycée Henri-IV durant la guerre, qui n'eut que des rapports épisodiques avec la Résistance, proche du terroir, bon vivant... Leur entente, aussi affective que politique, demeure un mystère : proche collaborateur du général durant sa «traversée du désert», Pompidou devint son Premier ministre de 1962 à 1968.

Ce tandem singulier est analysé par Arnaud Teyssier dans un essai qui revient sur les raisons de la fracture entre les deux hommes. Mai 68, d'abord, lorsque le locataire de l'Elysée semblait coupé de la jeunesse et de la société tandis que le Premier ministre faisait preuve d'audace et de tempérance. Mais aussi l'affaire Markovic, sordide histoire de mœurs visant à salir le dauphin présumé à travers sa femme, et que le président aurait laissé courir. Arnaud Teyssier, ancien collaborateur de Philippe Séguin et gaulliste viscéral, tempère cette vision réductrice, et propose une lecture inédite : si ruptures il y eut, elles se sont produites «après». Avec mélancolie, il dépeint Pompidou-de Gaulle non comme l'histoire d'un couple, mais comme une «forme d'alliance brève et providentielle que le destin a forgée contre les dangers et les pièges les plus trompeurs de la modernité». Comme si leur union marquait les derniers feux de la primauté de l'exécutif, de l'autorité et de la raison d'Etat avant le dévoiement des institutions et l'ère de l'impuissance. Original et passionnant. ■

FRÉDÉRIC GRANIER

L'Enigme Pompidou-de Gaulle, d'Arnaud Teyssier, éd. Perrin, 23 €.

En 1967, l'entente est encore parfaite entre les deux hommes, qui reçoivent ici le Premier ministre britannique James Harold Wilson (au centre).

GEO HISTOIRE

Revivez les grands événements de l'Histoire

Des clichés forts de l'époque

Des documents d'archives exclusifs

Des chronologies détaillées

GEO HISTOIRE
LA GAULE AU TEMPS DES ROMAINS
LES HOMMES, LES ÉVÉNEMENTS, LES BATAILLES
GEO HISTOIRE
LE MONDE INCA
GEO HISTOIRE
SYRIE
DES ROYAUMES OUBLIÉS AUX COMPLOTS D'AUJOURD'HUI
5 000 ANS D'HISTOIRE
ACTUALITÉS : À LA DÉCOUVERTE DES NOUVEAUX TRÉSORS DE PALMYRE

Près de **26%** de réduction en vous abonnant en ligne

6 NUMÉROS/AN

AVANTAGES

QUELS SONT LES AVANTAGES DE S'ABONNER EN LIGNE ?

En vous abonnant sur Prismashop.fr, vous bénéficiez de :

- **5%** de réduction supplémentaire
- Version numérique + Archives numériques offertes
- Paiement immédiat et sécurisé
- Votre magazine plus rapidement chez vous
- Arrêt à tout moment avec l'offre sans engagement !

Photos d'époque, récits inédits, interviews d'historiens exclusives...

Un véritable retour dans le temps nourri d'illustrations historiques et de photos spectaculaires, fortes et significatives !

Emportez votre magazine **partout !**

La version numérique est **offerte** en vous abonnant en ligne.

BON D'ABONNEMENT
RÉSERVÉ AUX LECTEURS DE GEOHISTOIRE

❶ Je choisis mon offre :

☐ OFFRE SANS ENGAGEMENT
6 numéros par an
5,90€ tous les 2 mois (1)
au lieu de ~~7,50€~~ tous les 2 mois *
21% de réduction

☐ OFFRE ANNUELLE
1 an - 6 numéros
42,90€ par an (2)
au lieu de ~~45€/an~~*
5% de réduction

❷ Je choisis mon mode de souscription :

▶ @ EN LIGNE SUR PRISMASHOP — -5% supplémentaires !

❶ Je me rends sur www.prismashop.fr

❷ Je clique sur Clé Prismashop
* en haut à droite de la page sur ordinateur
* en bas du menu sur mobile

❸ Je saisis ma clé Prismashop ci-dessous :

GHIDNN57 — Voir l'offre

▶ PAR COURRIER

❶ Je coche l'offre choisie

❷ Je renseigne mes coordonnées** ☐Mme ☐M.

Nom** : .....

Prénom** : .....

Adresse** : .....

CP** : _ _ _ _ _

Ville** : .....

❸ À renvoyer sous enveloppe affranchie à :
GEOHISTOIRE - Service Abonnement - 62066 ARRAS CEDEX 9
Pour l'offre sans engagement : une facture vous sera envoyée pour payer votre abonnement.
Pour l'offre annuelle : je joins mon chèque à l'ordre de GEOHISTOIRE

▶ PAR TÉLÉPHONE 0 826 963 964 Service 0,20 €/min + prix appel

*Par rapport au prix de vente au numéro. **Informations obligatoires. À défaut votre abonnement ne pourra être mis en place. (1) Offre sans engagement : Je peux résilier cet abonnement à durée indéterminée à tout moment par appel ou par courrier au service cité(s) (voir CGV du site prismashop.fr), les prélèvements seront annulés. (2) Offre à Durée Déterminée : engagement pour une durée ferme après enregistrement de mon règlement. Offre réservée aux nouveaux abonnés de France métropolitaine. Photos non contractuelles. Le prix de l'abonnement est susceptible d'augmenter à date anniversaire. Vous en serez bien sûr informé préalablement par écrit et aurez la possibilité de résilier cet abonnement à tout moment. Délais de livraison du 1er numéro, 6 semaines environ après enregistrement du règlement dans la limite des stocks disponibles. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par le Groupe Prisma Media à des fins d'abonnement à nos services de presse, de fidélisation et de prospection commerciale. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez à tout moment d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement de portabilité des données qui vous concernent, ainsi qu'un droit d'opposition au traitement pour des motifs légitimes, en écrivant au Data Protection Officer du Groupe Prisma Média au 13 rue Henri Barbusse 92230 Gennevilliers ou par email à dpo@prismamedia.com. Dans le cadre de la gestion de votre abonnement au si vous avez accepté le transmission de vos données à des partenaires du Groupe Prisma Media, vos données sont susceptibles d'être transférées hors de l'Union Européenne. Ces transferts sont encadrés conformément à la réglementation en vigueur, par le mécanisme de certification Privacy Shield ou par la signature de Clauses Contractuelles types de la Commission Européenne.

GHIDNN57

ENCYCLOPÉDIE

DES DIEUX ET DES HOMMES

La collection «Au cœur de la mythologie», imaginée par *Le Monde* et *GEO Histoire*, célèbre la constante réinterprétation des mythes par les écrivains, musiciens, dramaturges, peintres ou encore sculpteurs... Une collection de référence, richement illustrée, conçue comme un fabuleux voyage dans le temps pour redécouvrir ces récits légendaires qui ont façonné notre culture...

Sources inépuisables d'inspiration, les mythes portent la mémoire des passions humaines. Entrer dans l'imaginaire des Anciens, côtoyer leurs héros et leurs dieux, c'est embrasser des thèmes universels qui résonnent encore et toujours au XXIe siècle. Dans ce cosmos où les dieux ressemblent à l'homme dans tout ce qu'ils ont de pathétiques et de cruels, c'est la place de chacun qui est en jeu. Pour cette raison, la collection est conçue autour des personnages de la mythologie : de la jalouse Héra (Junon) au puissant Héraclès (Hercule) en passant par Zeus (Jupiter) ou bien Aphrodite (Vénus), déesse de l'amour et de la beauté. Chaque numéro nous emporte dans leur histoire, leur héritage et l'univers artistique que plusieurs générations se sont approprié. L'occasion de repenser leur influence et leur portée sur nos propres vies et nos désirs. Se plonger au cœur de la mythologie permet de s'émerveiller encore des récits fondamentaux. Ils ont bâti notre imaginaire et nous font réaliser l'importance de l'empreinte de l'Antiquité sur nos sociétés. ■

Les Dieux de l'Olympe, coll. GEO Histoire Au cœur de la mythologie, 12,90 €. En vente chez les marchands de journaux ou par abonnement.

Revue

Tintin et la science

Ce numéro de *Tintin*, *c'est l'aventure* met la science à l'honneur. Que ce soit dans *L'Affaire Tournesol* ou *Objectif lune*, Hergé met en scène un professeur Tournesol bien conscient des dérives possibles d'une science parfois aveugle. Le physicien Pierre Papon aborde ainsi la place de la science dans l'œuvre d'Hergé et son rôle dans nos sociétés. L'illustrateur Miles Hyman, lui, nous livre une BD originale, entre science-fiction et anticipation futuriste, imaginant l'exploitation commerciale de la lune. Palpitant !

Tintin c'est l'aventure, numéro 8, éd. GEO, disponible en librairie et chez votre marchand de journaux, 15,99 €.

ESSAI

Au plus près de 14-18

Jean-Yves Le Naour, l'un des plus grands spécialistes français de la Grande Guerre, décrypte cet effroyable conflit, l'un des plus meurtriers du XXe siècle. Il relate les événements clés mais aussi, à partir d'authentiques anecdotes, le quotidien de ceux qui les ont vécus : les poilus, qui ont connu l'horreur, les bombardements incessants, la faim, le froid, les civils réquisitionnés dans les usines, les femmes qui ont contribué à l'effort de guerre et pour qui ce conflit a marqué le début de leur émancipation...

La Tragique Histoire de la Grande Guerre, coll. GEO Histoire, disponible en librairie, 16,95€.

GEO

L'ABONNEMENT À GEO HISTOIRE

Vous vous abonnez ou nous font cadeau
Gérez votre abonnement

Service abonnement GEO, 62066 Arras Cedex 9. Téléphone : 0 808 809 063 Service gratuit + prix appel

Pour s'abonner sur Internet, connectez-vous sur geohi.club Anciens numéros : geohi.club (cliquez sur «achetez un numéro en numérique») ou sur l'appli GEO le mag (iOS ou Android). *Abonnement 6 numéros GEO Histoire (1 an) : 41,40 €. Abonnement 12 numéros GEO (1 an) + 6 numéros GEO Histoire (1 an) : 112, 20 €.*

RÉDACTION DE GEO HISTOIRE

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex. Standard : **01 73 05 48 45** (pour joindre directement votre correspondant, composez le **01 73 05** + les 4 chiffres suivant son nom).

Rédacteur en chef : Eric Meyer.
Secrétariat : Dounia Hadri (6061).
Rédacteur en chef adjoint : Jean-Luc Coatalem (6073).
Directrice artistique : Delphine Denis (4873).
Chefs de service : Clément Imbert (7472), Frédéric Granier (4576), David Peyrat (5859), Sandrine Trouvelot (4677).
Premier secrétaire de rédaction : François Chauvin (6162).
Service maquette : Thibaut Deschamps (4795), Béatrice Gaulier (5943), Christelle Martin (6059), chefs de studio. Pamela Lavaquerie (4740), première maquettiste.
Service photo : Claire Brault, chef de service, (5950). Julie Verdisot, chef de rubrique (5949).
Cartographe-géographe : Emmanuel Vire (6110).
geo.fr et réseaux sociaux : Claire Fraysse, responsable éditoriale (5365), Thibault Cellic, responsable vidéo (50-27), Emeline Férard (5306), Chloé Gurdjian (04930) et Léa Santacroce (4738), rédactrices, Elodie Montrcer, cadreuse-monteuse (6536), Marianne Cousserau, social media manager (4594), Claire Brossillon, community manager (6079).

Ont contribué à la réalisation de ce numéro :
Pierre Ansilagus, Jean-Jacques Allevi. Anne Dambrée, Christèle Deslahaut, Bakhtiar Gibial, Marie Herbiet, Marine Jeannin, Marc Ollivinus, Jean-Baptiste Michel, Jean-François Paillard, Véronique Pierron, Valérie Rubink, Volker Saux.
Rédactrice graphiste : Sandrine Lucas. Rédactrice photo : Virginie Terrasse. Cartographe : Hugues Piolet.

Fabrication : Stephane Renouès, chef de groupe (6340), Mélanie Mottie, chef de fabrication(4759), Jeanne Mercadante, photogravure (4962).

Magazine édité par PRISMA MEDIA

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Société en nom collectif au capital de 3 000 000 €, d'une durée de 99 ans, ayant pour gérant Gruner + Jahr Communications GmbH. Les principaux associés sont Média Communication S.A.S. et Gruner und Jahr Communication GmbH.

Directeur de la publication : Rolf Heinz.
Directrice exécutive Pôle Premium : Gwendoline Michaelis.
Directrice marketing et business développement : Dorothée Flackiger.
Chef de groupe : Hélène Coin.
Directrice des événements et licences : Julie Le Floch-Doulain.
Directeur exécutif Prisma Media Solutions : Philipp Schmidt (5188).
Directrice exécutive adjointe PMS : Virginie Lubet (6448).
Directeur délégué PMS Premium : Thierry Dauré (6449).
Brand solutions director : Arnaud Maillard (4981).
Automobile & luxe brand solutions director : Dominique Bellanger (4528).
Account director : Florence Pirault (4981).
Senior account managers : Evelyne Allain Tholy (6424), Sylvie Cuterier Breton (6422).
Trading managers : Gwenola Le Creff (4890), Virginie Vial (4529).
Planning managers : Laurence Baez (6492), Sandra Missac (6479).
Assistante commerciale : Catherine Pintus (6461).
Directrice déléguée créative room : Viviane Rouvier (5110).
Directeur délégué data room : Jérôme de Lempdes (4679).
Directeur délégué insight room : Charles Jouvin (5328).
Directrice des études éditoriales : Isabelle Demailly Engelsen (5338).
Directeur marketing client : Laurent Goldet (6025).
Directrice de la fabrication et de la vente au numéro : Sylvaine Coetada (5465).
Direction des ventes : Bruno Raoult (5676). Secrétariat : 5674.

Impression : MOHN Media Mohndruck GmbH. Carl-Bertelsmann-Straße 161 M, 33311 Gütersloh, Allemagne.
Provenance du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : P_{tot} 0,005 kg/Tn de papier. © Prisma Média 2021.
Dépôt légal : mai 2021. ISSN : 1956-7855. Créations : janvier 2012.
Numéro de Commission paritaire : 0422 K 89010.

DAKOTABOX

OFFREZ UN CADEAU 100% PLAISIR!

10 coffrets cadeaux et plus de 6 500 expériences inoubliables en partenariat avec GEO pour offrir un concentré d'émotions à vos proches. Avec une validité de 3 ans et 3 mois et l'échange gratuit, ils auront tout le temps d'en profiter !*

*Voir modalités sur dakotabox.fr

Sélectionnés par GEO

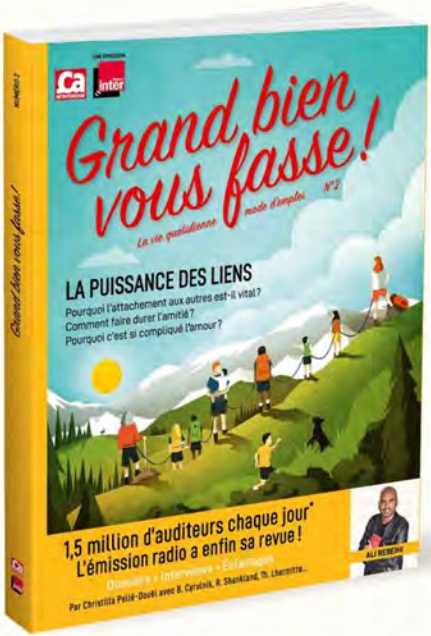
Rendez-vous en magasins et sur www.dakotabox.fr

Smartbox Group Ltd – IRELAND NO 463103 N° Licence AGV : IM092100098. Garantie Financière : APST – Assureur : Hiscox

1,5 million d'auditeurs chaque jour
L'émission radio a enfin **SA REVUE !**

Rendez-vous dans chaque numéro pour un moment de partage avec des experts, autour de longs **dossiers, éclairages, interviews et conseils de lecture** qui aident à mieux comprendre un **sujet essentiel de la vie quotidienne**.
Ali Rebeihi donne la parole à Christophe André, Boris Cyrulnik, Thierry Lhermitte, Rebecca Shankland et bien d'autres pour **une lecture 100% bien-être** !

Grand bien vous fasse !
La vie quotidienne mode d'emploi
QUE DÉVOILENT NOS ÉMOTIONS ?
Par ALI REBEIHI
et Christilla Pellé-Douël
DOSSIERS • INTERVIEWS • ÉCLAIRAGES
Christophe André, Boris Cyrulnik, Georges Vigarello, Michel Pastoureau


Grand bien vous fasse !
La vie quotidienne mode d'emploi N°2
LA PUISSANCE DES LIENS
Pourquoi l'attachement aux autres est-il vital ?
Comment faire durer l'amitié ?
Pourquoi c'est si compliqué l'amour ?
1,5 million d'auditeurs chaque jour*
L'émission radio a enfin sa revue !
Par Christilla Pellé-Douël avec B. Cyrulnik, B. Shankland, Th. Lhermitte...

crédit photo Ali Rebeihi : © Radio France / Christophe Abramowitz C) compos juliet

Les deux premiers numéros en exclusivité chez votre marchand de journaux et sur *prismashop.fr*

Cliquez sur Clé prismashop et entrez le code **GBVF**

Dès le 20 mai en librairies, retrouvez aussi **le numéro 1 en version poche.** *En partenariat avec Pocket*